

Un Eurêka de l'audiovisuel

« Un Eurêka de l'audiovisuel »... Telle est la proposition que M. Mitterrand soumettra, dans les mois qui viennent, aux membres de la Communauté européenne. Satisfait des développements de son premier projet Eurêka, lancé en avril 1985 pour provoquer un sursaut européen dans la technologie, le président de la République estime le moment venu d'élargir l'initiative à un domaine qui, dit-il, lui tient à cœur.

Un domaine particulièrement important puisqu'il concerne à la fois la culture et l'économie. Un enjeu d'autant plus stratégique que la dépendance de l'Europe à l'égard des États-Unis, du Brésil ou du Japon est en train de croître très rapidement.

Le combat des images se livre désormais à l'échelle planétaire : les frontières n'ont plus guère de signification, et les États-Unis règnent en maîtres incontestables.

Alors que la consommation prochaine de programmes de télévision atteindra bientôt en Europe 125 000 heures par an et que la production française annuelle ne dépasse guère 5 000 heures, la création — ou le renforcement — d'une industrie européenne de l'image s'avère urgente.

Le retard actuel s'explique pour des raisons à la fois géographiques (l'étendue des États-Unis exerce sur le pays investisseur une pression constante), culturelles (la culture du Vieux Continent a longtemps privilégié l'écrit ou l'audiovisuel, les médias historiques (la primauté des logiques éditoriales), il doit être comblé, sous peine de perdre l'« image européenne » en situation d'être conquise, selon l'expression de M. Mitterrand.

Malgré l'Europe de l'image est encore à bâtir. Malgré les proximités géographiques, les systèmes audiovisuels et leurs économies varient énormément d'un pays à l'autre de la Communauté. Pôle de référence en matière de programmes, la Grande-Bretagne est dans une phase de transition. M. Thatcher, réticente sur l'industrie du câble, étant tentée par une privatisation du système. Apparemment proche du schéma américain (concurrence sauvage, priorité au marché), l'audiovisuel italien, où règne M. Berlusconi, ne négligeait complètement les débouchés du câble et du satellite. L'Allemagne connaît un développement inverse avec une prédominance des chaînes publiques, mais une avancée technologique certaine grâce à un plan-câble dynamique mené par la Bundespost et à une politique spatiale ambitieuse. L'Espagne, la Grèce, le Portugal connaissent quant à eux quelques transmissions prometteuses. Difficile cependant, dans ces conditions, d'opposer au pôle d'outre-atlantique un front européen uni.

Certes, des initiatives ont déjà été prises, et M. François Léotard a beau jeu de rappeler en contrepoint du président de la République les trois instruments déjà mis en place : l'association renforcée des groupes français et étrangers dans le capital des chaînes ; la création de la Sept, future chaîne européenne diffusée par satellite associée aux télévisions allemandes ; enfin, la mise en place d'un fonds de soutien aux industries de programmes auxquelles participent déjà onze pays.

L'Europe de l'image ne se fera pas sans une volonté politique. Encore le pouvoir devra-t-il comprendre d'abord la nécessité de démythifier l'audiovisuel et de le soustraire aux pressions politiques et idéologiques dont il souffre encore en France.

(Lire nos informations page 26.)

Au cours d'une enquête judiciaire

Deux gendarmes tués en Nouvelle-Calédonie

Deux gendarmes ont été tués, le mercredi 30 septembre, au cours d'une opération de police judiciaire menée dans la tribu de Tiaoué, située dans la commune de Koné, sur la côte ouest de la Nouvelle-Calédonie. L'adjudant Gérard Berne, quarante ans, et le gendarme Aimé Robert, trente-cinq ans, ont été abattus — selon le commandement de la gendarmerie de Nouméa — alors qu'ils procédaient à un contrôle d'identité dans le cadre de l'enquête sur la mort du gendarme Remy Marchal, tué le 28 avril dernier à la tribu de Néami, dans la même commune de Koné.

NOUMÉA
de notre correspondant

Les coups de feu qui ont atteint les gendarmes ont été tirés par des individus non identifiés, dissimulés dans les broussailles. La gendarmerie précise que les deux hommes, membres de l'équipe légère d'intervention (ELI) des groupes de pelotons mobiles de Nouméa, n'ont pas eu le temps de faire usage de leurs armes.

Cette opération de police judiciaire avait été déclenchée au lever du jour afin de retrouver les complices ou les coauteurs de la mort du gendarme Marchal, identifié comme étant Jean-Frédéric Poudje et Yves Sugiani, en fuite dans la chaîne montagneuse depuis cinq mois, mais que des informations avaient récemment localisées dans la tribu

de Tiaoué. Ces dernières semaines, les gendarmes avaient resserré l'étau autour des deux jeunes Canaques en multipliant les interventions « coup de poing » dans les tribus de la région. Sans qu'il soit possible aujourd'hui d'établir si les deux fuyards sont les auteurs des coups de feu, tous les soupçons de la gendarmerie se portent sur eux. On les savait armés et prêts à tirer.

Aussitôt après le drame, un important dispositif de forces de l'ordre a été déployé dans la commune de Koné. Deux cents hommes, appuyés par sept hélicoptères (quatre Puma et trois Alouette) ont ratissé les reliefs montagneux de ce secteur de la côte ouest de la Grande Terre.

FREDERIC BOBIN.
(Lire la suite page 14.)

Douze mesures présentées au conseil des ministres

La participation introduite dans la fonction publique

Le gouvernement veut introduire la participation dans l'administration et dans le secteur public. M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat à la consommation, a présenté dans ce but, au conseil des ministres du mercredi 30 septembre, une communication à propos du rapport remis à M. Chirac sur « le développement de la participation et de l'intéressement dans le secteur public et l'administration ».

Présenté la veille aux syndicats, ce document sera suivi de deux décrets, d'ici à la fin octobre, concernant le secteur public, et de dispositions législatives instituant un « plan épargne administrative » dans la fonction publique.

A défaut d'avoir réussi à relancer la participation des salariés à la gestion des entreprises privatisées, le gouvernement tente d'introduire une « gestion participative authentique » dans le secteur public et la fonction publique d'Etat.

Pour M. Jean Arthuis, la participation devient un instrument privilégié de la modernisation de la fonction publique déjà lancée par le rapport Baquiast au temps du gouvernement Fabius en juillet 1985.

M. Chirac a indiqué au conseil des ministres qu'il « fait siennes » les orientations du rapport de M. Arthuis. Il a invité les membres du gouvernement à tenir compte, chacun dans son secteur, de ces orientations, pour les admi-

nistrations et les entreprises publiques.

M. Arthuis souhaite « réconcilier la fonction publique et la nation ». Son rapport est d'abord un sévère réquisitoire contre les modes de gestion du budget et du personnel dans l'administration. Il souhaite que les fonctionnaires adoptent des démarches de « projet d'entreprise » — comme dans le privé — des « contrats de performances », des réunions d'expression, des systèmes d'intéressement et des « plans d'épargne administrative ».

La mise en œuvre des douze mesures annoncées qui passent par une expérimentation dans deux ministères : l'équipement et les postes et télécommunications.

(Lire page 30 l'article de MICHEL NOBLECOURT.)

M. Bush à Paris

Un vice-président candidat.
PAGE 4

L'affaire Mecili

Les policiers français sont convaincus d'avoir identifié l'organisateur de l'assassinat de l'opposant algérien.
PAGE 23

Ombres et lumières de la campagne présidentielle
Pages 10 et 11

Les Américains et Airbus

Les constructeurs d'outre-atlantique accentuent leurs pressions contre les subventions à l'aviation européenne.
PAGE 32

Un dirigeant de l'ETA arrêté

Santi Padros a été appréhendé par les gendarmes de Bayonne.
PAGE 36

Le sommaire complet se trouve page 36

Les militants « purs et durs » face aux « notables »

Des lézardes dans le Front national

Quel effet ont eu sur l'électorat les déclarations de M. Le Pen sur le « détail » qu'aurait constitué, selon lui, l'existence des chambres à gaz ? Deux sondages apportent des réponses nuancées. Selon BVA qui a interrogé 956 personnes pour Paris-Match, du 14 au 18 septembre, au lendemain de la prestation du président du Front national au « Grand Jury RTL le Monde », M. Le Pen réalise son meilleur score avec 13 % des intentions de vote. Selon un sondage IPSOS réalisé du 19 au 23 septembre auprès de 928 personnes pour l'hebdomadaire VSD, il passe au contraire de 12 % à 8 %. Quel qu'il en soit, les déclarations de M. Le Pen ont laissé des traces au sein même de sa formation.

Le président du Front national a mangé son pain blanc. Cette fois, plus encore que d'habitude, il va jouer gros, très gros même, car il va lui falloir opter entre deux attitudes : soit entonner le refrain bien connu du Tout va très bien madame la marquise et répéter sur tous les tons, comme vient déjà de le faire avec un rare sens de la liote son député du Rhône, M. Bruno Gollnisch, que l'« affaire du « point de détail » n'a fait aucun remous » dans les rangs ; soit se décider, sans attendre la fin de la campagne, à mettre au pas les « purs et durs » de son mouvement, quitte à sauter dans le vif, et pour être encore plus précis à se séparer d'un secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois, de plus en plus encombrant pour lui.

Dans le premier cas, M. Le Pen étouffe au risque assuré de s'asphyxier lui-même. Dans le

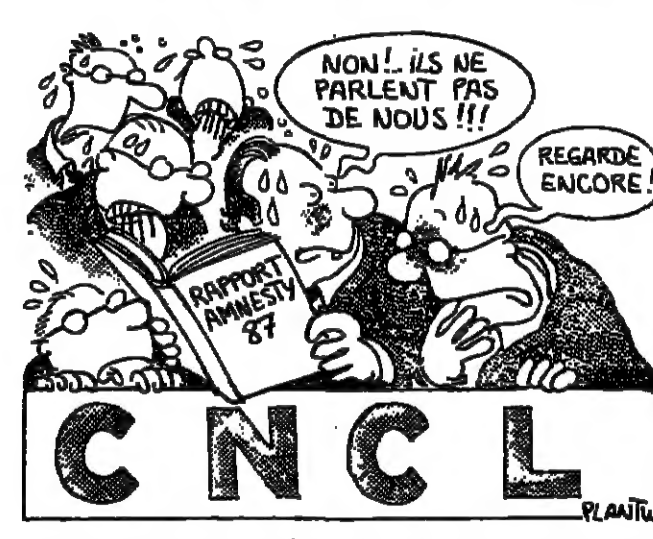
second, il seconcrerait son parti... au risque de se retrouver lui aussi sous les gravats. Entre deux maux, M. Le Pen va devoir choisir et vite, car depuis dimanche 13 septembre, jour de ses déclarations au « Grand Jury RTL le Monde », sur l'existence des chambres à gaz, c'est tout le Front national qui se trouve en équilibre instable.

Disqualifié déjà aux yeux de l'ensemble de la classe politique, M. Le Pen se trouve dans la situation particulièrement inconfortable d'un chef de parti réduit à pratiquer le grand écart pour tenter de préserver un semblant d'homogénéité. Un moment mis en sourdine, l'affrontement a repris de plus belle entre les « anciens » et les « modernes ».

DANIEL CARTON.
(Lire la suite page 8.)

Le rapport d'Amnesty international

Un long martyrologe



Amnesty international a publié son rapport annuel.
(Lire page 6 l'article de MANUEL LUCBERT.)

L'accord soviéto-américain sur les euromissiles

« Double zéro », double péril

par Pierre Lellouche
adjoint au directeur de l'Institut français des relations internationales

Après Caspar Weinberger (le Monde du 11 septembre), Valéry Giscard d'Estaing vient, lui aussi, de prendre la plume pour nous rassurer sur les conséquences du prochain traité soviéto-américain sur les missiles à portée intermédiaire (FNI). Selon l'ancien président de la République (le Monde du 23 septembre), le traité est un « bon accord » en même temps qu'« une chance pour l'Europe ». Une opinion que semblent partager — avec moins de lyrisme, il est vrai — son successeur à l'Elysée, François Mitterrand, ainsi d'ailleurs que l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement occidentaux, à la

seule exception de Jacques Chirac en France.

Face à un tel concert de louanges — et de louanges au sommet qui plus est ! — risquer une opinion contraire frise désormais l'inconvenance : Reagan et Gorbatchev d'accord pour désarmer, l'Europe applaudissant, on voit mal pourquoi l'on s'inquiéterait.

D'autant que M. Weinberger, ici même, a cru bon de disqualifier à l'avance d'éventuelles critiques en vouant les « experts imbues de leur importance » aux gémonies. Laissent donc de côté les considérations techniques et regardons le projet de traité FNI du simple point de vue du bon sens du citoyen de base.

(Lire la suite page 6.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ IRAK : le premier Festival de Babylone. ■ ITALIE : Vicence à l'heure des grands projets. ■ URSS : Chagall au musée Pouchkine. ■ BELGIQUE : Europaïa accueille l'Autriche.
Pages 15 à 17

مكتبة الامم المتحدة

Débats

Audiovisuel : la CNCL en question

Trois clés pour une émancipation

par RAPHAEL HADAS-LEBEL (*)

ÉTRANGE fatalité que celle qui semble s'acharner sur les institutions chargées de « gérer » l'audiovisuel en France. Un réquisitoire présidentiel suivi d'une polémique publique entre membres de la CNCL : et voilà atteinte, le contexte aidant, la crédibilité de l'institution. Mais la Haute Autorité d'audiovisuel n'avait guère connu un sort plus heureux : qu'on se souvienne des controverses — dont n'étaient pas absents les membres de ce collège — qui avaient accompagné le remplacement du président de TF1, la nomination du PDG d'Antenne 2 ou l'attribution de la 5.

Pour expliquer cet état de choses, on a souvent mis en cause la composition de ces institutions, laquelle ferait une part excessive aux considérations politiques. Ainsi, pour la Haute Autorité : c'est par un arbitrage du président de la République, rendu en conseil des ministres, qu'il a été arrêté la composition tripartite de ce collège : trois membres respectivement nommés par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat. En dépit du parallélisme avec la composition du Conseil constitutionnel, on a pu voir dans ce choix la volonté du gouvernement de donner à la majorité de gauche, outre la présidence — désignée par le président de la République — une majorité de six sièges sur neuf dans la Haute Autorité.

En portant de neuf — chiffre du projet initial — à treize l'effectif de la CNCL, la loi du 30 septembre 1986 avait apparemment pour

objet d'atténuer les éléments de politisation, puisque dans la nouvelle commission les trois autorités politiques ne nomment plus que six membres, quatre autres étant élus au sein des grands corps de l'Etat (Conseil d'Etat, Cour des comptes, Cour de Cassation, Académie française), les trois derniers étant cooptés par les dix précédents, tandis que le président est désormais élu par ses pairs. Vaine précaution, semble-t-il, puisque, aussitôt la commission constituée, la composition de la CNCL était analysée en termes de majorité et d'opposition, tandis que ses premiers choix étaient jugés à l'aune de leur conformité aux vœux du gouvernement.

Cette situation est d'autant plus paradoxale que Haute Autorité et CNCL entrent dans la catégorie, de plus en plus prolifique, des « autorités administratives indépendantes », appellation explicitement mentionnée dans la loi de 1986. Reprenant une idée déjà évoquée en 1970 dans le rapport Paye, les auteurs de la loi du 29 juillet 1982 avaient eu le mérite, en créant la Haute Autorité, d'engager la France dans la voie d'une séparation entre l'audiovisuel et le pouvoir politique. En déplaçant de façon significative les pouvoirs et les moyens d'action de la nouvelle CNCL, la loi de 1986 marquait en principe une étape supplémentaire dans ce processus de désengagement de l'Etat. Le statut des membres de ce collège (membre de neuf ans

non renouvelable, non révocable, strict régime d'incompatibilité) aurait dû concourir à accroître cette position d'indépendance.

D'où vient dès lors que le résultat recherché n'a pas été atteint, alors qu'en Grande-Bretagne — jusqu'à une période récente — nul n'a jamais contesté l'indépendance des douze gouverneurs de la BBC, ou des onze membres du conseil de l'IBA, pourtant nommés par le gouvernement et révocables à tout moment ?

Devoir de réserve

Plus que la composition de ces instances, ce qui vicié fondamentalement le système, c'est la politisation constante des débats sur l'audiovisuel en France. Tout en affectant de se désengager de l'audiovisuel, le pouvoir politique, quelle qu'en soit la couleur, résiste mal à la tentation de vouloir conserver sinon la maîtrise, du moins, par des voies détournées, une certaine emprise sur un outil qu'il estime nécessaire à son influence. Il est significatif que chaque changement de président ou de majorité se soit accompagné en France d'une réforme d'ensemble du paysage audiovisuel, soit six au moins depuis 1958. Or une institution, pour s'enraciner, on l'a vu pour le Conseil constitutionnel, a besoin

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

de durée. La Haute Autorité n'a survécu que quatre ans. Alors que plane déjà la menace d'une nouvelle réforme en 1988, il est urgent de rompre enfin avec le dérèglement pémieux de notre pratique politique.

Il conviendrait aussi qu'à la manière du Conseil constitutionnel, dont la jurisprudence est souvent discutée mais dont l'autorité n'est pas contestée, les membres du collège s'imposent le devoir de réserve — inscrit dans les lois de 1982 et de 1986 — et de discrétion, qui éviterait à tout le moins d'alimenter les passions.

Pour le reste, la CNCL a reçu de la loi la mission d'assurer, dans le domaine très sensible de la communication, le respect de principes essentiels tels que l'égalité de traitement, l'expression du pluralisme des courants d'opinion, la qualité culturelle des programmes. Elle a les moyens de le faire. Elle l'a d'ailleurs fait dans des domaines dont on parle moins. Ecran qui s'interpose entre les pouvoirs publics et le monde de la communication, il lui arrivera sûrement de « prendre des coups » de part et d'autre. Mais peu importe si ses décisions sont inspirées d'un souci de pondération et d'équilibre, ce qui n'exclut pas la fermeté qu'elle pourra assumer.

Continuité, discrétion, équilibre : c'est à ce prix que cette institution nouvelle gagnera l'autorité d'une véritable magistrature morale, celle de votes nécessaires d'un édifice audiovisuel enfin émancipé du pouvoir politique.

L'honneur perdu

par MARC PAILLET (*)

Ils ont enfin trouvé une occasion pour se débarrasser du géant audiovisuel, numéro un du turbulent, de l'irrévérencieux, de l'indiscipliné Michel Polac. Il était depuis fort longtemps dans la ligne de mire. Du temps de la Haute Autorité déjà, certains de ceux que son émission égarait, dérangeait ou démasquait, pour des raisons d'intérêt ou d'opinion, s'étaient acharnés à sa perte. Mais il s'était toujours trouvé au sein de l'institution une majorité pour le défendre et le soutenir, pour qu'il puisse se maintenir. Force est de constater que, au contraire de la Haute Autorité, qui tenait à une émission constituant un espace de liberté intangible, appréciée comme telle dans le monde entier, la CNCL s'est retrouvée en première ligne pour son élimination, qui n'est pas une perpétuelle subterfuge.

Devant une décision aussi spectaculaire, personne n'a douté un instant qu'il s'agit là d'une étape majeure dans la mise au pas de l'information. Mais non de la seule. Il existe des procédés plus subtils qui n'en produisent pas moins à la longue des ravages. Pour celui qui a appris par profession à voir et à entendre, les moyens grâce auxquels, tout en se donnant les gants de l'objectivité, on travaille à altérer et à fausser les informations pour les faire servir à des fins intéressées et partiales sont aisément décelables. S'il s'agit d'une affaire favorable à ceux que l'on veut servir ou à qui l'on veut être agréable, on peut lui réserver son ton le plus chaleureux, la faire commenter et illustrer abondamment, lui donner une large visibilité médiatique, bien éclairée, bien cadrée, bien applaudie. L'objectif — photographié si possible revêché, si possible verbeux — est expédié. S'agit-il d'un événement contraire ? Comment, étant objectif, ne pas en faire mention ? Mais on peut — le remplacer dans un cadre plus général, le travailler selon les mêmes procédés obliques, pour en effacer l'impact. Et puis on passe très vite à d'autres sujets.

Un professionnel sait aussi autre chose : la grande majorité des journalistes ont la passion de leur métier, le respect de leurs devoirs déontologiques et le goût de la vérité ; leur vie, en certains postes avancés, est un combat toujours recommencé pour assurer une information pluraliste, équilibrée et honnête face aux pressions de toutes sortes ; il y a fait de l'opiniâtreté, de la sagesse et du courage, car il existe peu de professions aussi exposées et où l'on dépende en permanence pour sa vie, celle des siens, pour sa survie sociale, et son honneur aussi, de l'issue toujours incertaine de ce combat.

La Haute Autorité avait considéré comme un devoir primordial, conformément d'ailleurs à son

mandat, de garantir les gens de l'information contre tous les déboires pouvant résulter du libre exercice de leur profession, tout en veillant au pluralisme. Il fallait voir, par exemple, avec quelle minutie, semaine après semaine, mois après mois, les temps de passage à l'antenne ou devant le micro étaient épluchés pour maintenir l'application de la règle : un tiers pour le gouvernement, un tiers pour l'opposition. Ces comptes étaient rendus publics et communiqués aux présidents de chaîne pour que soient rétablis, en accord avec les professionnels, les équilibres éventuellement rompus. Chaque tentative de pression se heurtait au rempart de la Haute Autorité. Qu'on me permette de dire que, assurant sa présidence pendant les derniers mois, ma plus grande fierté a été d'entendre dire de tous côtés par ceux de l'information, à tous niveaux, que jamais leur liberté n'avait été aussi fermement soutenue et affirmée que pendant les quatre années de vie de cette institution.

Rempart

Qu'en est-il maintenant ? Sans doute fallait-il voir la CNCL à l'œuvre et l'attendre à l'épreuve. Et alors, combien il est préférable de pouvoir constater qu'elle assure la continuité d'une tradition établie de telle sorte que le pouvoir issu des élections de 1986 lui-même avait été obligé d'enterrer sous les fleurs la Haute Autorité. Hélas ! on ne peut certes reprocher à la majorité de la CNCL de ne pas agir en son âme et conscience. Quand on a le cœur à droite, on ne blesse pas son âme, on ne froisse pas sa conscience en agissant en entité de droite. Mais comment, au vu de ses actions, ne pas lui faire grief de ne pas s'être comportée de manière à assurer l'autorité et la crédibilité nécessaires à une institution impartiale, qui doit veiller à la séparation du pouvoir informationnel du pouvoir politique, laquelle est vitale pour la démocratie ?

Les hommes de progrès du dix-neuvième siècle avaient touché du doigt que la démocratie, même constitutionnellement établie, n'est qu'un faux semblant sans liberté de la presse. C'est pourquoi tout ce siècle fut jalonné de leurs luttes pour l'obtenir et la consolider. La communication en général, l'information audiovisuelle en particulier, revêtent aujourd'hui cette même importance fondamentale. Quelles soient asservies et voici la démocratie et ses libertés en pleine lumière.

L'affaire Polac ne fait que commencer.

(*) Ancien membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

Au Courrier du Monde

GESTION

L'encadrement de la police

L'insuffisance quantitative de l'encadrement dans la police nationale a été relevée par le ministre délégué à la sécurité dans les colonnes du Monde. Il faut s'en féliciter, car l'observation est nouvelle. M. Pandraud ait cru devoir en attribuer la responsabilité au « pouvoir socialiste ». Il s'agit d'une double erreur, de fait et de diagnostic.

L'erreur de fait est patente : entre 1950 et 1982 (inclus), tandis que les effectifs des gardiens et grades augmentaient de 41 %, ceux des commissaires augmentaient de 15 %, et cette dernière augmentation est tout entière effectuée en quatre années : 1964 (+ 82 emplois), 1973 (+ 42), 1979 (+ 126), mais il s'agit pour l'essentiel de l'intégration des commandants dans le corps des commissaires, et 1982 (+ 58). En 1971 et 1972 par exemple, années où M. Pandraud est directeur central de la sécurité publique, il est créé 1337 puis 1770 postes de gardiens mais aucun poste nouveau de commissaire, et on pourrait multiplier ces exemples.

Le défaut d'encadrement de la police nationale ne date pas d'un laxisme ou d'une mauvaise gestion socialiste (quoiqu'on pense de l'action socialiste dans ce domaine), il est permanent et structurel depuis au moins quatre décennies, et les effectifs cités n'en sont qu'une illustration parmi d'autres. A se tromper de responsables, et donc en s'interdisant d'en rechercher les vraies causes, M. Pandraud a toutes les chances, malheureusement, de se tromper de remède.

DOMINIQUE MONJARDET (Paris).

SAUVETTE

Un arbre de moins à Paris

Pourquoi avoir coupé, le 13 août au matin, un des plus vieux arbres de Paris ? Rien ne le laissait supposer. Le parapet devant l'Institut de France avait été fait pour lui, interrompu pour que son gros tronc puisse s'incliner vers la Seine.

Le vert de ses feuilles, le blanc parfait de son bois, montraient un arbre en pleine santé encore, taillé récemment comme tous les peupliers du bord de Seine. Ses branches n'étaient pas tournées vers le trottoir ni vers la chaussée ; elles

n'étaient donc d'aucun danger pour la circulation. Mais, en raison de sa vigueur probablement, ses profondes racines fissuraient le trottoir.

Serait-ce que les Parisiens de notre siècle ne veulent pas, comme les constructeurs de parapet, faire l'effort nécessaire pour respecter le plus longtemps possible ces vieux témoins du temps ? Problème d'argent, sans doute, puisqu'il n'était d'aucun danger.

Quelle en est l'utilité ? N'importe quel autre arbre planté sur les berges fera rapidement l'affaire... C'est pourquoi, à une époque de l'année où jamais on ne coupe les arbres — le bois pleure, — les trousses, le plus rapidement possible, à la sauvette, ont fait leur travail.

M. CLAUDE NICOT (Paris).

[Les peupliers qui, l'automne dernier, ont été abattus le long des quais de la rive gauche de la Seine ne signaient pas parmi les plus vieux arbres de Paris, car il s'agit d'une essence à croissance rapide. Mais ils signaient parmi les plus gros et, surtout, les plus vieilles, seuls sur les quais de la Seine. Il a été décidé de les abattre pour les remplacer, car ils devenaient effectivement menaçants pour la stabilité des berges, dont les pavés se soulevaient. Si l'on a attendu le 13 août pour abattre le peuplier de l'Institut, c'est précisément parce que, encastré comme il l'était dans les autres, il était le plus difficile à atteindre.] — R.C.

NATIONALITÉ

Béjart est Français

J'ai lu avec amusement votre note concernant la danse dans le Monde du 12 septembre. Ainsi, Maurice Béjart serait Belge ? C'est bien la première fois que je lis dans la presse française une erreur qui va dans ce sens. D'habitude, les Français naturaliseraient plutôt les artistes belges et suisses. Ainsi lit-on régulièrement que Godard ou Polina sont Français. N'a-t-on pas entendu, au moment du décès de Jacques Brel, le ministre français de la culture rendre hommage à ce grand chanteur... français ?

Allez, Béjart, on vous le rend. A moins qu'il ne soit devenu un citoyen suisse de Lausanne !

HENRI SIMONS (Bruxelles).

Force 10.
Des nœuds forts comme la mer.

Clipe d'oreilles : 10500 F. Collier : 8300 F.

Avec du câble marin d'acier et de l'or, Fred crée des nœuds plats pour ses nouveaux bijoux Force 10.

Bague : 4800 F.

FRED
JAILLIER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Marignan, Espace « Galeries Lafayette », Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontana, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Morel (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1983)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontana, gérant, et Hubert Bonnier-Morel, président.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Solas

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléfax MONDIPAR 850672 F
Télécopieur : (1) 48-23-06-81

ABONNEMENTS
BP 507 89
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)	1 399 F	2 797 F	4 195 F	5 593 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

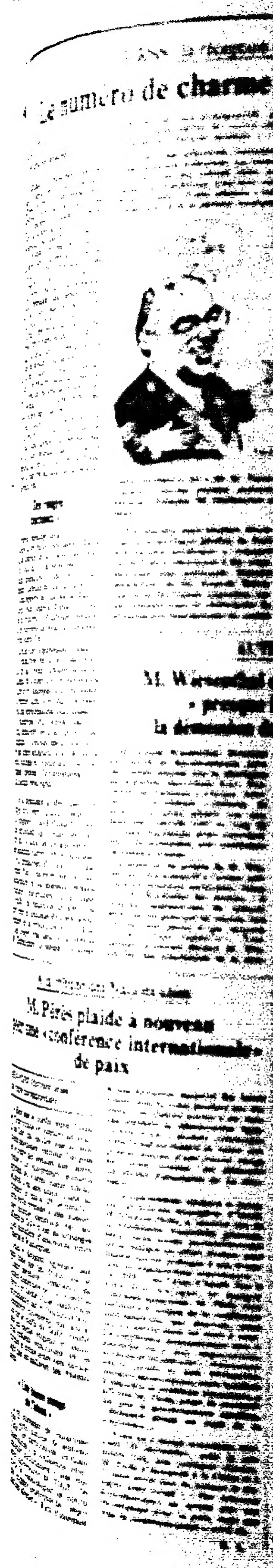
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 3615 - Type LEMOND

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléfax MONDPUB 206 136 F



Etranger

URSS : la réception de Français au Kremlin

Le numéro de charme de Mikhaïl Gorbatchev

MOSCOU
de notre envoyé spécial

M. Mikhaïl Gorbatchev est en excellente santé et il est toujours maître du Kremlin. Les trois cent soixante-dix Français qu'il a reçus mardi 29 septembre dans la salle Sverdlov du Kremlin, en ont eu une démonstration éblouissante. A l'occasion d'un numéro de charme remarquablement bien interprété, le secrétaire général du PC soviétique, qui n'avait pas été vu en public depuis le 7 août dernier, a réussi à faire passer ce double message aux spectateurs privilégiés d'un jour dans cette petite salle ronde, qui sert aujourd'hui à des réunions de travail du conseil des ministres de l'URSS.

« Des congés fructueux »

Premier message donc, M. Gorbatchev est en excellente santé. Sa si longue absence de la scène publique (du 7 août au 29 septembre) avait donné naissance à de multiples rumeurs alarmantes. Le démenti, il l'a donc apporté le jour de la Saint-Michel. Mgr Joseph Rostier, l'évêque de Poitiers, a d'ailleurs profité de son intervention pour lui souhaiter une bonne fête.

Le teint hâlé, légèrement amaigri, M. Gorbatchev est apparu au meilleur de sa forme. Décontracté et souriant, il a donné à cette rencontre l'air d'un dialogue, il a, au cours du premier acte, lors des interventions des personnalités françaises et des questions des autres participants, démontré qu'il savait manier l'humour. N'hésitant pas à interrompre ses interlocuteurs, il a distillé à cette occasion plusieurs petites phrases pleines d'informations sur son absence prolongée.

« On a tendance à dire que j'ai gagné mes vacances, mais je les ai gagnées », a-t-il d'abord expliqué, indiquant qu'il était en fait parti du 24 août au 24 septembre. Ses vacances furent très studieuses. Il les a consacrées d'abord à l'achèvement d'un « ouvrage sur la reconstruction et la nouvelle pensée politique » soviétiques. Il a aussi travaillé à la rédaction de son rapport pour le sixième-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre. « Des congés fructueux », a conclu M. Gorbatchev, ajoutant : « Sous

l'impact de ces préparatifs, je n'avais pas envie de sortir de l'endroit où j'étais en vacances. »

Malgré ces précisions, certaines zones d'ombre subsistent. La transparence, l'un des thèmes chers au numéro un soviétique, n'est donc pas encore totale. « Votre absence a été remarquée, elle a surtout souligné

central, il a cherché à montrer qu'il restait bel et bien le maître du Kremlin. Il a, pour cela, brodé autour de trois grands thèmes : la perestroïka, le désarmement et les droits de l'homme.

Dans un discours s'adressant autant aux Soviétiques qu'aux Français présents dans la salle, M. Gor-

batchev a cherché à montrer qu'il restait bel et bien le maître du Kremlin. Il a, pour cela, brodé autour de trois grands thèmes : la perestroïka, le désarmement et les droits de l'homme.

batchev a cherché à montrer qu'il restait bel et bien le maître du Kremlin. Il a, pour cela, brodé autour de trois grands thèmes : la perestroïka, le désarmement et les droits de l'homme.



batchev a cherché à montrer qu'il restait bel et bien le maître du Kremlin. Il a, pour cela, brodé autour de trois grands thèmes : la perestroïka, le désarmement et les droits de l'homme.

batchev a cherché à montrer qu'il restait bel et bien le maître du Kremlin. Il a, pour cela, brodé autour de trois grands thèmes : la perestroïka, le désarmement et les droits de l'homme.

Les droits de l'homme

Enfin, sur les droits de l'homme, M. Gorbatchev, redevenu plus mordant, s'en est pris à ceux qui, « par le biais d'arguments humanitaires, veulent imposer à l'URSS des valeurs » qui ne sont pas les siennes. Renouvelant la proposition soviétique visant à l'organisation d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou, il a déclaré : « Nous espérons que la France va soutenir cette idée. »

Interrogé sur les décrets politiques et la situation des juifs en Union soviétique, M. Gorbatchev a repris un ton plus traditionnel au Kremlin, dénonçant violemment « l'antisémitisme à outrance de la presse bourgeoise française ». Il a préfacé, dans ces conditions, s'adressant directement à « ceux qui représentent l'opinion publique française », plutôt qu'à ceux qui détiennent les rênes de cette « soi-disant presse libre et indépendante ».

Après avoir chaleureusement salué les principales personnalités françaises présentes, M. Gorbatchev est reparti d'une démarche volontaire, par la porte de la salle Sverdlov, vers son bureau du Kremlin. Il s'est envolé mercredi matin pour Mourmansk.

ERIK IZRAELECICZ

GRANDE-BRETAGNE : au congrès du Labour

M. Kinnock annonce des changements mais reste flou sur les questions de défense

BRIGHTON
de notre envoyé spécial

M. Neil Kinnock est un homme prudent. Le jeune et énergique dirigeant du Parti travailliste a, certes, annoncé avec un enthousiasme gallois communicatif un « réexamen » complet des positions officielles du mouvement, y compris sur les questions de défense, mais il s'est bien gardé, mardi 29 septembre, devant les dirigeants du quatorzième congrès du Labour, réunis à Brighton, de révéler immédiatement ce qu'il souhaitait changer.

Le discours du leader travailliste, qui devait être le clou du congrès de Brighton, a donc été, en définitive, décevant. On y chercherait en vain une modification précise et tangible de la ligne actuelle du Labour.

M. Kinnock, qui a été vigoureux dans la forme et vague sur le fond, n'avait peut-être pas le choix. Son parti est divisé entre une « droite modérée », majoritaire, mais incertaine, et une « gauche dure », de plus en plus minoritaire mais puissante dans l'appareil et chez les intellectuels.

Tous les signes concordent : M. Kinnock tente un recentrage à droite. Il veut casser l'équation désastreuse qui assimile son parti aux laissés-pour-compte de la société et aux régions industrielles en perte de vitesse. Il a eu beau affirmer mardi avec force qu'il n'avait pas couronné les yuppie, cette classe montante de jeunes travaillistes dans le secteur tertiaire, sa stratégie consiste visiblement à conserver les bastions travaillistes traditionnels dans les régions ouvrières du Nord et du Centre et à conquérir ces couches nouvelles surtout implantées à Londres et dans le sud du pays.

Cette démarche est logique, mais elle choque les vieux socialistes du Parti attachés à la défense d'une classe ouvrière en voie d'extinction.

M. Kinnock répète inlassablement qu'il faut prendre en compte les aspirations de ceux qui n'ont pas opté pour le Labour en juin dernier. « Je refuse l'idée paternaliste selon laquelle les travaillistes ont un électeur naturel parmi les déshérités. Tous les citoyens de ce pays doivent pouvoir voter pour nous », s'exclame-t-il. Il ne veut pas d'un parti qui passe son temps à condamner, déplorer, souhaiter sans avoir jamais « le pouvoir de faire ». Bref,

il veut redonner aux travaillistes une culture de gouvernement.

M. Kinnock a été bien flou sur la politique étrangère et la défense. Il a parlé avec conviction de l'apartheid et de l'aide au tiers-monde. Il est favorable à un accord américano-soviétique nucléaire à moyenne portée, mais on ne sait toujours pas s'il maintient totalement la position officielle du Labour en faveur d'un désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. Le leader travailliste a évité mardi d'employer cette formule consacrée, ce qui a aussitôt suscité l'inquiétude des pacifistes et l'indignité des quelques « anti-unilatéralistes » du parti.

La « gauche dure » affaiblie

Plusieurs obstacles qui bloquaient la voie du renouveau souhaité par M. Kinnock ont été levés à Brighton. Le congrès a voté lundi à une majorité de 3 contre 1 une réforme du mode de sélection des candidats au Parlement. Ceux-ci étaient jusqu'ici désignés par l'appareil du parti, souvent dominé localement par la « gauche dure ». L'investiture travailliste sera désormais accordée dans chaque circonscription par la « base » des adhérents consultés individuellement. Les syndicats, épine dorsale et principaux bailleurs de fonds du Labour, conserveront une minorité de blocage ne pouvant dépasser 40 %.

M. Kinnock a lui-même été réélu lundi sans surprise leader du parti. Le conseil exécutif national de vingt-neuf membres qui est l'instance suprême du Labour a été renouvelé. La majorité « modérée » est passée de vingt et un à vingt-quatre. La « gauche dure », conduite par M. Tony Benn, n'a plus que cinq représentants.

M. Kinnock a eu la satisfaction de voir le congrès faire entrer au conseil exécutif M. Bryan Gould, coordonnateur de sa campagne de juin dernier et l'un des plus ardents partisans du recentrage. Les délégués lui ont cependant réservé la désagréable surprise d'être également, en la personne de M. Ken Livingstone, un jeune et brillant représentant de la « gauche dure ». M. Livingstone est appelé à renverser prochainement un jour M. Benn comme dirigeant de cette tendance.

DOMINIQUE DHOMBRES.

AUTRICHE

M. Wiesenthal estime désormais « presque inévitable » la démission de M. Waldheim

M. Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juive de Vienne, estime que la démission du président autrichien Kurt Waldheim est devenue « presque inévitable ». Le célèbre « chasseur de nazis », qui avait adopté une attitude très réservée tout au long de l'affaire Waldheim, avait convoqué, lundi 28 septembre, une conférence de presse à Vienne.

L'essentiel du propos de M. Wiesenthal a été consacré à l'avenir politique du président autrichien. Selon lui, M. Waldheim est devenu « le symbole international du refus de la justice » et « un obstacle à la réconciliation ». « Ces gens qui ne veulent rien dire sur leur passé et qui refusent qu'on le leur rappelle... Tout dépend, a encore déclaré M. Wiesenthal, des conclusions de la commission d'historiens réunie par le président autrichien.

Si ces conclusions se révélaient négatives pour M. Waldheim, celui-ci « devrait en tirer les conséquences ». Si la commission aboutissait à un jugement plus nuancé, selon lequel il apparaît que, tout en étant l'un des officiers les mieux informés de l'état-major, il ne portait pas de responsabilité directe dans les crimes de guerre de son unité, il devrait « sans perdre la face » se retirer dans l'intérêt de l'Autriche.

C'est la première fois que le célèbre chasseur de nazis se prononce aussi nettement pour un retrait du président autrichien.

ERIK IZRAELECICZ

A la tribune des Nations unies

M. Pérès plaide à nouveau pour une « conférence internationale » de paix

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

« Bien que le conflit entre l'Irak et l'Iran occupe les pensées de tous, il ne faut pas oublier que le problème palestinien constitue l'origine et le centre des tensions dans notre région. » Le vice-premier ministre égyptien, M. Ahmed Esmat Abdel-Maguid, a eu sans doute raison de rappeler, le mardi 29 septembre, cette vérité première à une Assemblée générale obnubilée par les affaires du Golfe et par les échanges quasi quotidiens d'amabilités entre Téhéran et Washington.

Mais le dirigeant égyptien sait sans doute que les Etats-Unis et l'Union soviétique, conscients de l'échec momentané de l'« offensive Pérès » en faveur d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, concentrent eux-mêmes leur attention sur le conflit du Golfe, conflit dont les enjeux religieux et politiques sont si profonds.

« Une fausse image de l'Islam »

Il est intéressant de remarquer que l'Egypte continue de soutenir l'idée d'une participation jordanienne à la conférence internationale, parallèlement à une présence indépendante de l'OLP. De même, M. Abdel-Maguid ne rejette pas l'exigence israélienne de « négociations directes ». Rien d'étonnant

si une écrasante majorité des bancs arabes étaient vides pendant son discours. Les arabes n'ont donc pas entendu la dénonciation égyptienne d'un « monde islamique transformé en théâtre de luttes sanglantes autour d'une fausse image de l'Islam, comme l'ont démontré les récents événements de La Mecque ».

Le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Shimon Pérès, si courtois lors de la précédente Assemblée générale, parut cette année particulièrement ferme, malgré un effort évident pour donner un ton poétique à son évocation du quarantième anniversaire — en 1988 — de l'Etat d'Israël. Sur le plan diplomatique, et malgré l'impasse apparente, M. Pérès reste optimiste à propos de la conférence internationale, qui pourrait, selon lui, « s'ouvrir dans les mois à venir. La conférence internationale sera le passage vers des négociations directes et bilatérales », notamment entre Israël et une délégation jordanienne-palestinienne, seuls habitants à résoudre le problème palestinien, a affirmé M. Pérès, avant de reconnaître que le gouvernement israélien, « demeure divisé au sujet de la conférence ».

Alors qu'il devait rencontrer, mercredi 30 septembre, pour la première fois, son collègue chinois, M. Pères a demandé à la Chine et à l'Union soviétique de rompre le dialogue avec Israël : « Des relations diplomatiques ne seront pas une récompense pour la paix, mais une vote de communication », a-t-il dit.

C. L.

La guerre du Golfe

M. George Shultz invite l'Irak à faire preuve de « retenue »

Tandis que l'aviation irakienne étendait ses raids mardi 29 septembre jusqu'à la banlieue de Téhéran, le secrétaire d'Etat George Shultz appelait l'Irak à faire preuve de « retenue » dans le Golfe, lors d'un entretien avec son collègue irakien, M. Tariq Aziz.

M. Shultz a, au cours de cette conversation, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, les deux ministres sont tombés d'accord, selon le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, sur la nécessité « de rester fermes en ce qui concerne l'application de la résolution 598 » exigeant un cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak.

Il est également insisté sur la nécessité de préserver cette résolution « intacte » et de « maintenir la pression sur l'Iran ». M. Redman a noté à ce propos que les Etats-Unis avaient demandé à Bagdad de faire preuve de « modération » et « continueraient à la faire ». Il n'a pas précisé quelle avait été la réponse du ministre irakien.

Mardi, l'aviation irakienne avait, pour la première fois depuis sept mois, bombardé la banlieue de Téhéran et lancé une nouvelle série d'actions en profondeur sur le territoire iranien, tout en poursuivant ses attaques contre des pétroliers près des côtes iraniennes, touchant notamment un bâtiment iranien, le Khark. Selon la radio de Bagdad, l'aviation irakienne a endommagé sérieusement l'usine d'armements de Parchin, dans la banlieue de Téhéran (Radio-Téhéran a confirmé qu'une zone industrielle proche de la capitale iranienne avait été bombardée et avait subi des dégâts).

L'état-major irakien indiquait qu'après cet « exploit », les pilotes de Bagdad avaient attaqué la cen-

trale électrique de Neka, située à 200 kilomètres au nord-est de Téhéran à proximité de la frontière iranienne, qui alimente en électricité, selon lui, la capitale iranienne, toute la région longeant la mer Caspienne.

Un appel de Khomeiny

Dans le Golfe, un pétrolier grec, le Koriana, a été attaqué par une vedette rapide iranienne dans la nuit de mardi à mercredi, mais n'a subi que des dégâts mineurs. Les sources maritimes ont confirmé, d'autre part, qu'un nouveau convoi de bâtiments de guerre américains faisait route mercredi vers le sud, escortant le méthanier Gas Frisco. Il s'agit de la dixième opération d'escorte de pétroliers koweïtiens ré-immatriculés aux Etats-Unis depuis juillet dernier. Pour la première fois, mardi, des chasseurs de mines britanniques ont intervenus dans le Golfe pour protéger une autre flottille américaine engagée depuis lundi dans de nouvelles opérations au large de Dubaï, à proximité de l'île d'Abou-Moussa, occupée par l'Iran depuis juillet 1971.

A Téhéran, l'imam Khomeiny s'adressant aux imams de la prière de tout le pays, réunis à Djamaran, a reconnu que l'Iran se trouvait confronté à de grandes difficultés. « Toute la propagande du monde est dirigée contre nous, et le monde s'est levé pour lutter contre l'Islam », a-t-il affirmé, ajoutant : « Il faut donc que tous les dirigeants religieux s'unissent et soutiennent les actions du gouvernement, du Parlement, et du pouvoir judiciaire. » — (A.F.F.)

LA RECHERCHE

Les liquides magnétiques
par J.-C. Bacri, R. Perzynski et D. Salin

Les protéines des membranes
par J.-L. Popot

Les mirages gravitationnels
par A. Blanchard, F. Hammer et C. Vanderriest

Le « desktop publishing »
par P. Vandeginste

Les hydrates de gaz : de l'énergie congelée
par Y. Makogon

etc...



Les militaires et la science
entretien avec P.-J. de Saint Germain

N° 192 - 27 F

سكنا من الامم

Un nouvel hebdo en janvier...

Politis

LE CITOYEN

... cela dépend de vous



Un nouvel hebdomadaire en janvier dans les kiosques. Si vous le voulez. Si vous acceptez d'en être les actionnaires. Parce que c'est la seule façon, pour des journalistes libres, de créer un nouveau journal libre : ni obédiences partisans, ni caprices de mécènes, ni diktats des modes et de l'air du temps.

Un journal de conviction : POLITIS-Le Citoyen s'adresse à toutes celles et à tous ceux qui ne croient pas que la gauche soit une idée morte, un concept ringard ; qui ne se reconnaissent ni dans un modernisme sans contenu, ni dans les crispations dogmatiques.

Un journal de journalistes qui habitent le souci du réel, le refus du secret, le goût de l'enquête et du débat d'idées — et ce fameux devoir d'irrespect, trop souvent invoqué pour mieux en écarter l'usage...

Une équipe rédactionnelle cohérente, pour un projet rédactionnel qui veut contribuer à rompre et à reconstruire : rompre avec les consensus honteux, reconstruire les possibles d'une société autre.

Nous avons besoin de vous. Il suffit d'être quelques milliers à y croire, autant que nous. Le projet est raisonnable : nous pourrions paraître dès que nous aurons réuni 8 000 souscripteurs à 500 francs l'action.

Bernard Langlois et toute l'équipe de

Politis

LE CITOYEN

Jean-Pierre Beauvais, Jacques Bidou, Claude Bourdet, Michel Cardoze, Jacques De Bonis, Rémy Galland, Pierre Gans, Didier Gilles, Edouard Guibert, Bernard Langlois, Evelynne Le Garrec, Yves Loiseau, Noël Monier, Michel Naudy, Raja Nasrallah, Gilles Perrault, Sampiero Sanguinetti, Gilles de Staël, Isabelle Stengers, Claude-Marie Vadrot, Patrick Viveret.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS EN BOURSE
n° 87323 du 4 septembre 1987

Avertissement de la Commission des Opérations en Bourse :
1 - Les possibilités pratiques de cession sont limitées ; il n'est pas envisagé d'organiser un marché des titres.
2 - Il n'est pas prévu de distribuer des dividendes au cours des deux premiers exercices.
3 - Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le Conseil de surveillance.
4 - S'agissant d'une constitution de société, les éléments financiers contenus dans la note d'information sont entièrement prévisionnels.

La notice d'information mise à la disposition du public et les statuts sont disponibles à
POLITIS, 5 boulevard Voltaire, 75011 Paris

500 F !

le prix d'une bonne action pour

Politis

LE CITOYEN

MANDAT POUR EFFECTUER UNE SOUSCRIPTION

Article L.190 de la loi du 24 juillet 1966 Article D.61 du décret du 23 mars 1967
Je, soussigné

Nom :

Prénom :

Profession :

Date et lieu de naissance :

Domicile :

Après avoir pris connaissance

— des statuts de la société anonyme en formation dénommée Société Anonyme d'Édition du Nouvel Hebdomadaire ayant pour objet principal l'édition du journal « Politis » avec siège social à Paris (75011) 6, rue du Dahomey au capital de 4 000 000 francs divisé en 8 000 actions de 500 francs à souscrire en espèces et à libérer intégralement ;

— ainsi que la mention publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 14 septembre 1987 ;

déclare donner mandat à la Banque Française de Crédit Coopératif (B.F.C.C.), 131, avenue Daumesnil, 75012 Paris de pour moi et en mon nom y adhérer et souscrire (nombre en lettres) actions de cinq cents francs chacune de ladite société.

A l'appui de ce mandat de souscription, je verse à la B.F.C.C., mon mandataire, la somme de francs représentant mon apport.

Fait à Paris le

La signature doit être précédée de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir »

Les chèques sont à libeller à l'ordre de la B.F.C.C. et à retourner avec le bon ci-joint à POLITIS, 5 boulevard Voltaire, 75011 Paris, téléphone 43 57 71 04

Amériques

La visite de M. George Bush à Paris

Un vice-président en campagne...

C'est un vice-président américain déjà en pleine campagne électorale qui arrive à Paris, mercredi 30 septembre, pour une visite d'un peu moins de vingt-quatre heures, au cours de laquelle il devrait tenter de convaincre les autorités françaises du bien-fondé de l'accord de principe américano-soviétique sur les armes nucléaires. Reçu dès son arrivée par M. Jacques Chirac, M. George Bush s'entretiendra jeudi 1^{er} octobre avec le président Mitterrand.

Varsovie valait bien une messe pour ce protestant. Venu tout à la fois renouer avec la Pologne officielle et réaffirmer le soutien de la première puissance du monde à Solidarnosc, le vice-président américain n'est pas reparti les mains vides. Dans les fleurs et la liesse d'une grande kermesse télévisée, il a respiré le plus doux des succès, l'aval de Lech Wałęsa à sa future candidature présidentielle : « M. Bush est un grand homme, il mérite de présider aux destinées d'un grand pays. » Le « V » de la victoire esquissé, tout sourire, par leur vice-président devant les caméras n'aura sans doute pas échappé, « back home », aux quelques millions d'électeurs d'origine polonaise.

Dire que cette tournée de dix jours dans six pays européens relève du calcul électoral serait pure mesquinerie. Il n'empêche. En venant faire signer le Livre d'or du futur traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire avec l'URSS — puisque dans le fond, c'est de cela qu'il s'agit — par les grands leaders européens, George Bush peaufine au passage son image de marque. Celle d'un négociateur chevronné, d'un « habitué » de la scène internationale à la carte de visite déjà chargée : ancien ambassadeur à l'ONU, chef du bureau de liaison américain à Pékin avant le rétablissement des relations diplomatiques en 1979 et enfin directeur de la CIA. Et ce à un moment où les sondages révèlent que les Américains s'intéressent beaucoup plus que par le passé à la politique étrangère de leur pays. Ce qui a conduit déjà bon nombre de candidats, Robert Dole, le chef de la minorité républicaine au Sénat, en tête, à accomplir le pèlerinage de Managua.

Et, qui sait ? dans pareil contexte une poignée de main à Jacques Chirac ou à François Mitterrand sur

un perron adéquat, peut après tout pimenter d'exotisme le brouet télévisuel quotidien de l'électeur moyen américain, noyé cinq mois avant son lancement par les balbutiements de la campagne présidentielle ?

« Sandwich au concombre »

Campagne dans laquelle George Bush fait, à soixante-trois ans, figure d'étoile du berger. Très loin du troupeau, fort d'une organisation mise en place depuis deux ans et d'un trésor de guerre de près de 10 millions de dollars, le vice-président, avec le soutien de 46 % des Républicains (deux fois plus que son plus proche concurrent, Robert Dole), a l'air incontestablement présidentiable. Et l'hécatombe est telle dans les rangs démocrates que, si cela continue, faute de combattants, George Bush deviendra président par défaut.

A cela près qu'il lui reste à vaincre un adversaire de taille : ... George Bush lui-même. « Inconsistant », « changeant », « mou comme un sandwich au concombre » sont en termes plus ou moins fleuris les reproches dont l'accable la presse. Le fait est qu'avec son côté « preppy » (bon chic, bon genre) de la côte est et son passé « hybride », comme il le dit lui-même, ce fils d'un ancien sénateur du Connecticut parviendra-t-il à trouver — fortune dans le pétrole texan déconcerte. Quand on a comme concurrent une bête de télévision telle que Pat Robertson, le « télévangéliste », candidat lui aussi à l'investiture républicaine, il faut savoir cerner son image. George Bush ne sait pas, ou ne veut pas : « J'ai horreur que l'on me colle une étiquette », dit-il volontiers.

De fait, qu'y inscrirait-on ? Représentant du Texas à la Chambre à la fin des années 60, il a laissé le souvenir flou d'un homme résolument conservateur en matière d'intervention gouvernementale et fervent supporter de la guerre du Vietnam, mais volontiers libéral sur l'aide sociale, les droits des femmes ou même l'avortement. En 1980, dans sa féroce campagne aux primaires républicaines contre celui qu'il appelle alors « l'extrémiste » Ronald Reagan, il passe plutôt pour un modéré. Aujourd'hui il a officiellement endossé toutes les idées du président. « Le loyalisme, dit-il encore, n'est pas une faiblesse caractéristique d'une vertu. » Un loyalisme — on l'a vu récemment lors du scandale des ventes d'armes à

l'Iran, qui a ébloui la Maison Blanche — dont le vice-président ne s'est pas départi. Et du coup, cette étiquette de « suiveur » devient un handicap. Qui, en effet, aurait envie de voter pour un simple clone du président ? D'autant que si Ronald Reagan réussit encore tant bien que mal à jouer l'arbitre des turbulences dans un parti profondément déchiré, il est douteux dans l'état actuel que George Bush y parvienne. Aussi l'on va, au risque de se faire traiter de démagogue, faire ampleur honorable pour son passé dévotionniste libéral auprès des partisans de l'interdiction de l'avortement ou de la libre commercialisation des armes à feu. Non sans succès, car, dès janvier 1986, il a réussi à se faire adjoindre par le révérend Jerry Falwell, principal chantre de la fameuse « majorité morale », qui a rendu hommage à sa conversion.

Pourtant, la route sera longue, et même s'il parvient à réunir autour de sa candidature toutes les tendances de son parti, George Bush ne sait, qui fut à dix-huit ans le plus jeune pilote de guerre du Pacifique, il n'est pas toujours facile pour le copiste de passer aux commandes. Beaucoup de vice-présidents s'y sont essayés en vain. Le dernier à avoir succédé sans hâter au chef de l'exécutif était Martin Van Buren, en 1836. « L'histoire est jonchée de dépositions des favoris qui n'ont pas réussi », a écrit encore le vice-président. Mais c'était, il est vrai, il y a sept ans, quand il s'essouffait derrière le candidat Reagan.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Le Sénat américain vote une interdiction des importations iraniennes

Le Sénat américain a voté mardi 29 septembre à l'unanimité une interdiction des importations en provenance d'Iran aux Etats-Unis. Cette interdiction, de caractère symbolique de l'avis général, est passée sous forme d'amendement proposé par le chef de file des républicains, M. Robert Dole, au projet d'autorisation de dépenses du département de la défense. Si elle est confirmée par la Chambre et signée par le président, elle touchera essentiellement les arrivages de pétrole iranien, qui totalisent 519 millions de dollars pour les sept premiers mois de 1987 (soit près du double de l'année précédente). — (AFP.)

NICARAGUA

Washington affirme que le cessez-le-feu doit être négocié directement entre le gouvernement sandiniste et la Contra

WASHINGTON
de notre correspondant

A partir du jeudi 1^{er} octobre, les « contras » du Nicaragua, qui s'opposent par les armes au régime sandiniste, seront en survis : ils ne recevront plus de leur protecteur américain qu'une « aide humanitaire » d'un montant de 3,5 millions de dollars. Cette aide, approuvée récemment par la Chambre des représentants, est censée leur permettre de subsister jusqu'au 7 novembre, date limite pour le cessez-le-feu général dans le pays qui devrait, en principe, marquer le couronnement du plan de paix élaboré le 7 août à Guatemala par les dirigeants de cinq pays d'Amérique centrale.

Au-delà, et en l'absence d'accord avec les dirigeants de Managua, l'avenir de la Contra semble incertain. Il paraît exclu que le Congrès lui accorde tout ou même une partie significative de l'aide supplémentaire que voudrait lui octroyer la Maison Blanche : 270 millions de dollars sur dix-huit mois. Pourtant, cette incertitude ne pousse pas l'administration à prendre ses distances avec ces combattants de la liberté : qu'elle aide maintenant depuis cinq ans. Bien au contraire, l'exécutif entend faire connaître haut et fort sa détermination à ne pas lâcher la Contra. Ce soutien, fermement réitéré par le président Reagan lors de son récent discours à l'ONU le 21 septembre, est loin de faire l'unanimité dans l'opinion américaine et encore moins dans la presse, au moment où les sandinistes annoncent une série de mesures de « libéralisation » et font valoir qu'ils respectent les dispositions du plan de paix élaboré à Guatemala.

Mais l'administration rétorque que la réalité de ces mesures de démocratisation reste à démontrer ; qu'elles n'ont été obtenues que grâce à la pression de la Contra et, enfin, que si la Contra venait à disparaître en tant que force armée et ne pouvait pas non plus se constituer en parti d'opposition légale, ces conces-

sions provisoires seraient vite annulées par les dirigeants de Managua. C'est ce qu'a répété le président Reagan à M. Arias, président du Costa-Rica et principal négociateur du plan qui porte son nom, lors de sa visite à Washington la semaine dernière. M. Arias a répondu que, au cas où les sandinistes reviendraient sur leurs engagements, il s'efforcerait d'obtenir que l'Organisation des Etats américains leur applique des sanctions économiques et politiques : il en aurait fallu davantage pour convaincre et rassurer le chef de la Maison Blanche.

Mais M. Arias et son interlocuteur sont par contre tombés d'accord sur un autre point important : ils estiment l'un et l'autre que Managua doit accepter de négocier avec la Contra. Les sandinistes ont jusqu'à présent refusé d'envisager cette perspective, alors qu'au Salvador le gouvernement Duarte a déjà engagé des préparatifs pour de prochains entretiens avec la guérilla.

Un curieux incident

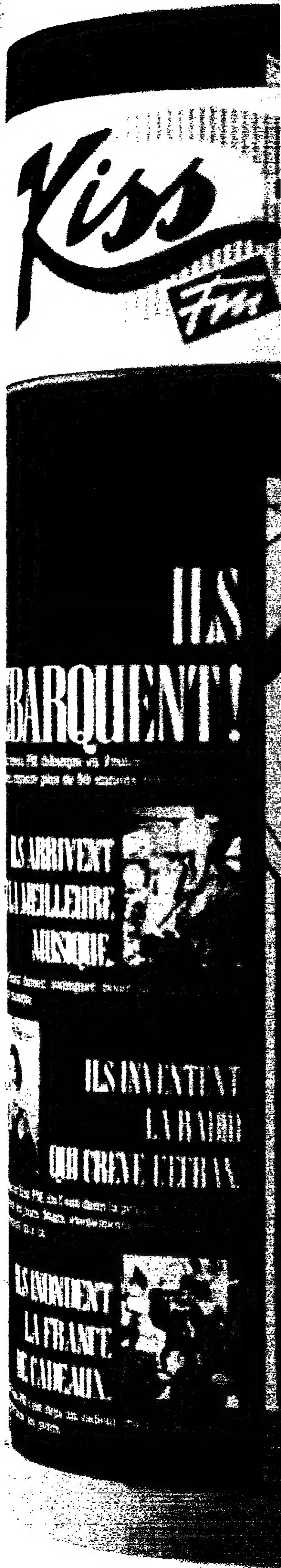
Sentant peut-être que la position de Managua, par ailleurs assez solide, présentait une faille, l'administration américaine semble depuis quelques jours faire porter tous ses efforts sur ce point, suscitant d'ailleurs un écho plutôt favorable dans la presse. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a abondamment répété ce point de vue au cours de la journée du lundi 28 septembre, qu'il a presque entièrement consacré à rencontrer des responsables d'Amérique centrale et d'Amérique latine.

« Le cessez-le-feu doit être négocié d'une manière ou d'une autre avec ceux qui combattent de l'autre côté », a expliqué le secrétaire du porte-parole du département d'Etat (Managua avait fait part de son intention de décréter unilatéralement un cessez-le-feu région par région, en fonction de la situation.

Pour qu'une telle négociation puisse s'effectuer, il faudrait au moins que des contacts s'établissent.

On n'en est pas encore là puisque la seule présence simultanée des représentants des deux parties en un même lieu pose toujours problème, comme l'a montré le curieux incident survenu lundi soir à M. Shultz : offert une réception à laquelle étaient conviés les délégués d'Amérique centrale et du Sud présentes à New-York pour la session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à laquelle il avait invité aussi bien le vice-ministre nicaraguayen des affaires étrangères, M. Hugo Tinoco, qu'un membre du directeur de la Contra, M. Aristides Sanchez. L'année précédente, dans des circonstances analogues, le représentant de Managua avait décliné l'invitation. Cette année, sans doute pour montrer qu'un air nouveau soufflait au Nicaragua, M. Tinoco — un diplomate expérimenté — avait fait part de son intention de se rendre à la réception, et avait encore répété lundi à un journaliste de l'Agence France-Presse. A peine cette information avait-elle été répercutée par l'agence que M. Daniel Ortega, président du Nicaragua, apparaissait lui-même à la télévision de Managua pour déclarer : « Il n'existe aucune possibilité pour qu'une rencontre puisse avoir lieu ou qu'un dialogue puisse s'établir avec la Contra au cours de la réception qu'offrira le secrétaire d'Etat américain. » Il ne restait plus à M. Tinoco qu'à obtempérer et à renoncer à monter sur le yacht où M. Shultz attendait ses invités pour leur faire le tour de Manhattan. Il n'aurait pourtant pas risqué d'y rencontrer le représentant de la Contra, puisque M. Sanchez lui aussi avait finalement renoncé à venir : ni l'un ni l'autre n'avaient visiblement envie de se laisser mener en bateau par un George Shultz qui souhaitait peut-être aller un peu vite en besogne. Pendant que se déroulait cette partie de cache-cache diplomatique, les affrontements sur le terrain continuaient. La Contra a annoncé lundi avoir abattu un hélicoptère MI-24 des forces sandinistes, le second en l'espace de trois jours.

JAN KRAUZE.



1. **Wiederholung** der
 2. **Erklärung** der
 3. **Erklärung** der
 4. **Erklärung** der
 5. **Erklärung** der
 6. **Erklärung** der
 7. **Erklärung** der
 8. **Erklärung** der
 9. **Erklärung** der
 10. **Erklärung** der
 11. **Erklärung** der
 12. **Erklärung** der
 13. **Erklärung** der
 14. **Erklärung** der
 15. **Erklärung** der
 16. **Erklärung** der
 17. **Erklärung** der
 18. **Erklärung** der
 19. **Erklärung** der
 20. **Erklärung** der
 21. **Erklärung** der
 22. **Erklärung** der
 23. **Erklärung** der
 24. **Erklärung** der
 25. **Erklärung** der
 26. **Erklärung** der
 27. **Erklärung** der
 28. **Erklärung** der
 29. **Erklärung** der
 30. **Erklärung** der
 31. **Erklärung** der
 32. **Erklärung** der
 33. **Erklärung** der
 34. **Erklärung** der
 35. **Erklärung** der
 36. **Erklärung** der
 37. **Erklärung** der
 38. **Erklärung** der
 39. **Erklärung** der
 40. **Erklärung** der
 41. **Erklärung** der
 42. **Erklärung** der
 43. **Erklärung** der
 44. **Erklärung** der
 45. **Erklärung** der
 46. **Erklärung** der
 47. **Erklärung** der
 48. **Erklärung** der
 49. **Erklärung** der
 50. **Erklärung** der
 51. **Erklärung** der
 52. **Erklärung** der
 53. **Erklärung** der
 54. **Erklärung** der
 55. **Erklärung** der
 56. **Erklärung** der
 57. **Erklärung** der
 58. **Erklärung** der
 59. **Erklärung** der
 60. **Erklärung** der
 61. **Erklärung** der
 62. **Erklärung** der
 63. **Erklärung** der
 64. **Erklärung** der
 65. **Erklärung** der
 66. **Erklärung** der
 67. **Erklärung** der
 68. **Erklärung** der
 69. **Erklärung** der
 70. **Erklärung** der
 71. **Erklärung** der
 72. **Erklärung** der
 73. **Erklärung** der
 74. **Erklärung** der
 75. **Erklärung** der
 76. **Erklärung** der
 77. **Erklärung** der
 78. **Erklärung** der
 79. **Erklärung** der
 80. **Erklärung** der
 81. **Erklärung** der
 82. **Erklärung** der
 83. **Erklärung** der
 84. **Erklärung** der
 85. **Erklärung** der
 86. **Erklärung** der
 87. **Erklärung** der
 88. **Erklärung** der
 89. **Erklärung** der
 90. **Erklärung** der
 91. **Erklärung** der
 92. **Erklärung** der
 93. **Erklärung** der
 94. **Erklärung** der
 95. **Erklärung** der
 96. **Erklärung** der
 97. **Erklärung** der
 98. **Erklärung** der
 99. **Erklärung** der
 100. **Erklärung** der

ILS

هكذا من الاجل

50 من الال

Afrique

Diplomatie

Le rapport annuel d'Amnesty International

Un long martyrologe

C'est l'histoire de Blanca de Rosal au Guatemala, de Hassan Kakar en Afghanistan, de Pado Praso en Indonésie et de Servet Ziya Corakli en Turquie, celle encore de Wei Jingsheng en Chine et de Merhawi Kuma en Tchécoslovaquie. Le rapport d'Amnesty International pour l'année 1986, publié mercredi 30 septembre, c'est l'histoire de ces destins meurtris inconnus et de tous les autres milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont souffert des violations des droits de l'homme sous des régimes divers, mais tous marqués du sceau de l'arbitraire et de l'intolérance.

Lecture éprouvante que ce long martyrologe (280 pages). Sur les cent vingt-neuf pays soumis à examen par les groupes de l'organisation humanitaire travaillant dans une soixantaine d'États, peu sortent indemnes de ce catalogue d'horreurs des temps modernes. Tous ou presque sont visés, à un titre ou à un autre, par cette sombre constatation : « Les gouvernements, de toutes tendances, ont emprisonné leurs citoyens pour leurs opinions, a différé, les ont jugés de façon inéquitable ou les ont détenus sans jugement, souvent dans des conditions déplorables. Des victimes ont été torturées ou soumises à un traitement cruel et inhumain, tel que la flagellation judiciaire et l'amputation. Des centaines d'autres sont mortes lapidées, décapitées, pendues, fusillées, empoisonnées, gazées ou électrocutées. »

Le tableau du désespoir

Amnesty ne compare pas — une atrocité est une atrocité, qu'elle soit commise à l'Est ou à l'Ouest. Amnesty établit des faits, les recense, les vérifie et les additionne. Impression de vertige : l'oppression est présente, insidieuse ou brutale, sur tous les continents. En 1986, l'organisation a alerté l'opinion sur trente et un pays dans lesquels la torture est signalée ou redoutée. Aimable euphémisme, qui recouvre, dans la plupart des cas, les pires sévices. Dans vingt-trois pays, les décès de prisonniers en détention et les exécution sont monnaie courante.

Si les crimes se valent, il n'est pas interdit d'espérer certains États au tableau du désespoir.

compte tenu de l'ampleur des violations des droits de l'homme qui y sont perpétrées. L'Afrique du Sud, le Chili, l'Afghanistan, l'Irak et l'Iran méritent assurément cette peu glorieuse distinction. A Pretoria, c'est au nom de la race blanche et sous le couvert d'une législation d'urgence que plus de vingt mille opposants, à la fin de 1986, étaient détenus sans jugement, dont de nombreux enfants âgés de onze et douze ans, battus et maltraités. Deux cent cinquante mille Noirs ont été emprisonnés, pour des périodes plus ou moins longues sur de simples critères raciaux. La détention sans inculpation peut durer cent quatre-vingt jours. Ce n'est hélas pas un record. Les tortures font partie de l'arsenal normal utilisé pour faire respecter l'apartheid.

Au Chili, la « nouvelle stratégie de la terreur » mise en œuvre depuis 1983 continue de faire des ravages dans les rangs de l'opposition à la dictature militaire du général Pinochet. Des commandos clandestins composés de membres des forces de sécurité procèdent à des enlèvements, des assassinats et des tortures en toute impunité. Cibles privilégiées de ces actions terroristes : des étudiants, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des militants politiques et des habitants des populations, les quartiers pauvres. Les autorités nient tout en bloc.

En Afghanistan, sous occupation soviétique, la pratique de la torture par les services de sécurité est systématique, les arrestations de fonctionnaires et d'enseignants, massives. Le professeur Hassan Kakar et d'autres membres de l'université de Kaboul ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison parce qu'ils se consacraient à l'étude de solutions pacifiques au conflit armé. Amnesty dénonce le rôle des Soviétiques dans la tolérance ou l'exercice de sévices sur les prisonniers, comme elle critique celui des Vietnamiens au Kampuché, des Sud-Africains au Mozambique et en Namibie ou des Américains dans l'aide aux « contras » du Nicaragua.

Opposés dans une guerre sans merci, l'Irak et l'Iran rivalisent de zèle sur un autre terrain : celui de la répression intérieure et des violations systématiques des droits de l'homme. C'est par centaines que, dans chaque pays, les opposants sont éliminés physiquement. Le régime islamique de Téhéran ne recule pas

devant la flagellation, la lapidation et les amputations. Dans son hostilité aux Kurdes, le gouvernement de Bagdad n'hésite pas, quant à lui, à faire « disparaître » et torturer jusqu'aux enfants.

Telles sont les situations les plus inacceptables. Celles régnant dans toute une série d'autres États — Syrie, Éthiopie, Kampuché, Vietnam, Colombie, Turquie, Paraguay, Pakistan, Roumanie — ne manquent pas non plus d'être préoccupantes. Le respect des droits de l'homme est-il donc une cause sans espoir ?

Lueurs d'espoir

Non. Dans certains pays, un vent libérateur a soufflé en 1986 et au début de 1987 après, parfois, de longues années d'obscurantisme et de dictature. C'est le cas aux Philippines, où les premières mesures de la présidence Cory Aquino ont consisté à ordonner la libération de tous les prisonniers politiques, le rétablissement de la procédure de l'habeas corpus et la création d'un comité présidentiel pour le rétablissement des droits de l'homme. C'est aussi le cas, plus récemment et dans une moindre mesure, en Corée du Sud, au Burundi, au Sri-Lanka et en Union soviétique, où les libérations de prisonniers semblent désormais plus nombreuses que les arrestations. En Chine où, selon le savant contestataire Fang Lizhi, « la situation des droits de l'homme était pire qu'en URSS », la presse a dénoncé le recours aux tortures, plus fréquentes que supposé, ainsi qu'aux détentions illégales. Condamnations à mort et exécutions n'en continuent pas moins.

Ces améliorations restent fragiles. Selon les cas, un coup d'État ou une modification du rapport des forces au pouvoir peut les annuler du jour au lendemain. Bien que le soutien aux réfugiés ne figure pas parmi ses buts, Amnesty a accordé, en 1986, son attention à ce problème, de nombreux gouvernements choisissant aujourd'hui de refuser l'asile politique à ceux qui le demandent. Cette pratique restrictive guide, par exemple, l'action du gouvernement français dans l'expulsion vers l'Espagne de Basques espagnols. Certains de ces derniers ont affirmé, par la suite, avoir été torturés au cours de leur nouvelle détention.

MANUEL LUCBERT.

L'accord soviéto-américain sur les euromissiles

« Double zéro », double péril

(Suite de la première page.)

Première constatation : M. Giscard d'Estaing nous affirme que le traité est « bon » pour l'Europe, mais il nous annonce en même temps que l'Europe devra désormais revoir de fond en comble son système d'alliance avec les États-Unis et mettre en place ce qu'il appelle une « double dissuasion nucléaire et conventionnelle ». Que l'ancien président ne pardonne, mais ici, le simple citoyen ne comprend plus. De deux choses l'une, en effet : ou bien le traité renforce la sécurité de l'Europe et, dans ce cas, il ne devrait entraîner aucune modification ni dans le système OTAN ni dans la crédibilité de la garantie américaine (c'est la position, erronée selon nous, mais du moins logique, de M. Weinberger). Ou bien le traité annonce la fin d'une ère, celle des quarante années de protection américaine — c'est l'analyse de M. Giscard d'Estaing, que je partage entièrement sur ce point. Mais dans ce cas, on ne voit pas en quoi la sécurité de l'Europe s'en trouverait renforcée, d'autant que les solutions de rechange ne sont guère évidentes : la récente manœuvre franco-allemande « Moineau hardi » vient à nouveau de le démontrer.

Deuxième observation : les quatre arguments que cite M. Giscard d'Estaing à l'appui de sa thèse ne paraissent guère convaincants. Deux d'entre eux (la suppression des SS-20 et la non-inclusion des forces françaises et britanniques) ne concernent que des points mineurs par rapport au fond du problème, des points qui, par ailleurs, ont été artificiellement montés en épingle par la diplomatie soviétique pour donner l'impression, en fin de parcours, de « concessions » majeures de la part de Moscou.

Les deux autres arguments méritent qu'on s'y arrête plus longuement. M. Giscard d'Estaing nous rappelle tout d'abord que c'est au sommet de la Guadeloupe, en janvier 1979, qu'avait été décidée l'approche dite de la « double voie », qui visait à contraindre les Soviétiques à éliminer leurs SS-20 par la menace de déployer du côté occidental des fusées analogues, les Pershing-2. L'option double zéro — réalisée aujourd'hui — répondrait donc « parfaitement », selon lui, aux « objectifs » fixés pour

cette « opération tactique » dès l'origine. Je n'ai certes pas cherché querelle à M. Giscard d'Estaing sur ce point : il est clair en effet que, dès l'origine et pour des raisons tenant surtout à des considérations de politique intérieure (l'Europe se remettait alors à grand-peine de la désastreuse affaire de la bombe à neutrons de 1977-1978), les gouvernements occidentaux s'étaient eux-mêmes enfermés dans une logique purement politique, laissant de côté l'ensemble des considérations stratégiques du dossier.

Ainsi, la raison d'être des Pershing — telle que celle-ci allait être « vendue » à l'opinion publique — n'était plus de maintenir la crédibilité de la garantie nucléaire américaine à l'âge de la parité et de la « neutralisation des arsenaux stratégiques des Deux Grands » (discours d'Helmut Schmidt de septembre 1977), mais uniquement de répondre à un seul système d'armes soviétique, le SS-20. C'est cette même approche qui allait inspirer l'option zéro proposée par Reagan en 1981 ou encore le fameux slogan de François Mitterrand de 1983 : « Ni Pershing ni SS-20. »

Il aura fallu sept ans et l'arrivée de M. Gorbatchev au Kremlin pour que les Soviétiques comprennent enfin tout l'avantage qu'ils pouvaient tirer du piège dans lequel les Occidentaux s'étaient eux-mêmes enfermés. En prenant l'Occident au mot et en retirant un seul système d'arme soviétique — le SS-20 — l'URSS allait pouvoir obtenir l'élimination des seules armes occidentales capables de l'atteindre à partir du sol européen. L'Europe, elle, reste bien sûr vulnérable, conventionnellement et nucléairement, au reste de l'immense arsenal soviétique (les SS-20 en question ne représentent que 5 % à peine de l'ensemble du potentiel nucléaire de l'URSS). L'URSS, à l'inverse, sera débarrassée du risque de représailles atomiques à partir du sol européen, exception faite des seuls vecteurs français et britanniques.

La sanctuarisation des Deux Grands

C'est bien ainsi, en effet, qu'il convient d'apprécier sur le plan militaire l'impact du traité « double zéro » : celui-ci revient, ni plus ni moins, à limiter la guerre en Europe même, au niveau des armes classiques ou des seules armes tactiques du champ de bataille (de portée inférieure à 500 km) qui, elles, resteront autorisées. En d'autres termes, le traité « double zéro » revient à un « accord de sanctuarisation mutuelle » entre les deux Grands, ou, si l'on préfère (!), à un pacte de non-agression nucléaire sur le territoire des deux Grands.

De sorte que M. Giscard d'Estaing a sûrement tout à fait raison de dire que l'accord réalisé aujourd'hui correspond à la logique politique adoptée en 1979. L'ennui est que cette logique était dès le départ désastreuse sur le plan stratégique, ce qu'avait d'ailleurs souligné dès cette époque bon nombre d'observateurs, y compris en France comme Fran-

çois de Rose, Raymond Aron et, plus modestement, l'auteur de ces lignes.

L'autre argument majeur de M. Giscard d'Estaing porte sur le maintien des armes de portée inférieure à 500 kilomètres, maintien dont l'ancien président se réjouit puisqu'il présumait l'Europe contre la tentation de la dénucléarisation tout en préservant les « seules » armes qui pourraient être utilisées, selon lui, « en cas d'attaque conventionnelle avant d'atteindre le niveau stratégique ». Mais la réalité n'est-elle pas exactement inverse ?

Le traité FNI, en effet, revient à priver l'Europe des seules armes (à longue portée) capables de porter la guerre en territoire adverse — donc de dissuader vraiment, — tout en ne conservant que celles qui, si elles étaient utilisées, ne tueraient que des Européens et surtout des Allemands des deux côtés du rideau de fer. Non seulement donc, les armes tactiques sont d'une utilité militaire des plus contestable (ce que les responsables de l'OTAN reconnaissent aujourd'hui ouvertement), mais elles sont aussi les plus inutilisables pour tous les Européens, puisque leur emploi signifierait la destruction du continent. On voit mal dans ces conditions comment, dans le climat politique actuel, ces armes pourront être maintenues.

De la « riposte graduée » aux extrêmes

Politiquement, en effet, la limite de 500 kilomètres revient à faire supporter à l'Allemagne fédérale seule — c'est-à-dire au pays le plus exposé et le plus fragile compte tenu de sa division — l'essentiel du risque nucléaire. A moins d'imaginer que les Allemands acceptent de bon gré de servir de glacis nucléaire au reste de l'Europe, il est plus que probable que les responsables à Bonn tiendront de se débarrasser de ces armes à courte portée le plus vite possible, en les échangeant, par exemple, contre des unités de chars soviétiques dans le cadre des futures « négociations sur la stabilité conventionnelle » — ce qui ouvrirait la voie à la dénucléarisation totale de l'Europe, — tout en aggravant la situation militaire sur le continent.

Dans tous les cas de figure, le retrait des Pershing-1 et 2 et des missiles de croisière va porter un coup fatal à la doctrine de l'OTAN de la riposte graduée, dans la mesure où celle-ci ne reposera plus que sur deux extrêmes également non crédibles : soit le recours aux armes tactiques à très courte portée, ce qui signifierait le suicide de l'Europe ; soit le recours aux fusées intercontinentales américaines, ce qui signifierait le suicide des États-Unis.

On ne voit guère, dans tout cela, en quoi le prochain traité FNI serait un « bon » accord ou une « chance » pour l'Europe. Il constitue dans le meilleur des cas un formidable défi que les Européens ne pourront relever qu'à partir d'une analyse lucide, et non complaisante, des évolutions stratégiques.

PIERRE LELLOUCHE.

Asie

INDE

New-Delhi rend le Pakistan responsable d'un grave incident armé au Cachemire

NEW-DELHI de notre correspondant

De violents combats ont opposé les troupes indiennes et pakistaises, du 23 au 25 septembre, dans la région du glacier Siachen, au Cachemire, objet d'un litige entre New-Delhi et Islamabad. Le ministre indien de la défense a annoncé, mardi 29 septembre, que près d'un millier de soldats pakistais ont participé à trois offensives successives qui ont été repoussées par les forces indiennes. Selon l'agence de presse PTI, les pertes pakistaises s'élevaient à cent cinquante morts, alors que celles des forces indiennes seraient « beaucoup moins importantes ». Ces combats, au mortier et au missile, se sont déroulés sur de hauts plateaux contrôlés depuis avril 1984 par un fort contingent de soldats indiens, à environ 5 700 mètres d'altitude, dans les montagnes de Karakoram, où les conditions climatiques rendront bientôt les mouvements de troupes extrêmement difficiles. Selon New-Delhi, c'est ce qui explique cette nouvelle offensive pakistaise. Des escarmouches se produisent périodiquement dans cette région depuis 1984. Les der-

niers affrontements sérieux ont eu lieu en septembre 1985. En décembre de la même année, le président pakistanais, le général Zia-ul-Haq, a effectué une brève visite à New-Delhi, et il avait été décidé que la question du Cachemire — qui est partagée par une ligne de cessez-le-feu depuis la première guerre indo-pakistanaise de 1948 — serait réglée par la voie diplomatique. Mais les discussions n'ont permis aucun progrès. Par la suite, le Pakistan a adopté une autre stratégie consistant à multiplier les expéditions montagnardes dans la région, afin de mettre l'opinion internationale devant le fait accompli. Islamabad a ainsi réussi à convaincre de nombreux pays que le Pakistan exerce effectivement une souveraineté sur cette zone. Des cartes américaines incluent d'ailleurs celle-ci à l'intérieur du territoire pakistanais.

L'Inde soupçonne Islamabad de vouloir prendre le contrôle de cette région stratégique, afin de repousser sa frontière orientale jusqu'à la région chinoise de l'Aksai-Chin, avec le consentement discret de Pékin.

LAURENT ZECCHINI.

FIDJI : la crise constitutionnelle

Les inquiétudes de la reine Elizabeth

La reine Elizabeth II d'Angleterre a refusé de reconnaître, mardi 29 septembre, le fait accompli que le chef des partisans fidjiens, le colonel Sitiveni Rabuka, s'efforce d'imposer en annonçant par de multiples déclarations l'instauration d'une république. Un communiqué de Buckingham Palace a souligné que la reine « serait profondément attristée » si les relations liant constitutionnellement les Fidji à la monarchie britannique au sein du Commonwealth étaient rompues, et a rappelé que quiconque tente de déposer le gouverneur-général de l'archipel, représentant de la reine, « renie l'allégeance et la loyauté » qu'il doit à cette dernière. Londres paraît vouloir jouer, par cette déclaration, sur l'attachement sincère de nombreux Fidjiens à la monarchie britannique dans le but d'apaiser les esprits, au moment où l'impasse reste complète dans

l'archipel, près d'une semaine après le deuxième putsch du colonel Rabuka.

Le communiqué du trône britannique répondait à une proclamation radiodiffusée du colonel Rabuka confirmant son intention d'abroger la Constitution de 1970 et de proclamer la république. Il n'a cependant pas donné de calendrier précis, laissant ainsi implicitement une marge de manœuvre, minime mais réelle, au gouverneur-général Geniëu, qui refuse toujours de collaborer avec le régime militaire. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont, pour leur part, opté mardi pour une attitude plus dure en annonçant respectivement la suspension de toute assistance aux Fidji et une réduction des échanges bilatéraux. Wellington, comme Canberra l'avait déjà fait en mai, a, en outre, interrompu toute collaboration militaire avec Suva.

F. D.

Le Monde sur minitel

IEP PARIS (1^{re} année) RESULTATS DES ADMISSIONS Pour être informé plus vite 36.15 TAPEZ LEMONDE puis IEP

PLUTOT QU'UNE - ECOLE DE COMMERCE - EN FRANCE DIPLOME de BUSINESS aux USA Des jokers, dans une grande université de Californie ou Florida. Durée 12 mois. Avoir de 18 à 35 ans. Niveau bac. Stage après diplôme si nécessaire. Doc. contre 5 timbres. U.S.A.-French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94.

Le Monde sur minitel

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

24 heures sur 24. 365 jours par an. Abonnez-vous au Monde et aux publications annexes quand vous en avez envie. Commandez directement des numéros anciens

36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

DIRE AU CO

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

« Les Etats-Unis continueront à soutenir ceux qui favorisent le dialogue »
affirme M. Shultz

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

« Bien qu'aucun pays ne dispose du pouvoir d'imposer un changement en Afrique du Sud, les Etats-Unis continueront à soutenir ceux qui favorisent le dialogue, seule voie vers l'élimination de l'apartheid. » Lors d'un dîner, mardi 29 septembre, devant une association d'hommes d'affaires américains, le secrétaire d'Etat George Shultz a sans doute surpris certains convives et bon nombre de conservateurs à Washington, en insistant sur les mérites du dialogue entre syndicats noirs et patrons blancs. « Les entreprises américaines installées en Afrique du Sud, bien que souvent critiquées, peuvent être fibres de leur courageuse position à la tête des forces du changement et à la pointe du progrès social », a poursuivi M. Shultz.

Certes, le dialogue syndicat-patrons n'est pas toujours aisé, concède M. Shultz, mais les récentes amies ont prouvé que c'est une voie éminemment utile.

Une négociation d'entreprise apprend beaucoup de choses à tous et, avant tout, le respect de l'autre, estime M. Shultz, et les deux parties finissent par comprendre que seul un compromis, sans vainqueur ni vaincu, est gage de progrès. « Les hommes d'affaires américains ont montré le vote à ceux des Sud-Africains qui n'y croyaient pas ». C'est pourquoi, affirme-t-il, « nous soutenons avec force la présence d'entreprises américaines en Afrique du Sud (car) une économie en croissance est un puissant moteur de changement ».

D'autres voies doivent également être suivies, à commencer par celle que montrent les Eglises chrétiennes, dont la plus puissante a fini par reconnaître l'erreur de son soutien à l'apartheid. « C'est une erreur contraire à l'enseignement de la Bible », a remarqué le secrétaire d'Etat, manifestement décidé à dire ce qu'il pense. Citant l'exemple de la province du Natal, où les responsables blancs et noirs envisagent un référendum sur les structures politiques de la province, et celui de la région de la province de la province du Natal, où y a quelques mois à Dakar, entre un groupe de personnalités blanches et des chefs de l'ANC, M. Shultz a mis en garde contre tout dialogue truqué : « Il faut libérer les prisonniers politiques, y compris Nelson Mandela, car des négociations sérieuses ne peuvent être menées que par des leaders crédibles ».

« Or, ajoute-t-il, il n'appartient pas aux Blancs de décider qui, parmi les Noirs, devrait s'asseoir à la table de négociations. »

Pour sa part, le gouvernement américain continuera à aider ceux qui travaillent pour le changement : distribution de bourses d'études, soutien aux organisations locales, aide au démarrage de petites et moyennes entreprises dirigées par des Noirs, appui matériel et logistique aux syndicats et création de structures destinées à rendre plus efficace la défense légale des Noirs devant les tribunaux de l'apartheid. Il faut en finir avec le « pessimisme débillement » qui fait croire à trop de Sud-Africains que rien n'est possible.

CHARLES LESCAUT.

Soudan

Les organisations non gouvernementales devront quitter le pays

Les organisations non gouvernementales (ONG) présentes au Soudan dans le cadre de l'aide au développement vont devoir quitter le pays, ont annoncé mardi 29 septembre des responsables de ces organisations, une mesure qui, selon les observateurs, vise essentiellement les organisations chrétiennes travaillant dans les zones du sud du pays, contrôlées par la guérilla.

La télévision soudanaise a indiqué à la fin de la semaine que trois d'entre elles - l'Association des organisations chrétiennes servant au Soudan (ACROSS), World Vision International et la Fédération luthérienne mondiale - avaient reçu l'ordre de quitter le pays dans les trois semaines.

Jusqu'à présent, seule ACROSS a confirmé qu'elle avait reçu une lettre du procureur général de la République annonçant officiellement cette décision, justifiée par l'ambigü-

ration de la situation alimentaire du pays, a indiqué le directeur de l'association, M. Bernard Wilson. Mais la même mesure serait prise à l'encontre de onze autres institutions et l'autorisation de soixante autres serait réexaminée, a indiqué une source proche des organisations.

La décision semble être liée à la guerre civile qui fait rage dans le Sud. Les organisations de secours, soulignent les responsables soudanais, travaillant dans une région où les communications avec l'extérieur sont particulièrement faibles, peuvent être amenées à révéler des informations gênantes. Selon une source proche de ces organisations, le gouvernement du premier ministre, M. Sadek el-Mahdi, aurait pu également agir sous la pression des mouvements islamistes désireux de voir réduire l'influence des organisations chrétiennes dans le Sud.

TUNISIE

M. Abdelmalek Laarif nouveau directeur du Parti socialiste destourien

Tunis (AFP). - Le Parti socialiste destourien (PSD) a un nouveau directeur. M. Abdelmalek Laarif a été nommé à ce poste, mardi 29 septembre, par le président Habib Bourguiba. Le nouveau patron du parti gouvernemental remplace M. Abdelaziz Ben Dhiu, qui occupait cette fonction seulement depuis avril dernier. Membre du gouvernement depuis 1978, M. Ben Dhiu devient ministre des affaires culturelles à la place de M. Zakaria Ben Mustapha.

Le nouveau directeur du PSD assurait depuis août la direction générale de la Radio-télévision tunisienne (RTT). Agé de quarante-cinq ans, M. Laarif a assumé depuis 1973 plusieurs hautes fonctions dans l'administration tunisienne avant d'être nommé en 1980 ambassadeur de Tunisie à Mascate (Oman).

Le président Bourguiba a également procédé à des changements à la tête des deux principaux organes d'information officiels : le quotidien gouvernemental *la Presse* et la RTT. M. Slaheddine Maoui, ex-directeur de la Presse, a été nommé directeur général de la RTT. M. Kamel Chérif, journaliste à la télévision, devient directeur du quotidien gouvernemental.

La fin de la visite en France de M. Chissano

Paris examinera les demandes d'aide militaire du Mozambique

Les besoins militaires du Mozambique ont constitué jusqu'au bout le thème dominant de la visite officielle en France du président Joaquim Chissano. Celle-ci s'est achevée mardi 29 septembre par un dîner donné par M. Jacques Chirac en l'honneur du chef de l'Etat mozambicain.

Au cours de l'entretien d'une heure qu'il avait eu auparavant avec son hôte, M. Chirac lui avait indiqué que la France « examinerait toutes les demandes mozambicaines - économiques, politiques, culturelles et militaires - qui lui avaient été présentées ». Cet examen aura lieu avant la réunion de la commission mixte de coopération franco-mozambicaine.

M. Chissano a transmis au premier ministre une invitation à se rendre au Mozambique. « Je n'y suis jamais allé et j'aimerais beaucoup n'y rendre », a répondu M. Chirac. Cela ne m'est toutefois pas possible actuellement. Mais le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, s'y rendra dans deux mois, à l'occasion de la commission mixte.

Pour sa part, M. Chissano a indiqué qu'il avait évoqué notamment - la veille - avec M. Mitterrand la possibilité d'instaurer avec la France une coopération militaire. « Les Français, a-t-il déclaré, ont accepté de s'asseoir autour d'une table pour

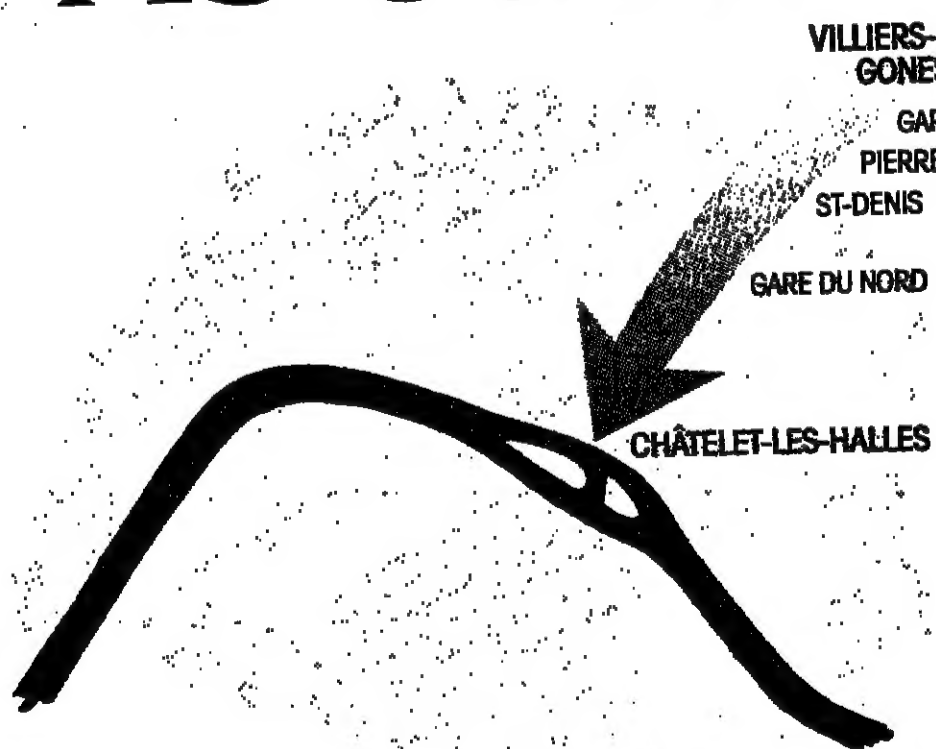
que nous discutons des moyens de renforcer notre capacité de défense » avant de préciser que Paris pourrait installer au Mozambique un centre d'entraînement militaire.

Le Mozambique, précise-t-on de source française, cherche à acheter à la France des hélicoptères de combat, des radars et divers systèmes de détection pour lutter plus efficacement contre la rébellion antigouvernementale. Le Mozambique est également soucieux de mieux protéger le barrage de Cahora-Bassa grâce à des moyens de surveillance sérieux ou terrestres.

Enfin, M. Chissano, qui a déjeuné, mardi 29 septembre, avec des hommes d'affaires français, a souligné que son pays était ouvert aux investissements dans les secteurs agricole, industriel, des transports, de la pêche ou de la géologie.

Reprise prochaine de l'aide française à l'Ouganda. - La France reprendra en 1988 son aide bilatérale à l'Ouganda, après une interruption de six ans due aux multiples violations des droits de l'homme sous le régime de l'ex-président Milton Obote, a annoncé, le mardi 29 septembre, un diplomate de l'ambassade de France à Kampala. - (Reuters.)

DIRECT AU COEUR.



Le 27 septembre, vous pourrez dire que vous avez de la veine : ensemble, la SNCF et la RATP créent une artère qui mène droit au cœur ! Heureux voyageurs de Villiers-le-Bel, Garges, Pierrefitte, St-Denis, avec la mise en service de la première étape de la ligne D du RER, plus besoin de changer en Gare du Nord pour rejoindre le cœur de Paris.

Pour vous, Châtelet-Les-Halles, maintenant c'est direct. Vous gagnez du temps et de plus, vous profitez du confort des nouveaux trains bleu, blanc, rouge à deux fois plus de places assises.

RATP

AVEC LA LIGNE D DU RER
GARDEZ VOTRE PLACE
JUSQU'AU CHATELET

SNCF
C'EST POSSIBLE!

A ces tarifs vous pouvez maintenant vous offrir le style American Airlines.

NEW YORK 3950 F

CHICAGO 4605 F

DALLAS/FORT WORTH 4945 F

LOS ANGELES 5390 F

SAN FRANCISCO 5390 F

LAS VEGAS 5585 F

HOUSTON 4945 F

SAN DIEGO 5430 F

NEW ORLEANS 5285 F

PHOENIX 5430 F

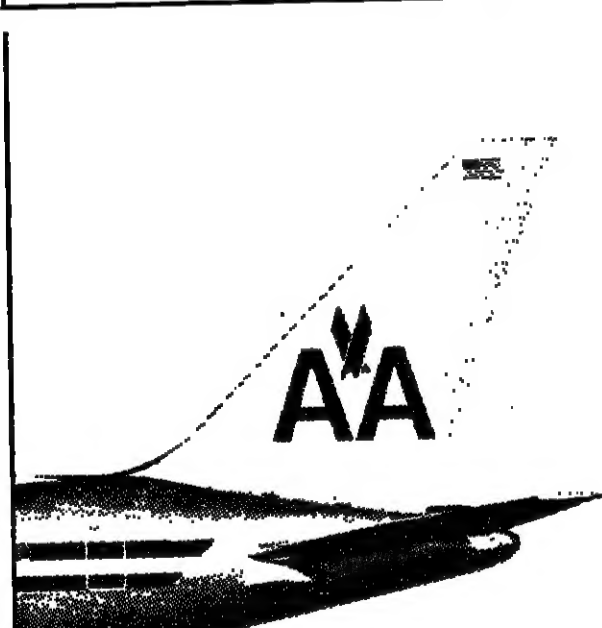
DENVER 4985 F

DETROIT 4680 F

SEATTLE 5430 F

CINCINNATI 4985 F

RALEIGH/DURHAM 4530 F



American Airlines.
The American Airline*.

*La compagnie typiquement américaine.

Tarifs aller-retour en classe économique. Validité du 1.10.87 au 14.05.88 dans la limite des places disponibles. Emission et règlement du billet dans les 24 H suivant la réservation. Frais d'annulation avant le départ : 150 F. Durée minimale du séjour : 14 jours. Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité : 70 F.

Contactez votre agence de voyages ou appelez : (1) 42 69 03 02

هكذا من الاجل

Politique

La préparation de la rentrée parlementaire

Les socialistes tempêtent contre les privatisations : « C'est le gouvernement de l'argent qui s'installe ! »

Les journées parlementaires du Parti socialiste se tiennent à Strasbourg, dans les locaux de l'Assemblée européenne, le mercredi 30 septembre et le jeudi 1^{er} octobre. Elles seront symboliquement marquées par un pèlerinage au Struthof, le seul « camp de la mort » ouvert sur le territoire français par les nazis, pendant la dernière guerre. Les travaux ont débuté par une séance consacrée aux privatisations et, plus particulièrement, à la composition des « noyaux durs » des groupes dénationalisés, contre lesquels, malgré les démentis répétés de M. Edouard Balladur, les socialistes ne cessent d'intensifier leurs attaques.

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a rédigé sur ce sujet un Livre blanc qu'il a rendu public à Strasbourg.

La séance de mercredi matin a d'ailleurs été ouverte par une intervention de M. Christian Goux, député du Var et ancien président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui a vivement dénoncé « la manœuvre sans précédent, depuis le dix-neuvième siècle », effectuée, selon lui, sur l'économie et les finances par le RPR.

Pour M. Goux, les instigateurs de cette opération « veulent mettre définitivement en place le gouvernement de l'argent, en rendant dérisoire et vain le débat démocratique ». Ils doivent pour cela « contrôler étroitement l'essentiel de la machine économique », ce qui est « d'autant plus simple » que l'évolution du capitalisme français « avait déjà réduit le pouvoir réel de décision à la fin des années 60 à une centaine d'hommes et de femmes, leaders et administrateurs des grands groupes ».

M. Goux observe que, avant les nationalisations de 1981, « sous la pression de l'internationalisation de l'économie (...), le système ancien

de pouvoir, à base de castes, de corps, de complicités et de copinage, était menacé ». Les dirigeants du RPR comprennent alors, dit-il, que le pouvoir économique allait échapper au contrôle que les gaullistes exerçaient sur lui depuis 1958 « et s'employèrent à conjurer ce danger, parade dans laquelle « la conquête de la mairie de Paris joua un rôle important ».

La constitution des « noyaux durs » vise à « redonner, et au-delà, au RPR le contrôle des plus grandes sociétés françaises ». « C'est le gouvernement de l'argent, qui s'installe, avec sa distribution de prébendes et de la façon la plus légale qui soit », lance M. Goux, qui ajoute : « Il n'y a pas beaucoup d'exemples dans notre histoire

d'une telle conjonction d'opportunités ». Le député du Var perçoit ainsi la constitution d'un « pouvoir puissant et ruineux dans l'exercice duquel, parce que les règles sont claniques, la démocratie est absente ». A l'origine et au cours du processus, remarque-t-il, se trouve la CGE, dont M. Balladur, Roux et Suard formaient, si l'on dit, le noyau dur.

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a lui aussi, affirmé que « quadrillage (...) verrouillage (...) et maquillage sont les trois manières du RPR ». Il a lancé : « On est le Zola qui écrira la curée à laquelle se livre nos yeux le RPR et ses affiliés ? On est le Rossi qui filmait Moin basse sur la France ? On est le Goya qui peignait (...) les personnages bleus et fardés et fantomatiques qui (...) composent dans l'ombre à la fois un conseil d'administration et un conseil de gouvernement ? »

« Bradage et copinage »

La polémique sur les privatisations qui oppose M. Edouard Balladur et le gouvernement aux socialistes et, dans une certaine mesure, aux barristes, va rebondir sur le dossier que le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a rendu public mercredi 30 septembre. M. Pierre Joxe, président du groupe, avait promis ce document, auquel M. Balladur avait d'ailleurs répondu par avance (le Monde date 27-28 septembre).

Le PS n'a apporté guère d'éléments nouveaux par rapport à ceux publiés par la presse. Mais il les résume et les politise pour dénoncer l'ensemble de la procédure de privatisation. Le dossier axe la critique sur la composition des « noyaux durs » des groupes d'actionnaires choisis par le ministre d'Etat au cours de la procédure de privatisation, qui doit stabiliser la sociétariat, c'est-à-dire éviter que la société privatisée ne fasse l'objet de « raids » inamicaux. Mais il revient aussi à la charge sur le thème du « bradage » du patrimoine national.

C'est, explique le document, que la commission de privatisation, organisme en théorie indépendant, mis en place par la loi, qui doit conseiller et fixer un prix minimum de vente, est en fait « sous influence ». A sa table siègent des membres du cabinet de M. Balladur et les délibérations sont secrètes. Par ailleurs, le PS a été estimé par cette commission à un prix inférieur aux évaluations des instituts financiers. Le cours en Bourse des titres Saint-Gobain a été manipulé pour vendre l'action à 310 francs, prix inférieur de 27 % à l'évaluation de la banque Warburg. Globalement, calcule le PS, la différence entre « le prix Balladur » de vente des privatisées et la valeur des titres en Bourse au 22 septembre dernier est de 24,3 %. Preuve du « bradage ».

« Captation du pouvoir économique »

Les assurances apportent un autre exemple de sous-évaluation systématique de la valeur des entreprises. Tout le problème d'évaluation était de répartir les plus-values entre les sociétés d'assurances et les souscripteurs, rappelle le PS. Or le choix de M. Balladur et des sociétés, « complètes objectives », aboutit à une « double spoliation » des assurés. Elle permet à l'Etat et aux futurs repreneurs d'emporter plusieurs dizaines de milliards de francs (28 milliards de francs pour l'UAP et 28 milliards pour les AGF) calculé le PS.

Or, ces groupements, poursuit le document, n'ont pas d'intérêt industriel. Ils ne sont destinés qu'à conforter les dirigeants en place. L'exemple pris (et repris à maintes pages) est celui de la prise de contrôle de la Générale occidentale par la CGE : diversification de l'électricité et des Télécoms vers les arbres, le pétrole et la presse (l'Express), que le PS dénonce comme typique du « capitalisme sans capital » qui se met en place en secret et qui est nuisible au pays.

A partir de là, les socialistes estiment que « l'actionnaire populaire » prétendument choié par M. Balladur est en fait scindé de toute décision. Les Français ont été attirés par les gains qu'on leur offrait en achetant quatre titres Paribas ou dix Saint-Gobain. D'où le succès des privatisations. Mais leur gain est bien faible tandis que « pour les heureux noyaux durs la plus-value se chiffre en millions de francs ».

E.L.B.

La Gauche démocratique se voit déjà majoritaire !

LA ROCHELLE
de notre envoyée spéciale

La Gauche démocratique a confirmé, le mardi 29 septembre, à La Rochelle, lors de ses journées d'études — les premières qu'elle organisait — la place singulière qu'elle occupe dans le paysage parlementaire grâce à l'excellence la cohabitation qui unit en son sein des sénateurs de la majorité et des sénateurs de l'opposition.

La proximité de l'échéance présidentielle aurait pu être de nature à crispier les relations internes. Il n'en a rien été. Bien au contraire, les vingt-cinq sénateurs présents (sur trente-cinq que compte le groupe) ont jugé opportun de resserrer leurs liens. Au cours d'un débat à huis clos, ils ont estimé, en effet, à propos des lendemains du scrutin de 1988, que, quel que soit le vainqueur, M. François Mitterrand ou M. Raymond Barre — leurs deux favoris, — l'un comme l'autre aura besoin de redessiner sa majorité, le premier vers le centre droit, le second vers le centre gauche. Certains ont même estimé — tout en reconnaissant que ce serait plus délicat — que M. Jacques Chirac, lui aussi, serait éventuellement amené à se tourner vers son aile gauche.

Autrement dit, les sénateurs de la Gauche démocratique ne sont pas loin d'imaginer que leur propre structure préfigure les contours de la majorité future. Cette analyse (même si un Jean François-Poncet reste sceptique en raison du poids bipartisan d'un scrutin présidentiel

cumulé au système majoritaire pour les législatives) ne pouvait donc que dédramatiser les débats. Les échanges de vues ont montré qu'une petite minorité affiche ses sympathies pour le premier ministre. Une autre minorité — une dizaine, dont les radicaux de gauche — ne fait pas mystère de son choix en faveur du président sortant, en précisant toutefois que, si l'actuel chef de l'Etat ne se représentait pas, elle n'apporterait pas un soutien « automatique » au candidat du PS... Reste la majorité du groupe (une bonne vingtaine de sénateurs), dont le président, M. Jacques Follotier, qui apparaît fortement barriste.

Réunification radicale ?

Comme pour enlever un peu de leur scepticisme à ceux qui ne voyaient dans ces échanges de vues qu'une aimable conversation de « café du Commerce », la soirée était organisée sous le signe du « dialogue républicain ». Pour la deuxième fois en six mois sont ainsi apparus côte à côte MM. André Rossinot, président du Parti radical valoisien, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, et François Doubin, président du MRG.

Tous deux ont évoqué publiquement les conditions de la réunification de la famille radicale, séparée depuis quinze ans. Pour M. Doubin, la bipolarisation institutionnelle n'est pas fondée idéologiquement. Malgré 1988, il faut, selon lui, pour

suivre le dialogue engagé sur le terrain entre radicaux.

Paraphrasant une formule d'Edouard Herriot — « les murs mitoyens sont les plus difficiles à gérer », — M. Rossinot ne nie pas, lui, les « obstacles » à franchir avant d'éventuelles retrouvailles radicales. Mais la double alternance « a érodé les dogmatismes », a-t-il observé, avant de relever que radicaux de gauche et radicaux valoisien se retrouvent « pour récuser les extrêmes avec la même vigueur ». Quand ce rapprochement pourrait-il se concrétiser ? M. Rossinot, pour la première fois, a évoqué un rendez-vous « la commémoration du bicentenaire de la Révolution ».

Cette vision œcuménique de l'avenir a été troublée, toutefois, par les réalités du moment... du moins du côté des radicaux de gauche. Président d'honneur du MRG, M. Michel Crépeau avait, en sa qualité de maire de La Rochelle, tenu à recevoir les sénateurs de la Gauche démocratique (dont les trois élus de Charente-Maritime), les deux ministres radicaux présents (outre M. Rossinot, M. Yves Galand, ministre délégué chargé des collectivités locales) et M. Doubin, avec lequel, a-t-il précisé, il demeure « en désaccord politique ». L'ancien ministre, plutôt que de participer au dîner des retrouvailles, a préféré fêter la Saint-Michel en famille. Une façon comme une autre de faire comprendre que la famille radicale telle qu'elle est actuellement représentée par MM. Rossinot et Doubin n'est pas tout à fait la sienne...

ANNE CHAUSSEBOURG.

Des lézards dans le Front national

(Suite de la première page.)

C'est une lutte entre les gardiens vigilants et dangereux du temple de l'extrême droite et les nouveaux prophètes d'une droite populiste, grands prêtres de l'ouverture et de la respectabilité. Les tiraillements menacent à tout instant de faire exploser le baril de poudre sur lequel M. Le Pen se trouve perché. Pis encore pour celui-ci, qui aime tant verser dans son propre culte, c'est son autorité même de président du Front national qui semble mise à mal, et ce sont ses dévoués que certains semblent déjà, dans son dos, prêts à se disposer.

Ce mois aura véritablement été un septembre noir pour M. Le Pen, qui aura réussi en quelques jours à mécontenter tous ses partisans, à aviver des plaies qui avaient mis des mois à se cicatriser. Se folle déclaration du 13 septembre a jeté les plus modérés dans un profond malaise qui est loin d'être dissipé.

La condamnation officielle des thèses révisionnistes, le lundi 21 septembre sur RMC par M. Pascal Arrighi, le refus de M. Edouard Frédéric-Dupont d'assister aux journées parlementaires de Porquerolles, le silence éloquent de M. Olivier d'Ormesson, président des comités de soutien à la candidature de M. Le Pen, qui vient d'annuler brusquement sa réception qu'il devait donner le 10 octobre pour l'anniversaire de ses quarante années de maire d'Ormesson, en apportent la preuve. Ces trois personnalités devaient précisément symboliser le souci de notoriété et de respectabilité du Front national. Le Pen n'hésite plus à parler de « complot » fomenté par les amis de M. Stirbois.

Entre les deux hommes, le tonnerre brûle. L'adresse de M. Le Pen « aux Juifs français ses compatriotes » est restée au travers de la gorge du secrétaire général du Front national. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de voir M. Stirbois accuser violemment M. Le Pen de « déviationisme bourgeois », voire d'usurpation de l'héritage de l'extrême droite. « Il faut souteir la porte du parti tous ceux qui n'ont pas leur carte. Le Pen n'hésite plus à parler de « complot » fomenté par les amis de M. Stirbois.

La matinée avait pourtant débuté dans une belle unité, car tous les conseillers, debout, avaient observé une minute de silence à la demande du président, « en hommage à toutes les victimes des régimes d'oppression ».

tion des Bouches-du-Rhône a été scindée en deux pour éviter la guerre entre M. Arrighi et M. Ronald Perdomo. C'est un homme de M. Stirbois, M. Philippe Millau, conseiller régional d'Ile-de-France, qui est chargé de la coordination, avec mission de récolter les cotisations pour le compte de son ami M. Perdomo. M. Arrighi n'en peut plus !

M. Stirbois met ses amis aux meilleurs postes de commandement en charge de dossiers importants. Responsable jusqu'alors du secteur de la famille, M. Martine Lehideux a été remplacée par le député du Var, M. Yan Piat. Le dossier de l'éducation vient de passer des mains de M. Jean-Jaude Martinez à celles de M. Gollisch, ingénieur aîné, et le président du Front national de la jeunesse, M. Martial Bild, a dû s'accrocher pour ne pas perdre son siège convoité par deux autres hommes de M. Stirbois, MM. Marc Aurant et Roland Helle, ancien dirigeant du FPN (Parti des forces nouvelles) de la Fédération des Yvelines, lequel s'était signalé en juin dernier en passant à tabac un vieil ami personnel de M. Le Pen, M. Michel Bayvet, membre du bureau politique du Front national. Celui-ci avait osé reprocher aux responsables de sa fédération les Yvelines d'abus du chèque du parti.

M. Stirbois est partout, veille à tout, profite du moindre espace pour s'y engouffrer et n'hésite même pas à contrevenir aux consignes de M. Le Pen. Un autre de ses amis, M. Michel Schneider, transfuge de la nouvelle droite, mis à la porte du RPR pour avoir dérobé le fichier des Clubs 89, a été par trois fois renvoyé par M. Le Pen. Il occupe aujourd'hui un bureau de député au premier étage de l'annexe de l'Assemblée nationale, au 101 de la

rue de l'Université où il est le « porte-plume » de M. Stirbois.

Un autre ancien du GRECE, M. Pascal Delmas, s'occupe pour son compte de fédérations. Autour de M. Stirbois s'est constitué un noyau extrêmement dur qui commence à faire peur, y compris dans les rangs du Front national, où l'on s'alarme de voir réapparaitre certaines méthodes primitives d'intimidation. M. Jean-Marc Alcatraz, qui vient de démissionner du groupe FN du conseil régional d'Ile-de-France en a fait l'édifiant constatation.

L'avertissement de M. Ceyrac

Manœuvres souterraines, manœuvres aussi subtiles que les tentatives d'écouter la cacophonie devient officielle. M. Stirbois donne-t-il pour consigne aux militants de pratiquer « l'entrisme » au sein du RPR et de l'UDF ? M. Le Pen demande qu'on tende la main à la majorité. M. Stirbois agit le spectre de la grève générale au conseil régional d'Ile-de-France en a fait l'édifiant constatation.

Pour l'heure, M. Le Pen semble préférer gagner encore un peu de temps. Les députés du groupe ont été priés de ne pas assister à la rentrée parlementaire du vendredi 2 octobre, afin de ne pas être pris en

défaut lors de la minute de silence qui sera vraisemblablement demandée par la représentation nationale pour réparer « le point de détail » de M. Le Pen.

La convention nationale du parti, qui devait se tenir à la mi-octobre à Nice, a été repoussée à janvier. Le congrès, qui devait notamment envisager la réélection de M. Stirbois au poste de secrétaire général, a été supprimé. Mais il est probable que les plus modérés ne se contenteront point de ces mesures dilatoires. Tous attendent de M. Le Pen qu'il choisisse : le rassemblement ou l'extrême droite ! L'un de ces « modérés », M. Pierre Ceyrac, député FN du Nord, a dans un entretien publié par le Point de cette semaine exposé sans détour le problème. Selon lui, « Le Pen a le vendredi 18 septembre clairement pris position contre tout racisme ». Dès lors, ajoute-t-il aussitôt, « si certains n'acceptent pas cette mise au ban du racisme, cela signifie qu'ils ne pensent pas comme Jean-Marie Le Pen. Dans ce cas, que font-ils derrière lui ? S'ils ne sont pas d'accord sur ces commandements pourquels restent-ils dans son sillage ? » L'avertissement est net. M. Pierre Ceyrac exige ni plus ni moins de M. Stirbois et de ses amis qu'ils se soumettent ou se démettent. Ni M. Le Pen ni M. Stirbois ne devraient être insensibles à cette demande. Car au Front national, M. Pierre Ceyrac n'est pas un simple député. Représentant pour l'Europe du mouvement Causa, fondé par le secte Moon, il est à ce titre l'un des principaux pourvoyeurs de fonds du mouvement et du candidat Le Pen. Quand M. Ceyrac parle d'or, personne ne saurait faire la sourde oreille.

DANIEL CARTON.

Rejet des orientations budgétaires de la région Ile-de-France

L'extrême droite met M. Michel Giraud (RPR) en minorité

Alors que l'ordre du jour prévoyait des débats essentiellement techniques et financiers (les orientations budgétaires pour 1988 et la préparation du contrat de plan), la séance du conseil régional d'Ile-de-France, le mardi 29 septembre, a vite tourné à l'affrontement politique.

Les membres du Front national ayant joint leurs suffrages à ceux des socialistes et des communistes, les grandes lignes du budget pour 1988 (6,6 milliards de francs, soit une hausse de 20 %), présentées par le président, M. Michel Giraud, RPR, avec l'appui sans réserve de la majorité, ont été repoussées à main levée. Avec quatre-vingt-neuf élus, ces deux formations ne disposent que d'une majorité relative, puisque le groupe PS compte soixante-cinq membres, le PC vingt, le FN vingt-deux. Il y a un non-inscrit, dissident du Front national.

La matinée avait pourtant débuté dans une belle unité, car tous les conseillers, debout, avaient observé une minute de silence à la demande du président, « en hommage à toutes les victimes des régimes d'oppression ».

Mais très vite, au nom du Front national, M. Le Gallou accusa le président Giraud d'« apartheid politique » à l'endroit de ses amis, en refusant qu'ils siègent dans les conseils d'administration des lycées. « Allez-vous céder aux outcazes de François Mitterrand et de Charles Pasqua ? », lança-t-il à M. Giraud, qui répliqua : « Je n'obéis qu'à ma conscience et ne reçois d'ordre de personne ».

Le ton était donné, et aucun débat budgétaire sérieux ne put dès lors s'engager, alors que la région a voté, en juin dernier, deux programmes exceptionnels d'équipement pour les routes et pour les lycées.

Dans son explication de vote, M. Le Gallou alla plus loin encore : « Le Front national votera contre, car nous avons été frappés d'interdit politique. Nous avons perdu confiance en M. Giraud parce qu'il nous a trahis et s'est rendu coupable de félonie ».

Dans une déclaration plus nuancée, qui avait pu faire croire un moment à une abstention de leur part, les socialistes ont donné leur aval à certaines orientations budgétaires proposées, mais ils ont criti-

qué « la mise sur voie de garage » de certaines priorités à leurs yeux essentielles (emploi, logement social).

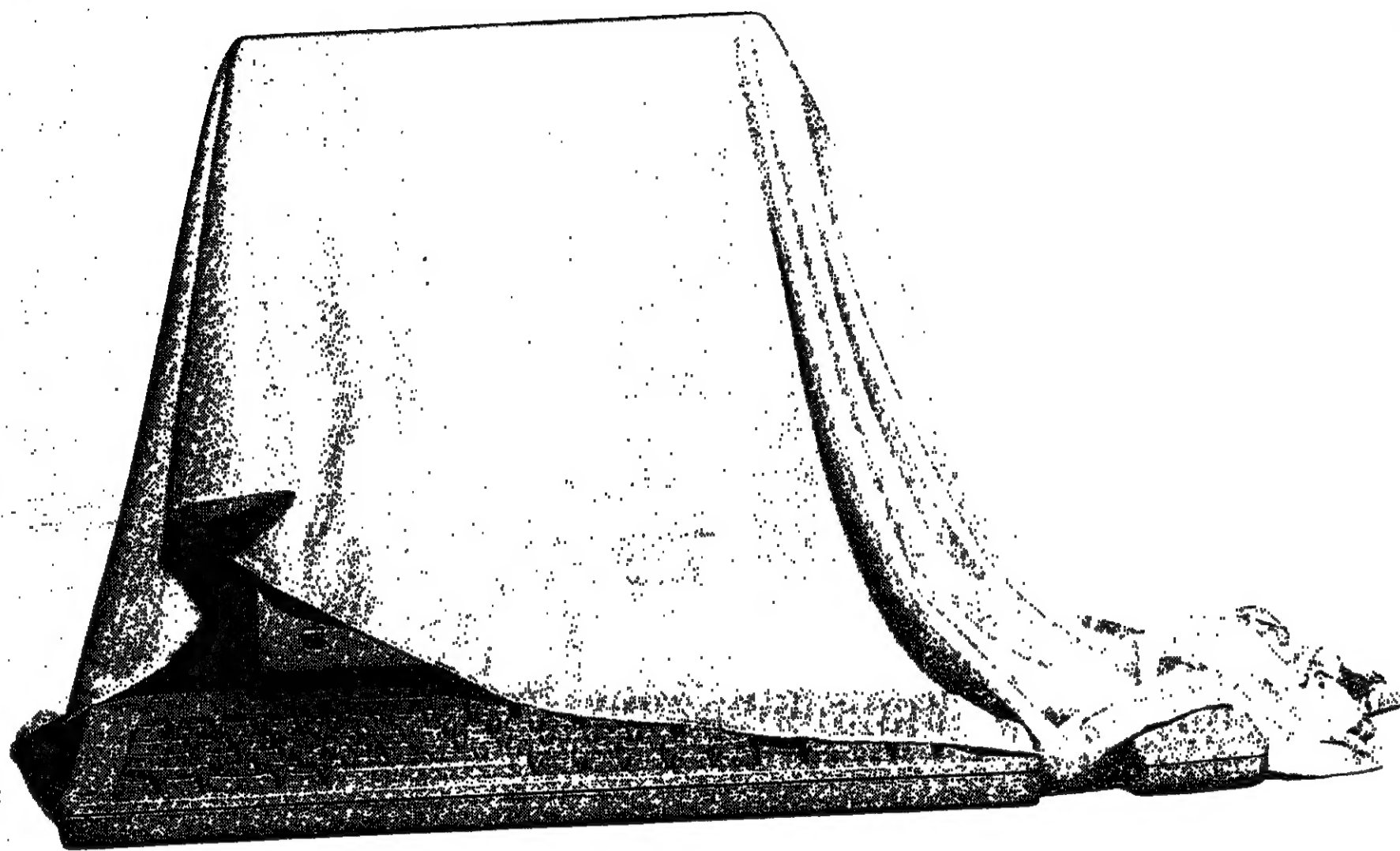
Quant au Parti communiste, il voit dans ce projet de budget la porte ouverte « aux affairistes internationaux », et il estime qu'il se traduira par une aggravation de la pression fiscale sur les familles. Il a demandé aussi que la région se désengage de « l'aventure d'EuroDisneyland, qui va devenir un scandale ».

Une session budgétaire est prévue à partir du 5 décembre, mais il est peu probable que, d'ici là, un terrain de compromis soit trouvé par la majorité, soit sur sa gauche, soit vers l'extrême droite. M. Giraud ayant fait savoir qu'il ne modifierait pas les grandes esquisses présentées le 29 septembre. Il faudra alors que, sur proposition de la chambre régionale des comptes, le préfet, commissaire de la République, règle, par voie administrative, le budget de la première région de France, ce qui aboutirait à tourner en dérision la mise en œuvre de la décentralisation, tant réclamée par les élus depuis des années.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Institut GUILLAUME APOLLINAIRE
Prépa Sciences Po.
Journée Portes Ouvertes le 6 octobre 1987, de 17 h à 20 h
Etab. privé - 45, rue du Fbg Montmartre - 75009 PARIS.
Tél. : 47.70.63.12 ou 47.70.02.49

Apple Expo 87 : inutile de taper 36.15 pour que je vous montre tout.



Si vous désirez vraiment taper 36.15 (code d'accès : Villette, mot clé : Apple) vous trouverez tous les renseignements utiles à propos d'Apple Expo.

Toutefois, si vous désirez faire des rencontres intéressantes, ou tout simplement tout voir d'un coup d'œil décomplexé, nous avons toujours pensé chez Apple que rien ne remplacera les vraies expériences humaines, et surtout pas les machines.

En fait, il s'agit d'un coup d'œil particulièrement panoramique puisque vous pourrez en 14.000 m² à travers 160 exposants contempler tout un univers, sa culture, son présent et son avenir, celui d'Apple. Celui de votre Apple. Celui de votre Apple.

Voyons d'abord ce que vous pourrez

voir du 30 septembre au 3 octobre.

Lorsque vous aurez vu l'ensemble des produits Apple et non Apple, mis au point par des développeurs extérieurs, vous pourrez contempler tous les logiciels disponibles aujourd'hui sur l'Apple II ou Macintosh ; avec une attention toute particulière pour les derniers-nés des Etats-Unis visibles en France pour la première fois.

Au passage, n'oubliez pas de demander au Macintosh II de se livrer à une petite exhibition personnelle.

Gardez un peu de votre temps pour regarder les domaines où Apple tient une place toute particulière, comme l'éducation ou l'édition personnelle.

Et si vous n'êtes toujours pas rassasiés,

arrêtez-vous au village de formation pour demander à voir tout ce que vous n'auriez osé imaginer.

En ce qui concerne les rencontres, rien n'a été laissé au hasard. Que ce soit au cours de l'une des nombreuses conférences, pendant un spectacle, au Club Apple, ou tout simplement au restaurant, vous rencontrerez qui vous voulez.

Apple Expo du 30 septembre après-midi au 3 octobre 1987. La Grande Halle - La Villette. Heures d'ouverture : mercredi de 12 h à 19 h, autres jours de 10 h à 19 h. Jeudi : journée professionnelle. Métro : Porte de Pantin.



Apple Expo - La Grande Halle - La Villette. Du 30 septembre au 3 octobre. Apple

هكذا من الاميل

Enquête

de la campagne présidentielle des millions et centaines...

d'en faire plus d'une par mois. Si les candidats attendent la fin janvier, ils ne pourront guère s'en offrir plus de trois ou quatre. Ce n'est pas cela qui grèvera vraiment leur budget.

Les apparences sont trompeuses. Ce n'est pas la publicité qui coûte cher, mais les moyens traditionnels de campagne, que l'évolution oblige à moderniser. Les comités de soutien ne peuvent s'installer dans l'arrière-boutique d'un sympathisant; il leur faut des bureaux dans les centres des villes, là où le mètre carré est le plus cher. Le téléphone était indispensable, la télécopie le devient. Le bénévolat est bien utile, mais insuffisant. L'amateurisme n'est plus de mise.

Partout il faudra s'adresser aux meilleurs professionnels pour rédiger, illustrer, mettre en forme, imprimer les multiples brochures, les « faux » journaux locaux, les dépliants rappelant ce que chaque catégorie sociale et professionnelle peut attendre du candidat.

La débâche de papier est certaine. D'autant que les vendeurs de campagne clé-en-main sont persuadés que cette fois, plus que jamais, il faudra s'adresser à chaque public dans sa spécificité, interpellant les électeurs là où ils habitent, là où ils travaillent, se faire entendre des agriculteurs, des médecins, des fonctionnaires, au plan national, mais aussi de l'éleveur de l'Aveyron, du généraliste du pays d'Auge, du facteur alsacien, de l'instituteur de banlieue.

Faute de pouvoir rencontrer les uns et les autres sous un préau, les moyens les plus modernes vont être mis à contribution. Des fichiers sont constitués, schématisés, afin de pouvoir faire du mailing, selon les procédés de vente les plus actuels. Des campagnes téléphoniques, soigneusement ciblées,

sont aussi prévues, batteries de jeunes bénévoles ou convaincant pour relancer les potentiels jusque chez l'adversaire, employé posthumes, mots d'ordreux supporters.

La prospection sera aussi utilisée à grande échelle — pour au moins — afin de récolter des noms en Amérique ou collectes pour le cancer.

Le traditionnel ne sera pas abandonné. Mais la modernisation fera payer son prix. En 1981, Hubert Bassac « show man » de Giscard d'Estaing, dit 100 F par spectateur. On fit pas de louer un palais, d'y installer une sonde encore le remplir. Il y a eu des militants, de la bouillotte de la presse. Un « serré », plus ou moins selon l'importance du candidat, est donc indispensable.

L'argent, c'est la vie.

Aujourd'hui ne suffit plus; il faut par images et lasers. L'architecture lourde qui se promène dans tous les Hexagones, et qui a besoin de techniques pour le candidat et sa cour perdue ville à l'autre en averti, accompagnée d'une de journalistes. Tous doivent être nourris, et il y a eu le meeting lui-même, recevoir les notabilités de la facture grimpée très vite si elle n'atteint pas les 8 à 9 millions de francs au rassemblement de la

porte de Pantin, à la veille du 10 mai 1981. Et tout cela pour quoi? Pour quelques minutes d'image et de son dans les journaux télévisés.

La télévision, voilà bien l'instrument indispensable de toute campagne, que chacun va s'efforcer d'investir. Puisque la publicité politique y est interdite, tous les biais possibles vont être employés. Les meetings, donc; tout sera fait pour qu'ils deviennent des événements dont chaque chaîne sera obligée de rendre compte. Comme cela ne suffira pas, les états-majors de campagne comprendront une « cellule événements », chargée de mettre au point des faits et gestes du candidat susceptibles d'attirer caméras et micros.

Les spots sont interdits de diffusion payante, mais rien n'interdit d'en réaliser quand même. Le prix n'est pas très élevé: pour un film publicitaire sur un produit quelconque, il faut compter de 3 à 4 millions. Faute de pouvoir le diffuser à satiété sur les petits écrans, il est possible d'en faire des copies pour les réunions restreintes de militants ou d'électeurs à convaincre, de le projeter dans les meetings de deuxième catégorie, là où le candidat lui-même n'a pu se déplacer, voire sur des camionnettes spécialement aménagées qui feront le tour des marchés. Avec un espoir suprême: que l'appétit d'images des télévisions les contraignent à le projeter dans leurs journaux au moins une fois... et gratuitement bien entendu.

S'adresser aux téléspectateurs et être entendu sont les tâches primordiales. Il y a bien les émissions officielles de propagande, mais il est impossible de compter exclusivement sur elles. C'était déjà difficile en 1981, quand toutes les chaînes appartenaient

au service public, quand la seule manière d'y échapper était d'éteindre son poste. Tout a changé. Aujourd'hui, le fou de la télé pourra passer sur la Une, la Cinq ou la Six afin de regarder un bon film, au lieu de devoir supporter monologues ou même débats que la stricte réglementation rend ternes, ennuyeux, souvent sans aucun intérêt.

Laisser plus de liberté, faire sa place à l'imagination, c'est indispensable pour éviter la fuite des téléspectateurs. Les conseillers en communication y réfléchissent depuis longtemps et ont déjà quelques idées. Mais il faut encore convaincre la CNCL de moderniser la réglementation, elle qui a pour tâche de veiller à la stricte égalité de tous les candidats lors de ces émissions officielles.

Choisir « leur » produit

Moins de sept mois nous séparent du premier tour, du jour où les « clients-électeurs » devront choisir « leur » produit. Quoi qu'on en dise, les campagnes sont loin d'être prêtes. Les professionnels s'attachent les cheveux. Lorsqu'ils travaillent avec des entreprises, ils ont l'habitude de campagnes soigneusement réfléchies, préparées, bâties, ficelées, bien avant que le coup d'envoi ne soit donné, et de budgets épluchés afin que chaque million soit dépensé au mieux, au meilleur moment. Les politiques sont loin d'en être là: l'improvisation règne; l'imprévisible ne s'intègre pas forcément dans un « plan » préparé. Cette nécessaire rapidité dans l'exécution alourdit encore les coûts.

Un mauvais sondage suffit à rendre le candidat ou son entourage immédiat exigeant: il faut quelque chose de plus pour tenter



de remonter la pente. En 1969, Georges Pompidou demanda tout d'un coup un journal diffusé comme les « vrais ». Pour réaliser France-Demain, mauvaise copie de France-Soir, il en coûta 5 millions de francs, et le « bouillon » fut de 92 % du tirage!

L'argent ne suffit pas. Il peut être battu par l'astuce. Pendant que Valéry Giscard d'Estaing s'adressait à ses milliers de supporters à la porte de Pantin, François Mitterrand, qui n'avait plus beaucoup de possibilités financières, alla serrer la main de quelques personnes soigneusement choisies. Il ne lui en coûta que quelques litres d'essence, mais l'impact à la télévision fut identique...

Les millions ne peuvent pas tout. Heureusement. Le constater n'interdit pas de s'inquiéter. Non pas tant du montant des dépenses — la démocratie a un coût — que de leur financement. L'égalité des chances exige au moins la transparence. Une exigence qui s'accroît avec l'inflation des sommes en jeu. Les records qui devraient — cette fois encore — être battus vont-ils enfin faire comprendre cette nécessité? La démocratie a besoin d'argent pour fonctionner, mais il ne faut pas qu'elle se noie dans le trop-plein ou perde son âme dans le secret des financements obscurs.

THIERRY BRÉHIER.

HORS SERIE
SCIENCE - VIE-MICRO
SVM

SPECIAL
MAC
LE GUIDE DU
MACINTOSH

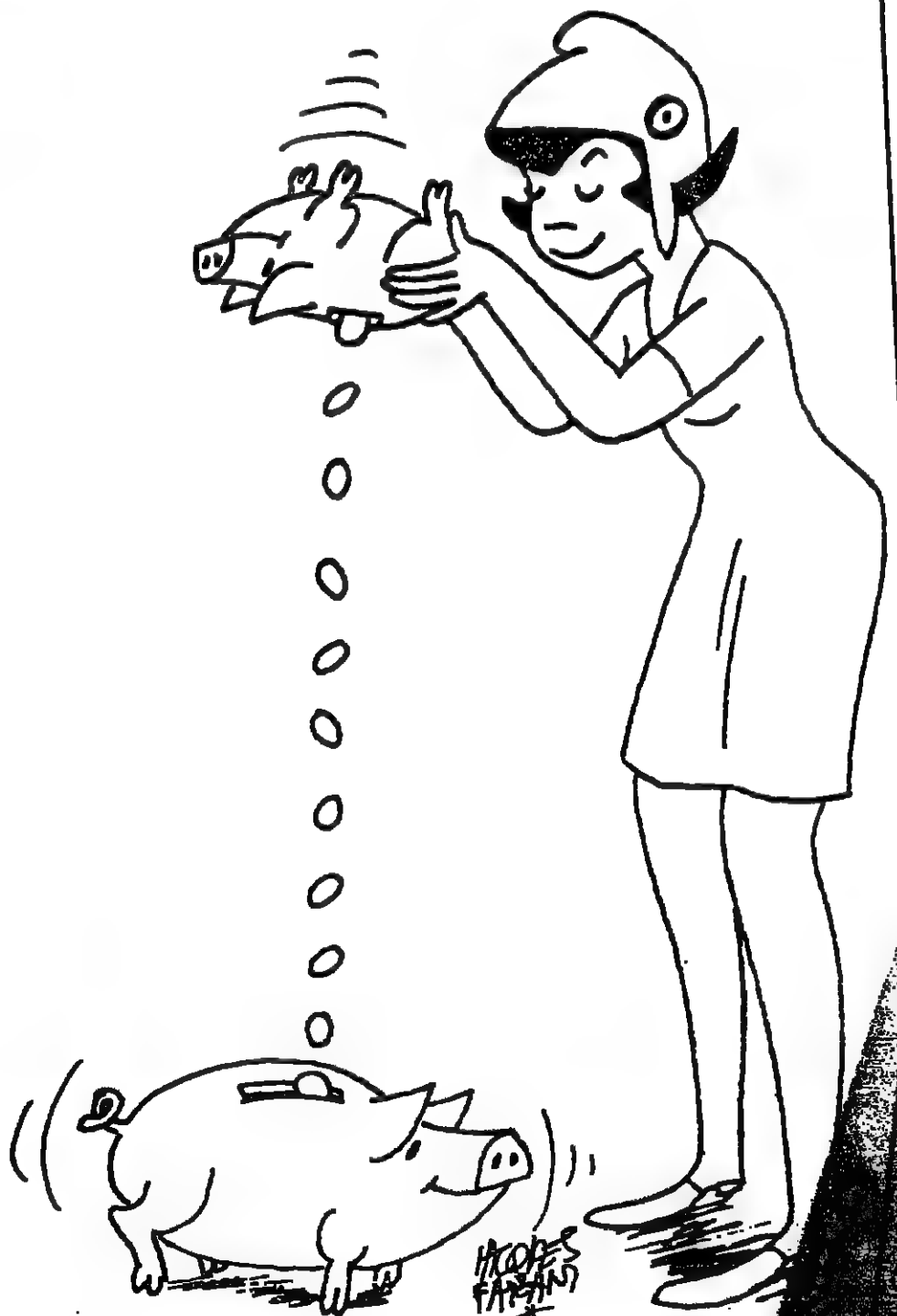
QUI PAIENT LES DETTES S'ÉRICHIT.

UNE GESTION EFFICACE

- 1 Pour la première fois en 30 ans les dépenses publiques, en 1987 et 1988, augmentent vite que les prix. En réalisant des économies, le Gouvernement a **réduit le déficit du budget de 25% en trois ans**, et les Français bénéficient de 69 milliards de francs de baisses d'impôts.
(*) Projet de loi de finances pour 1988. Document à demander à: S.P. 35 - 93102 LE BLANC-MESNIL.
- 2 Le Budget privilégie l'avenir. L'Éducation est le premier budget de l'État: 198 milliards de francs. Les crédits affectés à l'Enseignement supérieur et à la Formation augmentent de plus de 11% en 1988. Les moyens de la Recherche progressent de plus de 14% en 3 ans.
- 3 L'État a remboursé 90% de la dette extérieure qui est passée de 43 milliards début 1986 à 11 milliards en 1987. Nos réserves de change dépassent 400 milliards de francs (fin Août 1987).

La France tient le bon cap!

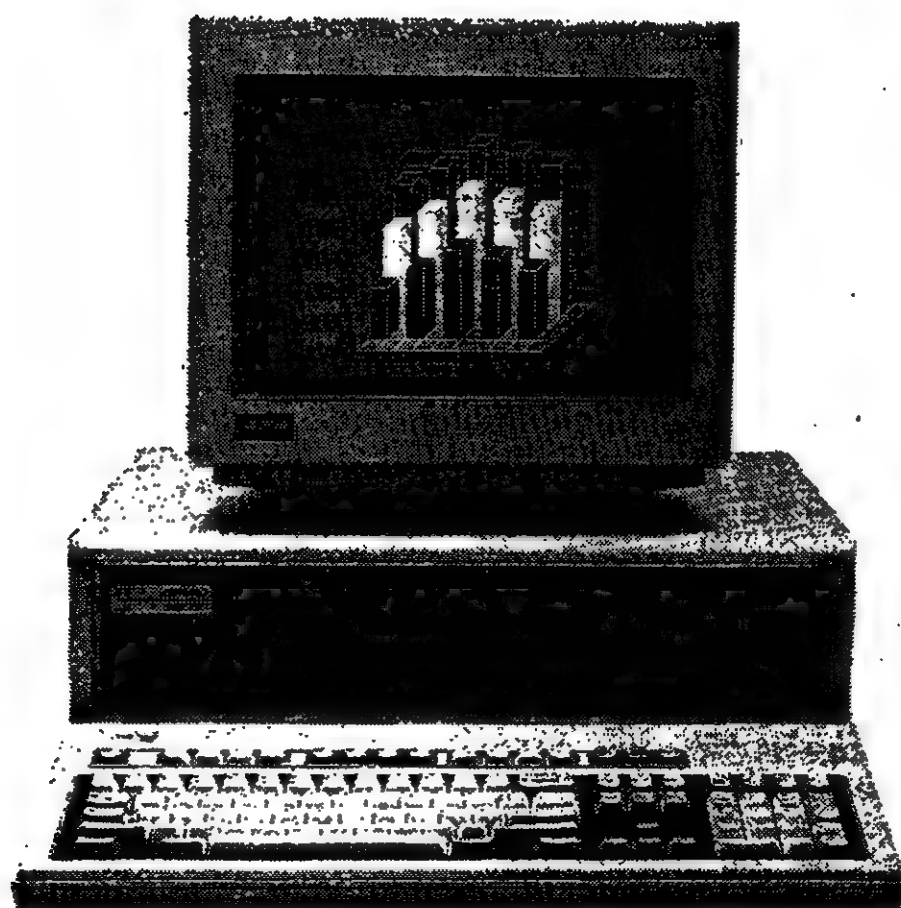
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION



هكذا من الامم

مكتبة الامم المتحدة

COMPAQ LANCE LES 2 MICRO ORDINATEURS LES PLUS PUISSANTS SUR LA TERRE



LE NOUVEAU COMPAQ DESKPRO 386/20™

L'année dernière, COMPAQ lançait le COMPAQ DESKPRO 386, c'était l'ordinateur personnel le plus performant du monde.

Aujourd'hui, COMPAQ va encore plus loin en présentant deux nouveaux standards de référence : le nouveau COMPAQ DESKPRO 386/20 à 20 MHz et le nouveau COMPAQ PORTABLE 386, lui aussi à 20 MHz et pesant moins de 10 kilos.

Ces deux ordinateurs, tout en proposant des

performances particulièrement évoluées rentabilisent vos investissements antérieurs en matériels, logiciels et formations.

Ces deux nouveaux ordinateurs sont construits à partir du microprocesseur 80386 20 MHz et d'une architecture 32 bits sophistiquée.

Mais pour en faire deux des PC les plus rapides du monde, nous avons fait plus que simplement augmenter la fréquence d'horloge.

Tous lesix sont, par exemple, basés sur une architecture en bus parallèles. Deux bus - l'un pour mémoire, l'autre pour les périphériques - évitent les saturations dans l'échange données et permettent à chaque composant de fonctionner à sa vitesse maximale. Ensemble, ils assurent la plus haute performance système sans sacrifier la compatibilité avec les périphériques au standard IBM.

Le Monde

Le Monde

Le Monde

LES 2
EURS
NTS

ET AILLEURS.



LE NOUVEAU COMPAQ PORTABLE 386™ 20 MHz

Tous les deux possèdent la fonction cache-disque. Ils détiennent tous deux le record de capacités de mémoire et de stockage, chacun dans sa catégorie. Tous deux vous permettent d'exécuter les logiciels développés pour profiter de la technologie 80386. Et tous deux utilisent la nouvelle version MS-DOS / BASIC 3.3 publiée par COMPAQ. Grâce à elle, tous les deux peuvent briser la barrière des 32 mégaoctets qui paralyse les autres PC et vous permettre de créer un fichier de la ca-

pacité de votre disque dur tout entier. Jusqu'au 31.12.1987, ces deux nouveaux ordinateurs seront livrés avec le nouveau logiciel Windows 386 / Présentation Manager de Microsoft®. Il procure les fonctionnalités multifenêtres, multitâches (avec commutation entre tâches) aux applications DOS actuelles et rend votre travail plus agréable et plus efficace. Tout ceci n'est qu'un aperçu des caractéristiques des nouveaux micro-ordinateurs les

plus puissants du monde. Pour obtenir toutes les autres informations, assister aux démonstrations ou effectuer vous-même vos propres tests, il vous suffit de contacter l'un de nos 200 Revendeurs Agréés COMPAQ®. Il y en a forcément un près de votre entreprise. Pour obtenir ses coordonnées : COMPAQ, 5, avenue de Norvège 91953 Les Ulis Cedex, tél. 16 (1) 64.46.36.25.

COMPAQ™

هكذا من الاجل

Politique

M. Mitterrand à Toulouse

Saint Louis sous son chêne

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

A Saint-Félix, à l'auberge du Puits public, là où, à n'y a pas si longtemps, on passait les bœufs, ils ont déjeuné à neuf : M. Mitterrand, venu de Paris pour inaugurer dans l'après-midi du mardi 29 septembre, à Toulouse, le Salon international des techniques et énergies du futur ; M. Léon Eschoutte, sénateur socialiste et président du conseil général de la Haute-Garonne ; M. André Méric, président du groupe socialiste du Sénat ; M. Jean-Michel Baylet, sénateur (radical de gauche) et directeur général du puissant quotidien de la région, la *Dépeche du Midi* ; M. Luc Soubrier, conseiller régional socialiste, délégué national du PS, auquel le chef de l'Etat a rendu quelques heures plus tard les insignes de chevalier de l'Ordre du Mérite ; M. Jean Carroussou, premier secrétaire de la fédération socialiste du département ; deux collaborateurs du président de la République et M. Lionel Jospin, député du cru, organisateur de cette réception, sous le toit de la maison, rose grand teint à l'exception de M. Baylet, un peu plus pâle.

Les entretiens ne passeront pas

Repas agréable. On y a parlé politique locale, cohabitation, élection présidentielle. Comme à l'ordinaire, M. Mitterrand a fait part de son peu de goût pour une nouvelle candidature en 1988, tout en réservant l'avenir au cas où quelque circonstance le contraindrait à se faire douce violence. « J'ai soixante-dix ans. Vous savez ce que c'est ? », a-t-il lancé aux hommes d'âge MM. Méric (soixante-quatre ans) et Eschoutte (soixante-seize ans). « Et moi, a répondu M. Méric, j'en ai soixante-quatre. Et je n'ai pas du tout l'intention de m'en aller... » On en est resté là sur ce sujet.

M. Mitterrand a évoqué aussi l'inconfort de sa situation en cohabitation, déclarant qu'il était bien content que M. Alain Chénouard, garde des sceaux, ne veuille pas le voir. « Cela fait un de moins », a-t-il dit.

Après ces quelques propos roboratifs — on a aussi brocardé l'agitation de M. Chirac, — la petite troupe s'en est allée à Toulouse, au conseil général puis à l'hôtel de ville. En ordre dispersé, afin sans doute de ne pas donner l'impression d'un délabrement hostile au maire berriste de la ville, M. Dominique Baudis. Car Saint-Félix, lieu du déjeuner, n'avait pas été choisi au hasard. Cette commune est située dans la circonscription (la septième de Haute-Garonne) où M. Jospin, au cours du Lauragais, compte installer ses pennes pour les prochaines élections législatives.

M. Baudis aurait aimé déjeuner avec le chef de l'Etat. Il le lui avait proposé. Les 11 M. Jospin a enlevé, sans trop d'efforts, le morceau. Le maire de Toulouse en a-t-il nourri quelque ressentiment ? Il a offert au chef de l'Etat un accueil courtois, mais un service minimum, de ceux que l'on réserve, par obligation, aux parents lointains dont la fréquence

Selon un sondage de BVA

M. Le Pen en hausse

Le dernier sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 1^{er} octobre, dans *Paris-Match* (1) confirme que M. François Mitterrand est le candidat favori des Français en cas d'élection présidentielle. 66 % des électeurs de gauche interrogés (au lieu de 58 % en juillet) estiment que le président de la République est le meilleur représentant de son camp, alors que 13 % (au lieu de 20 %) lui préfèrent M. Michel Rocard.

Au premier tour de cette consultation, le chef de l'Etat se place en tête en recueillant de 32 % à 39 % des intentions de vote, selon les hypothèses envisagées. Néanmoins, la gauche reste minoritaire en recueillant de 40 % à 47 % ; si elle obtient son meilleur résultat lors du second tour, elle ne pourra pas élire M. Mitterrand, elle enregistre son plus mauvais score lorsque ce dernier est absent de la compétition. Au deuxième tour du scrutin, le président de la République recueille de 40 % à 47 % ; si elle obtient son meilleur résultat lors du second tour, elle ne pourra pas élire M. Mitterrand, elle enregistre son plus mauvais score lorsque ce dernier est absent de la compétition.

Après des électeurs de droite, le chassé-croisé entre MM. Barre et Chirac se poursuit : 37 % (au lieu de 36 % en juillet) estiment que le député du Rhône est le meilleur candidat pour représenter leur camp, 34 % (au lieu de 36 %) lui préfèrent M. Chirac. Alors qu'ils faisaient l'égal au premier tour en juillet, M. Barre prend cette fois-ci l'avantage en recueillant de 22 % à 26 % des intentions de vote, le président de la République n'étant crédité que de 19 % à 21 %, M. Jean-Marie Le Pen, qui obtient de 12 % à 13 %, enregistre à son meilleur résultat depuis octobre 1986, alors que l'enquête a commencé au lendemain de sa prestation devant « Le Grand-Jury RTL-Le Monde ».

Au second tour, tandis que M. Barre se déclare vainqueur face à M. Rocard, avec 54,5 % des intentions de vote, M. Chirac est battu par ce dernier, qui obtient 53 %.

(1) Sondage effectué du 14 au 18 septembre, auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent cinquante-six personnes.

Mort de Maurice Charretier sénateur du Vaucluse, maire de Carpentras

M. Maurice Charretier, sénateur (RI) du Vaucluse, maire de Carpentras et ancien ministre, est décédé, mercredi 30 septembre, en fin de matinée, des suites d'une hémorragie cérébrale, survenue dans la nuit de vendredi 25 au samedi 26 septembre.

Il sera remplacé au Sénat par M. Alain Dufaut (RPR), conseiller général d'Avignon-Ouest.

[Né le 17 septembre à Saint-Gilles-de-Comodis (Gard), Maurice Charretier, résistant dans le Vercors puis engagé volontaire pendant la seconde guerre mondiale, s'était inscrit au bureau de Carpentras en 1947. Elu maire de cette ville en 1965, à la tête d'une liste « apolitique », réélu en juin 1971 après l'annulation de scrutin du mois de mars précédent, puis régulièrement réélu, Maurice Charretier avait siégé au conseil général du Vaucluse de 1967 à 1973, date à laquelle il avait été battu. L'année suivante, il devint président de la fédération départementale des républicains indépendants, puis de M. Valéry Giscard d'Estaing, élu alors le chef de file. En 1977, quand la FNRI s'est transformée en Parti républicain, Maurice Charretier avait accédé au secrétariat national et il était chargé de la justice et au bureau politique de cette formation. L'année suivante, il était élu député de la deuxième circonscription du Vaucluse, démissionnaire par un socialiste, Francis Lemaire, qui ne s'était pas représenté. Membre de la section du Conseil économique et social

JEAN-YVES L'HONNEAU.

(Lire page 26, l'article de Maurice Arvoisy sur le Salon des technologies du futur).

Jacques Chirac, de Franz-Olivier Giesbert

La tragédie du cavalier

Ce livre est un régal : pour ceux qui aiment la politique, bien sûr, car il est rare et réjouissant de voir réussir la rencontre d'un auteur — Franz-Olivier Giesbert — et d'un acteur — Jacques Chirac — qui sont à ce point immergés dans les délices du « microcosme ». Pour ceux qui veulent s'informer aussi, car tout est dit, ou presque, sur celui qui rêve de succéder à François Mitterrand. Tout, c'est-à-dire aussi bien le récit du dépeçage du « macho-Chirac » que le menu du dîner secret qu'il, en 1980, avait scellé, sur le dos de M. Giscard d'Estaing, la cohabitation entre MM. Chirac et Mitterrand (on parlait alors de « convergences » entre le PS et le RPR).

Franz-Olivier Giesbert nous offre en fait trois lectures de son Jacques Chirac : un récit clair, enlevé, agréable à lire, de la vie du maître de Paris, des origines à nos jours ; une galerie de portraits qui fera date ; une trame qui court tout au long de l'ouvrage, et qui donne le dé du personnage.

Le regard porté sur l'homme est bienveillant, et le récit révèle un être plus complexe qu'il n'y paraît. Cette complexité apparaît dès l'adolescence et perdure.

« Très jeune, il change sans cesse de visage et d'ambitions », écrit Franz-Olivier Giesbert. Aventurier, conformiste et technocrate, ambivalent : ces trois pôles sont constamment présents, perpétuellement tamponnés par une autodérision qui surprend — « J'ai l'impression de me crever les yeux pour mes grand-chose », dit Chirac à sa fille, — et comme sublimés par une générosité qui séduit. Les apprentissages et les métamorphoses politiques — du communisme au libéralisme, en passant par le gaullisme et le « travailisme à la française » — sont parfaitement établis et contés par le menu.

Les portraits valent, à eux seuls, qu'on se précipite sur cet ouvrage. Portrait en pied, totale-

ment inédit, de Pierre Juillet, par exemple. « Théâtral, prosaïque et rêveur », Pierre Juillet « évangélise, manœuvre et ferraille contre ses trois phobies : les réformistes, les affairistes et les gaullistes historiques ». Celui qui fut le conseiller privilégié et « docteur des plaines » de Georges Pompidou n'est plus auprès de Jacques Chirac. Mais, sans lui, Jacques Chirac n'aurait été, selon l'auteur, « qu'un baron du pompidolisme (...) avec une voiture à coque, mais peut-être bien sans destin ».

Un autre homme a pris sa place : Edouard Balladur, devenu le « grand chambellan » du premier ministre. Les 11 ministres d'Etat n'ont à aucune indulgence (c'est un euphémisme). Manifestement, Franz-Olivier Giesbert ne comprend pas que son héros se soit à ce point appuyé sur un homme pour lequel, pourtant, il ne nourrit aucune illusion. « Avec Balladur, regrette l'auteur, Chirac semble s'accommoder de tout. » Ce portrait-là est assurément injuste, ne serait-ce que parce que M. Balladur est à lui seul, aujourd'hui, un conseil de tutelle, ou de régence, comme on voudra.

On touche là le cœur d'un ouvrage qui aurait dû s'intituler : la Tragédie du cavalier.

« On le verrait bien sur un cheval », écrit l'auteur, car Jacques Chirac est d'abord un cavalier qui non seulement s'adapte au terrain, quel qu'il soit, mais bouge aussi beaucoup sur sa monture, constamment préoccupé de l'obstacle immédiat qui se dresse devant lui, et donc empêché de voir loin.

« On le verrait bien sur un cheval, ou en cheval », ajoute-t-il, en écho à la célèbre formule de Pierre Juillet, qui en réponse aux remerciements adressés à Jacques Chirac au soir de la conquête de la mairie de Paris, lâcha : « C'est la première

fois qu'un cheval remercie son jockey ! »

La tragédie est là : Jacques Chirac, qui n'a pas encore appris à vivre avec lui-même, qui n'a pas fini « sa partie de cache-cache avec lui-même », sait-il vraiment qu'il est ? Ce livre montre le cheminement avide et inquiet d'un homme doué, certes, brillant, assurément, mais dont on sent confusément qu'il souffre de croissance interrompue ; bref, il s'encore un côté immature qui, pour le coup, peut en inquiéter d'autres que lui-même.

C'est là peut-être qu'il est difficile de suivre l'auteur, car il affirme que ce personnage, qui se cherche perpétuellement, s'est brusquement trouvé. Mais il ne le démontre pas. En fait, Franz-Olivier Giesbert considère que le premier ministre a découvert son chemin de Damas face aux étudiants et lycéens en grève de l'hiver 1986. Là, il avait, une fois de plus, constamment balancé entre un « radicalisme » britannique, une attitude très dure et un radicalisme à la française, plus apaisé et compromis. Jacques Chirac avait alors choisi, au fond, de ne pas, et de ne plus s'engager dans des combats auxquels il ne croyait guère. Le récent recul sur le code de la nationalité — proposé par l'auteur — montre peut-être que Jacques Chirac a enfin décidé de s'assumer comme le bon vieux radical-socialiste qu'il est, dans la lignée républicaine du bon docteur Guillaumet qu'il partage avec François Mitterrand.

Il lui manque, pour se trouver, de donner le temps au temps. « Son problème, dit Georges Pompidou, sera de mourir. » « Adaptable, inflexible et invincible », écrit Franz-Olivier Giesbert : autant dire qu'il faut lui laisser le temps de devenir vraiment lui-même.

J.-M.C.

* Jacques Chirac, de Franz-Olivier Giesbert. Ed. du Seuil, 450 pages, 125 francs.

Deux gendarmes tués en Nouvelle-Calédonie

(Suite de la première page.)

Si les deux Canaques recherchés sont présentés par les autorités comme de vulgaires délinquants impliqués dans une banale affaire de droit commun, le FLNKS les considère, depuis avril dernier, comme des militants indépendantistes recherchés pour avoir « volé des armes à des colons d'extrême droite de la région ».

Ce regain de tension intervient à quelques heures de l'arrivée à Nouméa du ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons — attendu, en principe, le 2 octobre, alors que s'ouvrira le débat sur l'avenir institutionnel du territoire.

Le RPCR vient ainsi de rendre public le projet de statut qu'il soumettra à M. Pons, et qu'il souhaite voir adopté dès la session parlementaire d'automne. Préférer parler de « décentralisation » plutôt que d'« autonomie interne », le parti anti-indépendantiste propose que les futures institutions continuent de faire la part belle à « la souveraineté de l'Etat » ; afin d'« éviter les conséquences du statut polynésien ». M. Jacques Lafleur, député RPR et chef du RPCR, suggère que le haut commissaire conserve « la présidence de l'exécutif ». En outre, répondant au souhait d'« ouverture » affiché par le premier ministre, M. Jacques Chirac, lors de son récent voyage à Nouméa, le RPCR fait sienne l'idée déjà avancée par M. Pons d'associer comme « membres de droit » de cet exécutif les présidents de région, assurant de la sorte

« une représentation indépendante ».

Toutefois, le projet du mouvement « loyaliste » comprend une différence importante par rapport aux propositions développées par le ministre des DOM-TOM lors du débat parlementaire du mois d'avril : les régions « redécoupées » seraient non plus au nombre de quatre mais de trois. Avec une région sud (à laquelle seraient adjointes les îles Loyauté), une région ouest et une région est. Le RPCR contrôlerait sans difficulté les deux premières, laissant la troisième aux indépendantistes du FLNKS. Et si ces derniers refusaient de jouer le jeu, comme ils l'ont maintes fois annoncé leur chef, M. Jean-Marie Tjiboué ? « Un refus du FLNKS serait sans gravité, rétorquent les dirigeants anti-indépendantistes, d'autres le remplaceraient. » De telles institutions, dans l'esprit du parti de M. Lafleur, seraient mises en place pour une période de transition de cinq ans, le temps que « tout le monde apprenne, si possible, la démocratie ».

FREDERIC BOBIN.

Un message de M. Mitterrand aux familles des victimes. — M. François Mitterrand a adressé, ce mercredi 30 septembre, un message de condoléances aux familles des deux gendarmes tués en Nouvelle-Calédonie. Le président de la République y a exprimé ses « sentiments d'affliction », en rendant hommage à ces deux hommes morts « dans l'accomplissement de leur devoir ».

Aujourd'hui à Apple Expo:

Plus il y aura de micros, plus il y aura de journaux (ou la révolution de la micro-édition).

Intervenants : François Blanc (Directeur de création de Creapress), et Philippe Hausstette (Directeur développement marché - Apple).

Le 1^{er} octobre à 14 h : Salle Boris Vian.



LES 15/18 ANS VIVRE, AIMER, CROIRE.

LE MENSUEL CHRETIEN



JEUNES DU ADULTES : CE NUMERO S'ADRESSE A VOUS ! UN NUMERO EXCEPTIONNEL POUR BIEN DEMARRER L'ANNEE.

- AN SOMMAIRE :
- PORTRAIT D'UNE GENERATION : entretien avec Guy Lécroque, sociologue.
 - CROIRE A 15-18 ANS : des jeunes interrogent un théologien.
 - AMER A 15-18 ANS : des jeunes interrogent France Chérel.
 - ILS BOUGENT, ILS INVENTENT : à l'école, dans leurs loisirs, en association, dans les mouvements, en famille.
 - VIVRE AVEC LES 15-18 ANS : un adolescent, des parents, une communauté.
 - De la documentation, des adresses.

64 PAGES COULEURS. LE NUMERO : 32 F.

Commandes à adresser à PANORAMA Hors-série, 21 rue de Fg-St-Antoine, 75001 PARIS Cedex 11. Règlement par chèque à l'ordre de PANORAMA. Conditions spéciales à partir de 10 exemplaires. Tél. (0) 43.07.59.63 - poste 353.



ARTS ET SPECTACLES

Irak : le premier Festival de Babylone

Feux d'artifice et messages codés

Des troupes soviétiques, chinoises, thaïlandaises et américaines, un pianiste palestinien, l'Opéra italien, se succèdent jusqu'au 22 octobre à Babylone. Ce premier Festival se présente sans ambiguïté comme un « acte de résistance farouche aux offensives iraniennes ».

VISITER. Comprendre. Pouvoir téléphoner. Nous sommes soixantaine, journalistes français, à exprimer en ces mêmes requêtes. Tous invités pour un minimum de six jours, et beaucoup plus si on le désire, à l'ouverture du premier Festival de Babylone. Quelques prudents — une bonne centaine — s'étaient dérobés. Mais les autres, regroupés autour de la piscine du Palestine-Méridien à Bagdad (soit à quatre-vingts kilomètres de la porte néo-babylonienne), ne pensaient pas, en cherchant à se renseigner, attenter au secret militaire.

Car Babylone, en ce beau mois de septembre, réalisait. A sa réouverture officielle, trois mille invités venus de « pays frères », la France en tête, étaient conviés. Alors, qu'on nous explique, par pitié ! A quels architectes, à quels archéologues devions-nous le salut ? Et les initiés, pouvions-nous leur parler ? Examiner leurs plans, connaître leurs projets ? Savoir à quel public, dans un pays en guerre, ce grand mythe renaissant est destiné ?

D'archéologue, point. Mounayyad Saïd Damerji, directeur des antiquités, allait rester invisible, toujours ailleurs, « débordé ». La route de Babylone était d'ailleurs « coupée » au deuxième jour de notre arrivée (tout comme les lignes téléphoniques du Méridien après quelques minutes de communication). Mais quand les voies furent dégagées, chacun dut encore se débrouiller sur les 950 hectares de l'enceinte sacrée. Vision dantesque que ces reporters-photographes et que ces grattes-papier, chauffés à blanc par la lecture de guides périmés, enfin lâchés sur le terrain de leurs fantasmes de potaches, et condamnés à errer de ruines reconstruites en palais, sans moyens de discerner le décor de la vérité.

C'est que la Babylone de Saddam Hussein, vingt-cinq siècles après celle de Nabuchodonosor, n'est pas une ville antique miraculeusement sauvegardée comme Herculaneum. Encore moins comme Troie, un chantier muet pour les profanes mais où les chercheurs peuvent

avec profit mettre leur nez. A la fin du dix-neuvième siècle, des archéologues allemands s'étaient installés. Ils avaient pu atteindre, à la faveur d'une rupture de barrage et d'une baisse de la nappe phréatique dans laquelle baigne désormais la première Babylone, celle d'Hammourabi, des couches datant du seizième siècle avant notre ère. Le fruit de ces découvertes, on peut le voir au Musée de Berlin, l'équipe allemande ayant cédé la place aux Anglais puis aux Irakiens dès la première guerre mondiale. Et il est amusant de constater que la porte d'Ishtar dont s'enorgueillit la nouvelle Babylone (et dont on n'a pas respecté, semble-t-il, l'emplacement originel au tournant de la voie sacrée), portail monumental en brique bleue émaillée, plaqué de dragons et de chevaux ailés, est selon toute vraisemblance une copie de la reconstitution qu'en ont faite pour leur musée les chercheurs raptés.

Mais il est des pays où ce qui est vieux ne mérite pas en soi d'être montré. L'Irak « progressiste » en fait partie. C'est d'ailleurs par le Musée d'art moderne que notre visite guidée de Bagdad allait commencer. Pour se poursuivre par le Monument au soldat inconnu — mausolée gigantesque du plus pur style néo-stalinien — et par le très beau Monument aux martyrs, coque de brique bleutée tout aussi démesurée, mais à mettre cette fois au crédit d'architectes japonais.

En prévision du Festival, les abords de Babylone avaient été eux-mêmes sérieusement ravagés. Un vieux village, situé sous la palmeraie qui fait désormais office d'enceinte, a paru-il être rasé, ses habitants relégués. Et sur la route que les délégations officielles devaient emprunter, on a reconstruit les bâtiments les moins présentables.

On comprend mieux que le site même de la capitale mésopotamienne ait été revu et corrigé dans l'optique fonctionnelle d'un complexe culturel, avec hôtel, amphithéâtre pour cinq mille personnes (le théâtre hellénistique, entièrement reconstruit), salle de musique (dans les ruines du palais), salle de théâtre (copie d'ancien). Et que s'y mêlent dans un désordre indescriptible ruines authentiques et ruines reconstituées, briques dénuées par le temps et palais recouverts d'un enduit comme ils l'étaient à l'origine : totalement anachroniques.

De toutes les grandes cités antiques, Babylone est peut-être, il est vrai, celle qui oppose le plus d'obstacles à l'archéologie scientifique : la brique est si fragile que les vestiges fouillés devraient être

recouverts pour subsister (c'est la méthode utilisée par l'équipe française du professeur Huot à Larsa). Alors, rebâtir ? Ou tout fermer ? En finançant à grands frais, l'année dernière, soit dans la septième année d'une guerre meurtrière (et, dit-on, sous le contrôle d'archéologues irakiens), le relèvement des ruines et l'édification de bâtiments dont plus rien ne subsistait, le président Saddam Hussein n'avait pas, de toute façon, le souci d'interroger le passé mais celui de le faire parler.

Cyrus, en effet, le destructeur de la Babylone du sixième siècle, était perse. Et il est clair que le chef d'Etat, en relevant la cité, entendait marquer un point dans la guerre qui l'oppose à l'Irak. « Babylone ne brûlera pas deux fois », devait déclarer au nom du président, en prélude au spectacle d'inauguration intégralement télévisé, M. Latif N'ssayef Jassim, ministre de la culture et de l'information. « La mentalité perse avoisinante, avec toutes ses haines et avec son esprit agressif, a voulu détruire le flambeau de la civilisation de Babylone. C'est pourquoi Cyrus lança une attaque contre cette ville il y a environ deux mille cinq cents ans et l'assiegea. Ce siège dura assez longtemps mais, puisque la ville résista, Cyrus conclut un pacte avec les Juifs se trouvant à l'intérieur de la ville (1) et réussit ainsi à l'occuper et à mettre fin à la civilisation. (...) Khomelny, qui a noué une alliance avec le stalinisme et qui agit de concert avec lui pour envahir l'Irak, essaye de détruire Bagdad et les autres villes irakiennes comme ce fut le cas de Babylone. Nous sommes parvenus à faire échouer ses conspirations. Nous lui avons dit, l'année dernière, qui devait être l'année décisive, que Babylone ne brûlerait pas deux fois. »

« La paix, pas la guerre »

Mais le premier visé, cela cette fois allait sans dire, était le chah d'Iran et les fastes historisants du 2500^e anniversaire de l'empire, en 1971 à Persépolis. Si les hôtes du Camp du drap d'or s'étaient à l'époque quelque peu sentis parqués, le président irakien, qui ne fit qu'un bref passage à Babylone la veille de l'inauguration, avait tenu à prouver qu'il avait la situation en main. Pas de fouille, au soir du 22 septembre, pour les invités (alors que toutes les voitures sont généralement contrôlées). Des enfants en costume treillis bleu-vert, doigts levés dans le signe de la victoire, des jeunes gens brandissant des banderoles (« La paix, pas la guerre », des vieillards et des femmes portant le portrait du prési-



De Nabuchodonosor à Saddam Hussein

dent, firent tout au long des quatre-vingts kilomètres de trajet une haie d'honneur aux cars officiels et aux limousines à fanions des représentants arabes.

Des petites filles en robe de mariée, mêlées aux chefs vêtus de blanc, rempilaient dans l'auditoire, à Babylone, les têtes couronnées d'Isfahan. Et aux défilés chamarrés des costumes précieux de l'empire perse, le président Saddam et son directeur de la musique, Munir Bachir, avaient préféré un « son et lumière » pyrotechnique et futuriste, manière de manifester leur foi dans le progrès.

22 septembre : le choix de la date elle-même n'était pas innocent. C'est celle de la « réplique », en 1980, de l'Irak à l'Iran. Le ministre délégué revint d'ailleurs très longuement dans son discours sur sa chronologie des événements. Et quand les premières fusées du feu d'artifice, formidable bombardement, éclatèrent en fin de spectacle sous le ciel étoilé, on fut bien forcé de se demander jusqu'où le son pouvait porter.

L'auteur de l'« électro-création » choisie pour l'inauguration, Pierre-Alain Jaffrenou, est un Français. Le groupe de recherches qu'il codirige à Lyon avec James Giroudon, le Grame, n'a pas la notoriété de l'IRCAM. Mais sa compétence est reconnue dans les techniques les plus sophistiquées de diffusion du son dans les grands espaces, son expérience incontestée dans la mise en place de grands concerts rock. Avec un peu les mêmes spécialités, ce n'est pas l'équipe de Jean-Michel Jarre, comment le regretter ?

Jaffrenou a voulu raconter l'histoire de Babylone, son présent et son passé. Une seule flûte rudimentaire (le nay), transformée et amplifiée en studio, lui a

suffi pour évoquer, en de lentes bouffées presque vocales, le parfum de l'époque pastorale. La musique enregistrée, recueillie sur des instruments du pays, puis très soigneusement travaillée et superposée, s'élève ensuite pour retomber longuement dans le silence, selon le rythme de la narration épique. La guerre est là, martelée à faire trembler le sol, et la destruction de Babylone évoquée par la projection sur écran géant des bas-reliefs guerriers de l'époque assyrienne.

L'écran, c'est le mur du palais, criblé d'images démesurées, enluminé de gerbes flamboyantes. La palmeraie, au loin, semble tout à coup s'embraser — coup de chapeau très réussi aux péplums hollywoodiens — le laser partage le ciel, emprisonne la fumée, l'allégresse éclate enfin avec les fusées.

Mais Jaffrenou le Français avait besoin d'un passeur. Il l'a trouvé en Munir Bachir, le Prosper Mérimée de la musique irakienne, joueur de oud (notre luth), célèbre dans le monde entier, grand réanimateur et propagateur de la musique arabe classique, notable très proche du président puisqu'il initie, dit-on, ce dernier à la subtilité virtuosité et aux nobles envolées de son instrument.

Passeur, en effet, Bachir improvisa en direct pour les invités du 22 septembre, poète sans âge, environné de laser et de fumée, trait d'union vivant entre un futur fou, fou, fou, symbolisé par le travail de Jaffrenou et une culture longtemps ignorée, longtemps méprisée. A l'oreille des plus sourds, gageons que ce message aussi est passé.

ANNIE REY.

(1) S'il est vrai que Cyrus autorisa le retour des Juifs déportés à Babylone vers Jérusalem, la ville fut prise, en réalité, grâce à la trahison d'un gouverneur babylonien.

Italie : Vicence à l'heure des grands projets

L'indispensable Palladio



Le Théâtre olympique restauré.

La « Basilique » de Palladio, à Vicence, va désormais accueillir un centre culturel. Quant au célèbre Théâtre olympique, chef-d'œuvre de l'architecte de Vicence, il vient d'être restauré.

DANS l'univers flottant de la culture, il y a des noms qui s'enflamment facilement. Comme l'auteur de la Joconde pour la peinture, Palladio, qu'on a pu nommer « le paradigme de l'architecte », occupe une place étonnamment stable et élevée dans l'imaginaire commun. Et il subit moins que Léonard les abus humiliants et cocasses de la rage

publicitaire. La référence vaut de Washington à Leningrad ; symbole pour l'Occident tout entier d'un art pur et royal, d'autant mieux accueilli que ses contours sont moins précis. Ces cultes ne sont pas nécessairement ridicules, mais leur danger — on le voit de plus en plus clairement aujourd'hui — est d'attirer les foules dans des lieux fragiles. Et par là ils dominent les problèmes d'aménagement, comme on le voit en ce moment même à Vicence pour les deux points forts du pélerinage palladien : la Basilique et le Théâtre olympique.

A la fin de l'été, la foire annuelle aux champignons répand

ses effluves sous les arcades de la Basilique. Toutes les parades, tous les défilés, les « meetings » se déroulent sur la place dallée (refaite depuis peu) que bordent, à l'est, deux colonnes de marbre rappelant l'autorité de la Sérénissime. Malheureusement, un bloc de bâtiments informes s'étend là, entre la vieille tour de l'horloge qui flanque la Basilique et la Piazza delle Erbe où marchent aux légumes en contrebas.

La Basilique, c'est le palais communal : une grande salle voûtée en carène (vingt-cinq mètres de haut) depuis longtemps désaffectée. Il ne faut pas trop vite l'appeler basilique de Palladio. Car l'architecte n'intervint que pour consolider une structure périlante, en proposant, en 1546, une enveloppe de pierre, un écran monumental en arcades, qui fut finalement réalisé. Audacieusement inséré dans le tissu urbain d'un côté, ouvert d'autre part sur la place, ce fut et cela reste l'emploi le plus saisissant d'une intrépide « modernité » qui, en un sens, ne peut vieillir.

Deux problèmes se posent depuis des années à ce sujet : la fonction de la superbe halle et le sort des bâtiments d'accompagnement à l'est. Une très belle exposition sur l'« héritage palladien » s'est tenue en 1980 dans la nef gothique et, l'hiver dernier, une présentation de l'œuvre d'un

architecte en renom, connu à Paris, comme à Houston, pour ses créations spectaculaires : Renzo Piano. Il était invité par une association d'industriels vicentins, avec l'accord de la municipalité, pour étudier les possibilités d'un « centre culturel » moderne au cœur de la ville. Selon l'excellente habitude italienne, une vive polémique éclata aussitôt à ce sujet.

ANDRÉ CHASTEL.

(Lire la suite page 16.)

« Sinfonie », spécialité lyonnaise

DES basses limpides, jamais saturées ; des pianissimo de musique de chambre pour des milliers de personnes à ciel ouvert ; le crissement du doigt de Munir Bachir sur la corde du oud audible comme s'il était à 2 mètres ; jamais peut-être, comme à Babylone, un grand audiovisuel n'avait atteint une telle qualité, une telle « vérité » sonore. Le secret du Grame porte un joli nom : Sinfonie. Il n'en existe pour l'heure qu'un prototype. Mais ce dispositif de diffusion gestuelle et visualisée du son assisté par ordinateur sera bientôt commercialisé pour le prix d'une bonne table de mixage.

C'est une variante futuriste de la direction d'orchestre : le « chef » (technicien ou compositeur) trace sur une table graphi-

que un parcours correspondant à la trajectoire qu'il veut imprimer au son (attaques ou chutes particulières, croisement de sources sonores, vitesse de rotation variable). Ce geste déclenche en 1/200 de seconde une tension électrique qui, reliée à une console de diffusion sur seize, voire trente-deux pistes, produit dans l'espace acoustique les figures les plus scabreuses. La main gauche du conducteur est laissée libre pour les réglages classiques et, sur un clavier d'ordinateur, pour l'appel des programmes.

L'inventif inestimable du système ? Il soumet la technique au geste musical.

A. R.

* Renseignements : Studio Grame, 6, quai Jean-Moulin, 69001 Lyon.

La Compagnie de Franche-Comté présente

GIORDANO BRUNO
candelaio

ou le Philosophe Fessé
comédie adaptée par Jean-Noël VUARNET *

* IL CANDELAIO, publié aux éditions Point Hors ligne (1986) (Distribution Distique).

DORA DOLL revient au théâtre dans

Il Candelaio
ou
Le Philosophe fessé

Un texte acerbe et drolatique adapté par Jean-Noël VUARNET, mis en scène par Gilles REYER (compagnie de Franche-Comté), prologue musical par LÉO FERRE.

Une création A VOIR ABSOLUMENT

Grand Théâtre de la Cité internationale du 1^{er} octobre au 7 novembre 1987 à 20 h 30

du mercredi au samedi : réservation au 438-38-69

صحنه من الاصل

EXPOSITIONS

URSS : Chagall au musée Pouchkine

Les marches de la reconnaissance

L'ouverture de l'exposition Chagall à Moscou est saluée par la presse soviétique, mais tout le monde ne voit pas d'un bon œil les honneurs rendus au peintre. Surtout dans sa ville natale.

C'EST un jour de pluie, dense et drue, comme Moscou sait en produire, et la file d'attente devant le musée Pouchkine s'en ressent. Avec quatre à cinq mille visiteurs par jour — « cela dépend du temps », reconnaît M^{me} Irina Danilova, conservatrice adjointe du musée, — l'exposition organisée pendant six semaines pour le centenaire de Marc Chagall rencontre malgré tout un succès indéniable auprès des Moscovites.

L'ouverture de cette exposition a été saluée par l'ensemble de la presse soviétique comme une remarquable initiative révélatrice de l'air du temps et de la politique d'ouverture culturelle du pouvoir. Quelques deux cent quatre-vingt-dix œuvres dont quatre-vingt-dix toiles, de nombreuses lithographies, des esquisses et un assemblage très bien fait de photos, de lettres adressées par Chagall à des amis et de livres dédiés font de cette exposition une grande première dans le pays natal de l'artiste.

La plupart de ces œuvres (1) n'ont jamais été exposées en URSS, où Chagall n'était revenu qu'une fois, en 1973, invité par le ministère de la culture. Il avait alors fait don d'une collection de gravures à la galerie Tretiakov, qui organise une petite exposition à l'intention d'un public limité.

A première vue, justice est donc rendue à Chagall, qui, dans une lettre adressée à son ami Ilia Ehrenbourg, se plaignait de ne plus savoir s'il était russe ou français. Né en 1887 à Vitebsk, une petite ville de Biélorussie, il partit pour Paris, une première fois, en 1910, revint en Russie pendant la première guerre mondiale, prêt à aider à l'édification d'une société nouvelle. En 1918, il retourna à Vitebsk pour y organiser l'enseignement de l'art. Déçu, en conflit avec le peintre Kasimir Malevitch, en butte à des difficultés croissantes pour trouver sa place dans l'art révolutionnaire, il quitta définitivement l'Union soviétique en 1922 sans pour autant l'oublier : il devait offrir, cinquante ans plus tard, à la galerie Tretiakov les quatre-vingt-seize eaux-fortes destinées à l'illustration des *Ames mortes* de Gogol. Contraint par l'Occupation de quitter la France pour New-York pendant la seconde guerre mondiale, Chagall revint vivre en France après la guerre et mourut il y a deux ans à Saint-Paul-de-Vence.

Mais justice n'est que partiellement rendue, si l'on en croit un respectable Soviétique originaire de Minsk (Biélorussie) rencontré à l'exposition en contemplation devant des photos de Vitebsk. Pour lui, ce n'est pas le musée Pouchkine qui aurait dû accueillir les célébrations du centenaire de Chagall, mais Vitebsk, sa ville natale. Cependant, « ni à Vitebsk ni même à Minsk on ne veut entendre parler de Chagall. Les autorités locales ont encore une attitude très négative à son égard

et l'inertie des mentalités est trop forte », dit-il, adoptant soudain le vocabulaire officiel.

Le premier numéro de la revue du comité central du Parti communiste de Biélorussie, *l'Interlocuteur politique*, paru en juillet dernier, confirme ces impressions par un article au ton bien éloigné de la ligne gorbatchévienne. L'auteur, un dénommé Vladimir Begun, y parle du « vrai visage de Chagall », de « son affectation notoire pour Israël », M. Begun ne se limite pas à mettre en doute les attaches de Chagall à Vitebsk, où ce que l'on a désigné comme la maison de Chagall est tout sauf la maison de Chagall « puisqu'il n'est pas né à Vitebsk », affirme-t-il.

Il revient sur la période pendant laquelle Chagall, de retour à Vitebsk en 1918, y dirigeait une école d'art. « Une commission de travailleurs a depuis souligné les côtés négatifs de l'activité de cette école au détriment de la République. Elle servait de refuge aux déserteurs, aux spéculateurs et autres personnalités louches. » *l'Interlocuteur politique* ne veut pour exemple de la décadence de l'art de Chagall que son tableau « où notre pays est représenté sous la forme d'un œuf et d'une femme sans tête ».

De toute évidence, le retour de Chagall n'est pas souhaité avec autant d'ardeur en Biélorussie qu'à Moscou, capitale de la « glasnost » (transparence) gorbatchévienne, même si un diplomate occidental qui demandait récemment à se rendre à Vitebsk s'en est vu refuser l'autorisation

sous prétexte que « toute la ville est en travaux pour le centenaire de Chagall ».

A Moscou même, il n'est pas certain non plus que tout le monde voie d'un si bon œil les honneurs rendus au peintre. La biographie officielle affichée à l'entrée de l'exposition ne fait bien sûr état d'aucune des difficultés rencontrées par l'artiste en URSS, et la rumeur n'a pas tardé à courir dans Moscou que « deux tableaux avaient été décrochés à la demande de Pamtat », association ultra-conservatrice à tendance antisémite, « en raison de leur caractère juif trop ostentatoire ».

Les responsables du musée Pouchkine démentent : s'il est exact que six toiles, et non pas deux, ont été décrochées, c'est parce qu'elles avaient besoin

d'être restaurées, prêtées par des collectionneurs privés qui n'avaient pas su les entretenir.

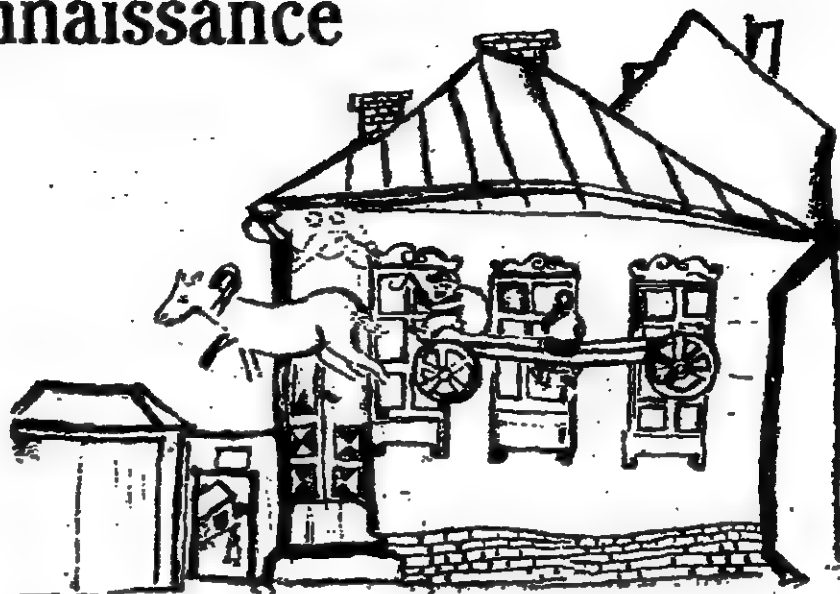
« Rassurez-vous, ce n'est pas ce à quoi vous pensez », affirme d'un air entendu la directrice de l'exposition, Mme Alla Boutrova, sans qu'on ait d'ailleurs besoin de lui dire à quoi l'on pensait. Mme Danilova estime, pour sa part, que « ce que nous a laissé Chagall, son œuvre et ses lettres, montre qu'il se considérait d'abord comme un artiste russe ». Russe avant d'être juif ou juif avant d'être russe, le débat peut se poursuivre dans un pays où, pour les besoins du passeport intérieur, il faut choisir entre les deux, mais il reste que les toiles de Chagall exposées au musée Pouchkine reflètent aussi bien l'âme russe, comme ces couples d'églises ou ce petit fichtu dans un coin de la *Promenade*, que l'âme

juive, comme ce *Juif rouge*, sur fond d'hébreu, de 1915.

Plus discrète mais intéressante aussi, une exposition du cubiste Aristarkh Lentoulov (1882-1943) s'est ouverte, le 17 septembre, à la Maison des artistes, sur les bords de la Moskova. Mort en Russie après avoir vécu à l'étranger, notamment en RFA, Lentoulov n'avait pas encore eu droit à une véritable reconnaissance publique, malgré une première tentative d'exposition de son œuvre en 1982, qui échoua « pour des raisons que l'on connaît », selon les termes pudiques d'un officiel soviétique.

SYLVIE KAUFMANN

(1) Elles proviennent de la collection de M^{me} Chagall, de sa fille Ida, de musées soviétiques et de collections du poète Andreï Voznessenski, de la ballerine Maja Pliskina, de la fille de l'écrivain Ehrenbourg.



Maison à Vitebsk. Eau-forte et points noirs. Paris. Bibliothèque nationale, Cabinet des Estampes.

Une lecture russe : entretien avec Sylvie Forestier

Sylvie Forestier est conservateur du musée Chagall à Nice, commissaire de l'exposition de Moscou pour la partie française, elle évoque ici sa genèse. Et les problèmes qu'elle soulève.

« Moscou fête le centenaire de Chagall. Qui a eu l'idée d'organiser une exposition là-bas ?

— Elle vient d'une amie de Mme Chagall. Mais les Soviétiques étaient demandeurs. Je pense que l'attitude du poète Andreï Voznessenski, qui a fait ouvertement l'éloge de Chagall et lui a dédié des œuvres, a été très positive. Celle de Mme Virina Antonova, la directrice du musée Pouchkine, où a lieu l'exposition, aussi.

— Comment ont été choisies les œuvres ?

— L'exposition participe des accords entre la Réunion des musées nationaux (RMN) et le ministère de la culture soviétique. En tant que conservatrice du musée Chagall de Nice, j'ai été nommée commissaire pour la partie française. Mme Antonova est venue en France et nous avons choisi les œuvres ensemble dans la collection personnelle de Mme

Chagall et dans celle de sa fille Ida. Dans la collection d'Ida, nous avons sélectionné onze tableaux, dont plusieurs très belles peintures de 1914 à 1916, et dans la collection de Vava — Mme Valentina Chagall, — une cinquantaine de peintures, en mettant l'accent sur la dernière période de 1981 à 1984.

— Et pour la partie soviétique ?

— La partie soviétique comprend des œuvres du musée de l'Ermitage à Leningrad et de la galerie Tretiakov, des musées de Vladivostok, Erivan et Pskov et de quelques collections privées. Ce sont des œuvres de jeunesse réalisées sur place, au moment du départ de Chagall. Cela représente quinze à vingt tableaux, des lithographies, quelques dessins, dont des croquis de 1920-1922 qui sont d'étonnantes sténographies de la vie quotidienne, et enfin une salle de gravures pour l'illustration des *Ames mortes* de Gogol.

— Est-ce que tous les Chagall des musées soviétiques sont montrés ?

— Cela, je l'ignore. Je sais seulement que les grandes peintures

a tempera qui avaient été réalisées pour le Théâtre d'art juif au tout début des années 20 sont toujours dans les réserves de la galerie Tretiakov. Elles doivent, m'a-t-on dit, être portées sur châssis et exposées dans une salle quand les travaux actuellement en cours dans la galerie seront terminés.

— Rien n'est venu de Vitebsk, la ville natale de Chagall, où, au moment de la révolution, il a été commissaire des beaux-arts ?

— Je ne sais pas si il reste grand-chose là-bas, je n'y suis pas allée. Certains prétendent que oui, mais Chagall disait lui-même qu'il n'y restait plus rien. En tout cas, on a parlé de la création d'un musée autour de sa maison natale, qui n'a pas souffert de la guerre et a été conservée. Mais cela, je crois, a été démenti depuis.

— Peut-on parler de dégel, Forestier ?

— Je ne sais pas si on peut parler de dégel, mais ce qui est certain, c'est que cette exposition est un grand événement pour les Soviétiques, bien qu'il y ait déjà eu une exposition Chagall à Moscou en 1973. En 1973, l'exposition

qui réunissait des œuvres prêtées ou données par Chagall ne pouvait être visitée que sur invitation. Cette fois, elle est ouverte au grand public. C'est d'ailleurs extraordinaire de voir les gens faire la queue à partir de 5 heures du matin pour pouvoir y entrer, sans d'ailleurs être sûrs de passer avant 3 heures de l'après-midi. Car le public n'est plus admis lorsque la limite de capacité d'accueil dans les salles est atteinte.

— Qui sont ces visiteurs ?

— Pas seulement des Moscovites. Des gens venus de partout, et même de provinces lointaines.

— Des étudiants ?

— Pas seulement.

— Connaissez-vous Chagall avant l'exposition ?

— L'intelligentsia et les étudiants oui, mais pas le grand public. Mais la manifestation a donné lieu à beaucoup d'articles dans la presse avant l'inauguration, et celle-ci a été très suivie par les médias, y compris la télévision.

— Mais je voudrais insister sur un point : c'est que l'exposition a

lien au musée Pouchkine, qui est le musée d'art occidental, et non à la galerie Tretiakov, qui est un musée d'art russe. Est-ce parce que la Tretiakov est en travaux ? Toujours est-il qu'il me paraît important que Chagall, qui a toujours été considéré comme un peintre russe, puisse être vu là où sont présentés Maïssa, Ganguin, Van Gogh et Picasso.

— Cela pourrait-il vouloir dire que les Soviétiques proposent une nouvelle lecture de Chagall ? Quelle lecture font-ils de son œuvre ?

— Une lecture nationaliste avant tout. Pour eux, c'est un artiste russe, qu'ils rattachent par exemple à Roerich, dont les sources et les thèmes sont ceux de la poésie russe, qu'ils situent dans la continuité des icônes. Ce qui n'est pas faux.

— Mais la culture juive ?

— C'est un aspect qu'ils occultent totalement.

— Et les rapports avec la peinture occidentale ?

— Les Soviétiques peuvent admettre la peinture occidentale du dix-neuvième siècle, mais pas

leurs artistes dans leurs rapports avec elle. Si on peut effectivement circuler librement au musée Pouchkine et à l'Ermitage, où sont exposés les chefs-d'œuvre de Cézanne, Picasso, Matisse, etc. des anciennes collections Tchekhovine et Morozov, par contre, au musée russe, les grandes avant-gardes sont toujours punies. Les académiques et le groupe des Ambulants y sont toujours à la place d'honneur.

— Après Chagall, les Soviétiques ont-ils l'intention d'exposer d'autres artistes du vingtième siècle, en collaboration avec des pays occidentaux ?

— C'est une question qui a été posée lors du vernissage. La réponse a été qu'il y avait eu Chagall en 1973 et maintenant, qu'il y avait eu Paris-Moscou, Morandi et Orozco. Quant à d'éventuels projets, rien n'a été précisé. Alors, signe d'ouverture ou pas, l'exposition Chagall ? Il me paraît très difficile d'en juger.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BRIERRE

L'indispensable Palladio

(Suite de la page 15.)

Le mot assez malencontreux de *riuso* (« réemploi ») avait été prononcé et le spectre d'un centre Beaumont bousculant Palladio a été aussitôt évoqué. Une belle bataille commençait. Mais les choses sont quelque peu différentes. Nous avons rencontré Renzo Piano. Avec une aisance et un charme qui n'ont rien de diaboliques, il expose comment il étudie deux interventions possibles, complètement distinctes. La nef de la Basilique ne peut en aucun cas être l'objet d'une « utilisation » permanente, malgré les armoiries de ciment dont on l'a dotée après la guerre (la place avait reçu des bombes en 1944) : le professeur R. Cervera a noté d'ailleurs des fissures sur les arcades méridionales. Il faudrait seulement qu'elle pût quatre ou cinq fois l'an (pas plus, jurent unanimement l'architecte et le conseil municipal) accueillir un concert, un spectacle, une manifestation... lors des Grands Jours de Vienne. Pour cela, il faut et il suffit, nous dit astucieusement Renzo Piano, de travailler avec les éléments « implacables » de l'architecture : lumière, son, circulation d'air, dont il est le spé-

liste. Les techniques modernes se mettront au service du « microclimat » de la vieille nef.

Quant aux bâtiments qui couvrent le flanc oriental du rectangle de pierre monumental et transparent de Palladio, ils sont entièrement à remanier. Tout le monde en convient. Ils abritent des services communs faciles à déplacer. C'est là que s'établira le centre culturel confortable qui pourra faire honneur à Vienne. C'est là aussi, dans cette opération de remodelage, qu'on attend de l'ingéniosité de Renzo Piano une solution intelligente, simple et moderne. Elle sera étudiée de près. Au fond, il serait grand temps que Vienne sorte un peu de la scène inertie qui la caractérise. Elle possède depuis treize ans un Centre d'études d'architecture qui, correctement installé, pourrait subvenir aux demandes multiples de l'information. Il s'établira dans un palais palladien rénové, au moment où sera réalisé le petit complexe de Renzo Piano au bord de la grand-place.

La question du *riuso* se pose pour l'*Olimpico* comme pour la Basilique : elle doit être résolue avec la même sévérité : quatre ou

cinq manifestations extraordinaires par an dans ce lieu privilégié, qu'il n'est plus question d'ouvrir de façon inconsidérée même aux visites. Nous sommes entrés dans une ère nouvelle de précautions, de discipline. Une restauration, réalisée par la surtendance sous la direction du Dott. Fernando Rigon, vient de s'achever. Pour marquer la reouverture des autres du théâtre qui a eu lieu le 12 septembre, on a présenté une exposition de portraits des membres anciens de l'Académie olympique, la confrérie au nom pompeux qui commandait Palladio ; et on a donné l'*Orestie* dans la version de Pasolini. Le face-à-face de la salle aux gradins fragiles et de la *frons scenae* peuplée de statues est plus fort, plus fascinant que jamais.

La restauration a permis plus d'une découverte : le fond de l'orchestre était mobile et pouvait s'élever au niveau de la scène. Sur les quarante-huit statues de la scène, quatorze portaient des signatures... La structure originale est mieux comprise, avec l'insertion irrésistible des « perspectives acroïères » dues au successeur de Palladio : Scamozzi. Un grand spécialiste, Liscio

Magagnato, récemment disparu, a laissé une étude qui, avec les compléments nécessaires, fournira sur l'*Olimpico* l'ouvrage de qualité qu'on attend.

Après du théâtre s'élève le palais Chiariacati, siège d'un musée autrefois poussiéreux, et en cours de rénovation. Il sera l'une des pièces d'un ensemble muséal, prévu depuis des années, dans les cloîtres aérés et agréables de l'ancien couvent tout proche de Santa Corona. Le projet remonte à 1980 : salles d'archéologie antique et médiévale, dépôt de fresques, laboratoire d'étude des enduits (*intonaci*) si importants pour l'Italie. Sous l'impulsion du maire, Antonio Corazza, l'entreprise devrait aboutir dans le même intervalle de temps, relativement court, qui est annoncé pour le centre culturel de la place et pour le siège de « Centro Palladio », devenu musée palladien avec l'étonnante collection de maquettes qui ont fait le tour du monde, il y a dix ans. Peut-être est-ce le nom « galvanique » de son architecte du *genius loci* qui insufflé à Vienne un dynamisme inattendu et prometteur.

ANDRÉ CHASTEL

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) — M^{me} Verenne
Ornement de la durée
Isadora Duncan, Ruth Saint-Denis, Adolphe Villany, Loïe Fuller
Photographies — Collection Auguste-Rodin
Tous les jours, sauf mardi, 10 h - 17 h, 30 SEPTEMBRE - 30 NOVEMBRE

GALERIE MEDICIS
21, place des Vosges, 75004 Paris
42-78-24-83
GENDRE
Acquisitions, jusqu'au 18 octobre
7 h - 11 h 30 h (dimanche compris)

30 septembre - 14 novembre
Francis Bacon
Peintures

Galerie Lelong
13-14, rue de Téhéran, Paris 8^e

GALERIE CALLEUX
136, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris — Tél. : 43-59-25-24
ASPECTS DE FRAGONARD
Peintures — Dessins — Estampes
du 23 septembre au 7 novembre

EXPOSITIONS

EUROPALIA : l'Autriche et la Belgique face à face

Démontrer
n'est
pas montrer

CRÉE en 1969 à l'initiative des Bruxellois du Palais des beaux-arts, Europalia invite tous les deux ans pendant l'automne, à Bruxelles et dans plusieurs villes du pays, un Etat européen à présenter son patrimoine culturel et artistique comme il l'entend. Ainsi la Belgique a-t-elle été, le temps de ce festival éphémère, en quelque cent cinquante manifestations (expositions, musique, cinéma, théâtre, littérature...), une scène pour l'Italie, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la France, la République fédérale d'Allemagne, la Belgique elle-même, la Grèce et l'Espagne.

Cette année, pour la première fois, et par besoin évident d'ouverture, c'est un pays non membre de la CEE qu'Europalia accueille : l'Autriche, encore elle. En une quarantaine d'expositions d'intérêt divers, dont plusieurs traitant de points d'histoire entre les deux pays,

comme ces hommages à Charles de Lorraine, qui fut de 1744 à 1780 gouverneur des Pays-Bas autrichiens. Ou encore l'exposition des « Trésors de la Toison d'or », l'ordre chevaleresque fondé à Bruges en 1430 par Philippe le Bon, duc de Bourgogne, et qu'il faut traverser coûte que coûte si l'on veut parvenir au « face-à-face » attendu. Lieu où s'organise la rencontre du passé et de l'aujourd'hui, l'exposition concoctée par Dieter Ronte pouvait conclure brillamment cet Europalia autrichien, qui souffre d'arriver si tard, quelle que soit la qualité des monographies consacrées à Klimt, Kokoschka, Schiele et Kubin, témoins de la Vienne apocalyptique, auxquelles il faut ajouter celle du plus autrichien des peintres d'aujourd'hui : Arnulf Rainer. Qui souffre un peu aussi de ne pouvoir ouvrir au public l'œuvre la plus achevée de la Sécession viennoise et qui justement se trouve à Bruxelles : le palais Stoclet bâti par Josef Hoffmann, dont les héritiers

n'acceptent même pas que l'on fasse des photographies récentes des décorations de Klimt.

Mais « Face à face », dont l'idée est intéressante, est une exposition raisée, qui, à vouloir cerner la spécificité autrichienne, en fait de la charpie. En huit chapitres. Successivement : le martyre, la croix, le rituel, la psyché, l'érotisme, l'extase, la fête et la musique, où, sans repères chronologiques, sont confrontées des œuvres du baroque au plus contemporain, sans qu'on puisse jamais être visuellement persuadé de la permanence des thèmes proposés, fussent-ils solidement défendus par le catalogue. Démontrer n'est pas montrer. Pour cela, il faut un doigté tout particulier, qui a fait défaut.

G. B.

★ FACE A FACE. Palais des beaux-arts de Bruxelles. Jusqu'au 16 décembre.

APRÈS la version vénitienne, viennoise, parisienne, new-yorkaise, c'est au tour de la Belgique de se mettre sur les rangs pour présenter l'œuvre des maîtres de la modernité viennoise, mais cette fois sous la forme de rétrospectives individuelles disséminées à travers tout le pays. Vienne à satiété, dites-vous ? Certes, le charme de la nouveauté est évanoui, mais après la révélation, la fascination, la jubilation de la découverte succède le plaisir plus intime, plus réfléchi du complément inédit, de l'éclairage différent, qui permettent de mieux comprendre, de nuancer, de réévaluer et surtout de mettre en perspective l'œuvre de ces grands artistes, si méconnus il y a peu.

On est ainsi amené à réviser une classification trop hâtive et à s'interroger sur des jugements à l'emporte-pièce qui prévalent encore : Klimt peintre symboliste, peintre de l'artifice qui, après quelques années de sécession, se complait dans un esthétisme compassé, tirant le portrait des dames de la haute société et peignant des paysages trop bien louchés ; Schiele, le météore de la peinture, l'artiste maudit et l'envers de Klimt ; Kokoschka enfin, le barbare, qui intervient comme un coup de cymbale dans un orchestre de chambre. Le grand mérite des rétrospectives de Belgique consacrées aux trois artistes est de mettre en question ou du moins d'infléchir sensiblement ces schémas trop simples.

L'exposition de l'œuvre de Klimt, présentée au palais des Beaux-Arts de Bruxelles à travers trente-sept peintures et soixante-dix-huit dessins propose une démonstration en trois temps : d'abord montrer la permanence du paysage dans l'œuvre, et ce dès 1900, c'est-à-dire parallèlement aux grandes compositions allégoriques, avec notamment les merveilleux *Grands Peupliers* de 1903, au ciel d'orage si contrasté ; ensuite montrer l'influence déterminante de la peinture française de Toulouse-Lautrec et de Sorel, mais surtout de Bonnard et de Matisse dans le changement de cap opéré par Klimt à partir de 1907, mutation qui, loin de signifier un renoncement, constitue un

deuxième souffle ou plutôt un troisième, après le cycle des tableaux sur fond or (1902-1907) absents ici pour cause de fragilité. Cette dernière période de Klimt marquée par un renouvellement complet de la palette et par la luminosité des coloris est représentée

notamment par l'extraordinaire *Bébé* de 1918, une des dernières œuvres laissées achevées où la tête de l'enfant émerge d'un amas de couvertures bigarrées, tableau qui anticipe presque sur l'abstraction informelle.

Troisième moment de cette démonstration : au très riche choix de dessins, avec notamment une superbe sélection de dessins érotiques des dernières années qu'on n'avait pas osé montrer à Beaubourg. La virtuosité juvénile a cédé le pas à un trait plus souple, plus frémissant ; ce qui intéresse désormais l'artiste, c'est le mouvement, la disposition des corps dans l'espace. Adieu donc la légende d'un Klimt vieillissant et embourgeoisé, à court d'inspiration, disqualifié par les deux jeunes pur-sang, Schiele et Kokoschka.

L'exposition Schiele, présentée au musée des Beaux-Arts de Charleroi, constitue à coup sûr la plus intéressante des manifestations. Si aucun chablon ne manque, on sent, si la place respective faite à l'œuvre graphique et à la peinture est équilibrée, la part du lion revient, à juste titre, aux œuvres du début (1910-1912) où par sa puissance expressive, son originalité radicale, Schiele a atteint d'emblée à vingt ans, un des sommets de l'art de ce siècle. Tension fébrile, déchirement, angoisse hurlée jusqu'à la folie à travers ces corps exsangues, désarticulés, mutilés, à travers ce trait électrique, sismographe de la révolte, du désarroi intérieur, mais aussi expression d'une formidable maîtrise technique qui va s'épanouir sous azimuts dans les années suivantes. Le trait devient plus dur, plus stylisé, plus géométrique, empreint d'un certain maniérisme entre 1913 et 1916, puis au contraire naturaliste en 1917-1918.

Quelques mois avant sa mort, Schiele amorçait un nouveau tournant, pleinement pictural cette fois, en donnant plus de rondeur, plus de plasticité aux formes. On a souvent accusé la

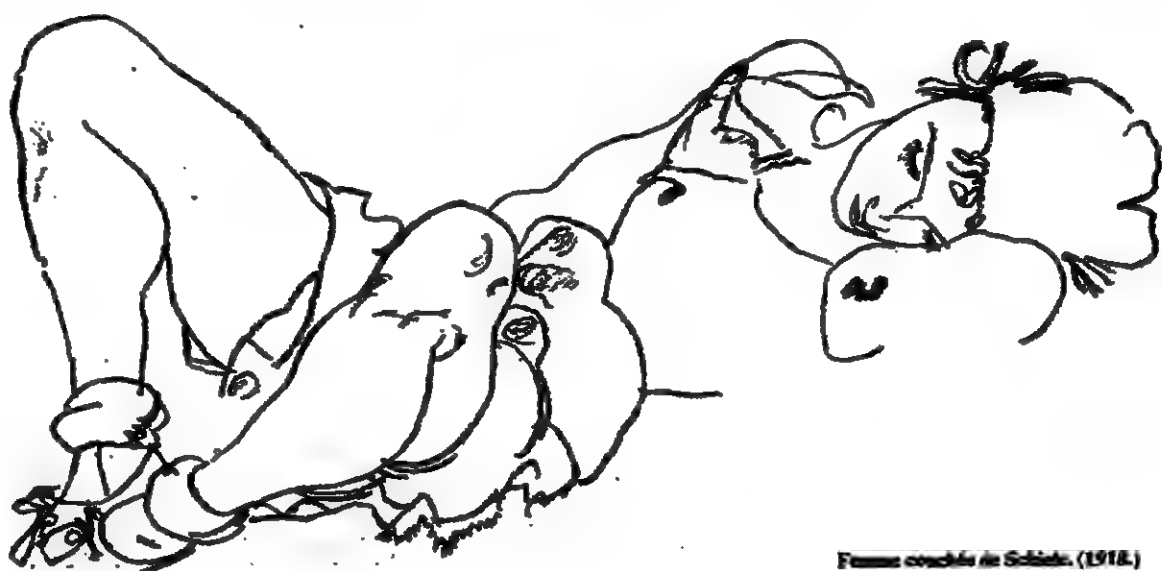
peinture de Schiele de n'être que coloriage, ne voulant rien que le dessinateur ; l'*Autoportrait en robe de chambre* de 1913 ou encore la *Jeune Mère* de 1914, par la subtilité du coloris, confirment la qualité du peintre. Si la violence initiale de l'artiste per-

manière maniérée et au Greco. Malheureusement, ensuite cela se dégrade très vite. Dès après 1918, Kokoschka va sombrer toujours davantage dans une peinture de paysage, dans un baroque bariolé, aux couleurs indigestes et à l'inspiration indi-

gente que ne saurait que quelques rares réussites. Quant aux peintures des années 50, 60, 70, tous genres confondus, il vaut mieux, par charité, ne rien en dire, sauf à les considérer comme une anticipation des « nouveaux fauves » des années 80, ce que nous susurreront les organisateurs en leur réservant de trop nombreuses salles.

Décidément, l'effondrement de l'Empire aura été fatal pour les artistes autrichiens. A l'encontre des peintres expressionnistes allemands, entre autres ceux du groupe *Die Brücke*, qui ont pratiqué une rupture totale avec l'art ancien tant par le choix des sujets que par la stridence des couleurs primaires, la peinture autrichienne du début du siècle, aussi radicale ait-elle été par son expressivité et sa tension intérieure, fait toujours implicitement référence, pour le meilleur et pour le pire, à l'art du passé avec qui elle poursuit un dialogue à travers les siècles. C'est sans doute par là qu'on peut saisir sa spécificité et son commun dénominateur. Tel l'*Angelus novus* de Paul Klee, symbole si cher à Walter Benjamin, l'art moderne en Autriche avance le visage tourné vers le passé, le regard emblu de nostalgie.

YVES KOBRY.



Femme couchée de Schiele. (1918.)

CRETE
Maison des Arts

RENDEZ-VOUS AVEC

10 oct. - 6 nov. - **MULLER - LA MISSION**

Théâtre Varia de Bruxelles

Mise en scène Marcel Delval / Michel Dezoteux

27.29.31 oct. - **VERDI - OTELLO**

Opéra de Nancy - Orchestre National de l'Île-de-France

Mise en scène Maguy Marin

Direction musicale Jérôme Kaltenbach

6 nov. - 13 déc. - **MOLIÈRE - DON JUAN**

Comédie de Genève

Mise en scène Benno Besson

13.14.15 nov. - **LABOU TANSI**

MOI, VEUVE DE L'EMPIRE

Mise en scène Michel Rostain / Sony Labou Tansi

RENSEIGNEMENTS : 48.99.94.50

MC 93 BOBIGNY
48311145

Niels Arestrup
Marie Carré

Benis Lavant
Michelle Marquais



Le Bateau de la Mort
David Mueller dans Peter Claus
13 OCT. 15 NOV.

DANCE

A BONNE MENTS
THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE
9, rue Geoffroy-L'Assier
75004 PARIS
42.74.44.22

4^e SAISON du THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

THEATRE NATIONAL
COLOMBES

UN NOUVEAU THEATRE DANS PARIS SAISON INAUGURALE

LORCA

LE PUBLIC (révisé) max. 1000 places

COPI

UNE VISITE INOUPORTUNE max. 1000 places

ARRABAL

LA TRAVERSEE DE L'EMPIRE max. 1000 places

IONESCO

LES CHAISES max. 1000 places

BOURDET

L'AUDITION (révisé) max. 1000 places

HOFMANN

LE CHEVAL DE BALANCE max. 1000 places

Métra Carrière
15 rue Maitre-Brun Paris 20^e
tel. 43 66 43 60
abonnez-vous maintenant

Suivez gratuitement le programme
abonnement en ligne au Théâtre National de la Colline 25, rue Maitre-Brun

Nom

Adresse

سكنيا من الامم

SAVACHE
LIDO

Conviez vos amis au Lido
et saisissez le champagne avec le monde entier.

20 h : dîner dansant, champagne et revue : 495 F.
22 h 15 et 0 h 30 : champagne et revue : 340 F.
Service compris.

116 bis, Champs-Élysées. Tél. : (1) 45.63.11.61 et agences.

JAZZ
4^{ème} Festival de Jazz
de Marne-la-Vallée
du 1^{er} au 11 octobre
organisé par le Centre d'Art et de Culture
loc. 3 FNAC - 6005 6487

FRANCIS LOCKWOOD TRIO
MAGGIE NICHOLS - STEVE LODDER
BIG BAND FRANCO-ALLEMAND
+ L.F. JENNY CLARK + ALBERT
MANGELSDORFF + DANIEL HUMAIR
XAVIER COBO QUINTET
PAUL MOTIAN TRIO
STEVE HOUBEN - CHARLES LOOS
ERIC BARRET, HENRI TEXIER,
ALDO ROMANO + KENNY WHEELER
LA BANDE A BADAUT
DJOA
TRIO MOSALINI/BEYELMANN
CARATINI + ENSEMBLE ORCHESTRAL
DE HAUTE NORMANDIE
FACETTI VEGA + STEVE LACY

ARCANE V dans
"JOUERS DE JAZZ"
MARK DUCKET TRIO
HELEN MERRILL
GORDON BECK + STEVE LACY
TRIO BRAVO
PIERRE BLANCHARD MONET
VIENNA ART ORCHESTRA
BRICE KAPEL
LUTHER ALLISON GROUP
MAHLATHINI MAKHINDE
+ MAHOUTELLA QUEENS
+ AMASWAZI ERVELO
DEE DUE BRIDGEWATER

SICOVAM
SARIS

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAL 45.45.49.77

UN HOMME QUI SAVAIT
EMMANUEL BOVE
adaptation Anne-Marie KRAEMER mise en scène Jacques KRAEMER

Anne-Marie Kraemer restitue avec subtilité un jeu féroc. La mise en scène nous emporte dans une atmosphère d'angoisse et de cruauté. **QUOTIDIEN DE PARIS**, Christine Comba, juste et nette, grande présence d'Éléonore Hirt, Denis Manuel remarquable. **LE MATIN**, Jacques Kraemer excelle à pianoter sur ce diabolisme gris des vies tranquilles, implacable et discrète corrida. **L'ÉVÉNEMENT DU JOUR**.

6 octobre 15 novembre

LA LOCANDIERA
Carlo Goldoni
Adaptation : Jean-Louis CURTIS
Mise en scène : **Alfredo ARIAS**
avec
Adriana Asti, Jean-Marc Bory, Christine Citti,
Michel Duchaussoy, Michel Guodin, Didier Guedj,
Liliane Rovère, Bernard Waver

THEATRE DE LA COMMUNE
Loc. 48346767 et FNAC

FUEGOS
Un film français réalisé par Alfredo Arias
au Cinéma L'ÉPÉE DE BOIS - 4337 5747

THEATRE DU SOLEIL

L'INDIADÉ
OU L'INDE
DE
LEURS REVES
D'HELENE CIXOUS

Cartoucherie 43.74.24.08 - 18h 30

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

ANTONIN ARTAUD, Salle d'art graphique, 4^{ème} étage. Jusqu'au 11 octobre.

VINCENT CORPET, MARC DESGRANDCHAMPS, PIERRE MOIGNARD, FRANÇOIS PERRODIN, MARIE-FRANÇOISE POUTAYS, MICHEL VERJUX, Galeries contemporaines (rez-de-ch.). Jusqu'au 22 novembre.

DEUX ANS D'ACQUISITIONS DU CARNET DE LA PHOTOGRAPHIE AU MUSÉE NATIONAL D'ART MODERNE, Galerie du Forum (rez-de-ch.). Jusqu'au 26 octobre.

LE COURRIER DE L'UNESCO, Salle d'information, 1^{er} étage. Jusqu'au 5 octobre.

LIBERTÉS ET LIMITES : PORSCHE DESIGN, Galerie des Brèves du CCL. Jusqu'au 26 octobre.

RICHARD ROGERS MAGASINS D'USINES, SAINT-HERBAIN, FRANCE, Centre d'information du CCI (rez-de-ch.). Jusqu'au 19 octobre.

IL CORSO DEL COITELLO, Casa Calabrese, 1^{er} étage. Jusqu'au 5 octobre.

Musées

FRAGONARD, Galerie nationale du Grand Palais, avenue du Général Eisenhower (42-36-09-24). Jusqu'au 4 janvier 1988.

LE THÉÂTRE DE L'ŒIL DE JACQUES-LEON LARTIGUE, photographies en relief, Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-36-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

CHICAGO, NAISSANCE D'UNE MÉTROPOLE 1873-1922, Musée d'Orsay, quai d'Orsay (42-40-45-46). Du 3 octobre au 3 janvier.

LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'ARACIO, Jusqu'au 5 octobre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire quel des Tulleries, face au pont Royal (42-40-39-26). De 9 h à 17 h.

L'ESTAMPE EN FRANCE DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE, Bibliothèque nationale, galerie Mazarin et salle Montaigne, 58, rue de Richelieu. Jusqu'au 2 novembre.

IAN HAMILTON FINLAY, Galerie de l'Estampe contemporaine, 4, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs (47-03-31-13). Sauf le dimanche (47-03-31-13). Sauf le dimanche de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 octobre.

ORNEMENT DE LA DURÉE, Musée d'Orsay, quai d'Orsay (47-03-31-13). Jusqu'au 30 novembre.

RARES AFFICHES 1980 des collections du musée. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 9 novembre.

TREASURES DU TIBET, région autonome du Tibet-Chine. Musée national d'histoire naturelle, Galerie de botanique, 18, rue Buffon (43-36-14-41). Entrée : 25 F. De 11 h à 18 h 30 ; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 31 octobre.

NATALIA DUMITRESCO-ALEXANDRE STRATI, Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli. Entrée : 18 F. Jusqu'au 18 octobre, de 12 h 30 à 18 h. (Fermé lundi et mardi).

ANCIEN PÉROU : vie, pouvoir et mort. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (45-33-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'en janvier 1988.

BORNAGE À CHRISTIAN BOUR, 1947-1987. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-33-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Tarif réduit : 18 F. Jusqu'au 6 octobre.

ARCHITECTURE À DÉCOUVRIR, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). Jusqu'au 31 octobre.

LE SACRÉ : À PROPOS D'UN MILLÉNAIRE, 987-1987. Hôtel de Sully, Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 12 octobre.

ESPACE FRANÇAIS, Visions & Aménagements, XVI^e, début XIX^e siècle. Hôtel de Rohan, 87, rue de la Vierge. Sauf mardi. Jusqu'au 4 janvier.

FIGURES D'UN TEMPS : LA 1^{re} RÉPUBLIQUE, Musée Hérobert, 83, rue du Cherche-Midi (42-22-23-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h ; le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

ÉLÉPHANTILLAGE, Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

LA LUMIÈRE DÉMASQUÉE, Jusqu'au 2 novembre ; gravure et imprimerie.

du bois en laurier, Jusqu'au 25 octobre. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Lièvre (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; samedi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

MARC ALLEGRET : CARNETS DU CONGO, Musée des Arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (45-33-16-00) et ALGERIE, EXPRESSIONS MULTIPLES. Jusqu'au 4 janvier 1988.

ADALBERTO MECARELLI : Entre ombre et lumière. Galerie expérimentale, Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Lièvre (42-41-33-88). Jusqu'au 24 octobre.

Centres culturels

COREU VU PAR, Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dimanche et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.

L'ESPRIT NOUVEAU, 1920-1925. Centre culturel musée, salle des Arbalétriers, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Jusqu'au 31 octobre.

RETROSPECTIVE DE L'ARCHITECTE HELMUT JAHN, Paris Art Center, 14, rue Falguière (42-22-34-47). Jusqu'au 5 décembre.

PRÉVERT, PORTE POUR TOUS LES AGES, Maison de la poésie (42-36-27-33), 101, rue Rambuteau. Entrée libre tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 27 décembre.

JEUNE SCULPTURE 87/2, Port d'Orsay (45-42-59-15). Tous les jours, sauf le mardi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

ETHIOPIA, VESTIGES DE GLOIRE, Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (43-00-01-50). Jusqu'au 10 octobre.

SCÉNARIOS AU BAUHAUS, Centre-jeunesse, 31, rue de Condé (43-26-09-21). Jusqu'au 16 octobre.

LE VENT DU NORD IV, Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-03-45-99). Jusqu'au 18 octobre.

ANDRÉ MASSON, AUTOMATISMES, Du dessin à la peinture, Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne. Jusqu'au 18 octobre.

LE DÉCOR DES BOUTIQUES PARISIENNES, Musée de l'XV^e arrondissement, 31, rue Périer (42-72-93-41). Jusqu'au 28 octobre.

CHENIAKIN, Trizone de Bagatelle, Bois de Boulogne. Tous les jours de 11 h à 18 h (42-76-46-61). Jusqu'au 1^{er} novembre.

BIENNALE DU BIJOU PRÉCIEUX/SEMI-PRÉCIEUX, Bibliothèque nationale, Rotonde Colbert, 4, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs (47-03-31-13). Sauf le dimanche (47-03-31-13). Sauf le dimanche de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 octobre.

LES GRANDES GARES PARISIENNES AU XIX^e SIÈCLE, Musée de l'XV^e arrondissement, 72, rue du Faubourg-Montmartre. Jusqu'au 1^{er} novembre.

LES MASQUES DE DIEU, Galerie NIKKI DIANA MARQUARDT, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 24 octobre.

TRAVAUX SUR PAPIER 1907-1987, Galerie Alain Guérin, 28 bis, boulevard Sébastopol (42-71-43-65). Jusqu'au 17 octobre.

BUNG RANNOU, ALAIN LEONESI, Galerie L'Altre du Verseau, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-86-40). Jusqu'au 14 octobre.

LE COMMANDANT PUJO DANS TOUS SES ÉTATS, Galerie Michèle Chomene, 24, rue Beaumont (42-78-05-62). Jusqu'au 4 novembre.

JOHN ARMLEDER, PASCAL CONVERT, FORTUNY/UBRIEN, IFF, Galerie Alain Guérin, 28 bis, boulevard Sébastopol (42-71-43-65). Jusqu'au 17 octobre.

ABRAHAM DAVID CHRISTIAN, Galerie Philippe Castin, 13, rue Chapou (48-04-00-34). Jusqu'au 24 octobre.

JEAN-MICHEL ALBEROLA, Galerie Daniel Tompon, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 17 octobre.

MANUEL AMORIM, Média Art, Aline Vidal, 55, rue Didot (45-43-42-69). Jusqu'au 18 novembre.

ANDRÉ ARBUS, Galerie Eric-Philippe, 25, rue Véro-Dodat (42-33-28-26). Jusqu'au 18 novembre.

SHAH ARMAJANI, Galerie Christine Huet, 5 bis, rue des Harpocrates (48-67-00-81). Jusqu'au 22 octobre.

HUGUETTE ARTHUR-BERTRAND, Galerie d'art contemporain, 13, rue Mazurine (42-25-90-84). Jusqu'au 31 octobre.

JAMES CORNARD, Librairie-Galerie Biffure, 44, rue Vieille-du-Temple (42-71-73-32). Jusqu'au 14 octobre.

LE CORBUSIER, 1986-1988, Galerie Dumas-René, 196, bd St-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 14 novembre.

ALAN DAVIE, Galerie Louis Carré, 10, avenue de Mexico (43-62-57-07). Jusqu'au 17 octobre.

ROSA DEWEZ SANCHEZ : « Chasse aux félins », Galerie Charles-Chevallier, 27, rue de la Ferronnerie (45-08-58-63).

PHILIPPE DUFOUR, Galerie Guiraud-Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 31 octobre.

JEAN EDELMANN, Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Perrand (45-48-84-28). Jusqu'au 31 octobre.

IAN HAMILTON FINLAY, Pastels, Galerie Claire Barres, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-00). Jusqu'au 9 novembre.

GUNTHER FORG, Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-33-77). Jusqu'au 13 octobre.

ASPECTS DE FRAGONARD, Peintures, dessins, estampes, Galerie Cailliet, 14, rue du Fig-Saint-Honoré (43-59-25-24). Jusqu'au 7 novembre.

GÉRARD GAROUSTE : « Hors du cadre », Galerie Liliane & Michel Durand-Ducourt, 3, rue des Harpocrates (42-77-63-60). Jusqu'au 24 octobre.

GOLUB, Galerie Darthez S. Peyer, 6, rue J. Calot (43-54-78-41). Jusqu'au 1^{er} novembre.

JEAN-PIERRE JOUFFROY : Le signe du corps, Galerie Michèle Broutin, 31, rue des Bergères (43-77-93-71). Jusqu'au 12 novembre.

LOUIS LATAPPE : Grande synthèse 1898-1978, Galerie Bernard Davignon, 76, rue Vieille-du-Temple (44-04-32-50). Jusqu'au 20 octobre.

JOEL KERMARREC, Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 10 octobre.

MOSSE KUPFERMAN, Galerie Jaqueton, 85, rue Rambuteau (45-04-51-25). Jusqu'au 18 octobre.

ARNAUD LABELLE BOUX : « Le retour du canal Pégase à Paris », Galerie Lora Viny, 47, rue de Solferino (42-26-72-51). Jusqu'au 10 octobre.

SOL LEWITT : « Wall drawing », Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 24 octobre.

FRANÇOIS LIMERAT : « Papiers », Galerie Blaise, 30-32, rue de Lappe (42-73-34-81). Jusqu'au 31 octobre.

BONNAGE À MARFAING : Grande fresque, Galerie Arlet, 140, bd Haussmann (43-62-13-09). Jusqu'au 23 octobre. Gravures : Galerie Bire, 31, rue Jacob (42-60-25-30). Jusqu'au 31 octobre. Peintures : Galerie Bire, 46, rue de Valenciennes (42-96-96-57). Jusqu'au 31 octobre. Lavis : Galerie Erval, 16, rue de Solferino, 1, rue des Beaux-Arts (43-54-73-49). Jusqu'au 24 octobre.

MERO : « Grande œuvre 1938-1981 », Musée d'Art Moderne, 36, avenue Matisse (45-42-28-18). Jusqu'au 10 octobre.

OLIVIER O. OLIVIER (Pastels), Galerie Jean-Bruno, 23-25, rue Godefroid (43-26-85-51). Du 18 septembre au 31 octobre.

LOULOU PICASSO, Galerie du Jour - Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 17 octobre.

ROTELLA 1968-1987, Galerie Lavinia-Bastille, 27, rue de Clugny (47-00-85-18). Jusqu'au 31 octobre.

GEORGES BOURG, Galerie Paridol-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 17 octobre.

SOTO, Galerie Gilbert-Brownstone & Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21).

ROBERT STANLEY, Galerie Georges Laver, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 31 octobre.

RICHARD TUTTLE, Galerie Yves Lambert, 3, rue du Grand-Saint-Lazare (42-71-04-25). Jusqu'au 24 octobre.

BETTY WEISS FEEZEL, Galerie L'œil Sable, Cour Delapine, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 17 octobre.

LEON ZACK : « Œuvres de 1925-1979 », Galerie Prodis, 38, rue de Solferino (43-25-31-95). Jusqu'au 21 octobre.

En région parisienne
JOUVY-EN-JOSAS : Ian Hamilton Finlay, « Pour une révolution silencieuse », Éditions Péron, « Péronas 1983-1987 », Daniel Bodinet, « Un paysage », Fondation Carrière pour l'art contemporain, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Jusqu'au 12 décembre.

MONTEIRO, Dominique Labarre (Sculptures), Magist-Montreuil, 11, place Jules-Ferry (45-48-45-13). Jusqu'au 10 octobre.

JEAN-PIERRE JOUFFROY : Le signe du corps, Galerie Michèle Broutin, 31, rue des Bergères (43-77-93-71). Jusqu'au 12 novembre.

LOUIS LATAPPE : Grande synthèse 1898-1978, Galerie Bernard Davignon, 76, rue Vieille-du-Temple (44-04-32-50). Jusqu'au 20 octobre.

JOEL KERMARREC, Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 10 octobre.

MOSSE KUPFERMAN, Galerie Jaqueton, 85, rue Rambuteau (45-04-51-25). Jusqu'au 18 octobre.

ARNAUD LABELLE BOUX : « Le retour du canal Pégase à Paris », Galerie Lora Viny, 47, rue de Solferino (42-26-72-51). Jusqu'au 10 octobre.

SOL LEWITT : « Wall drawing », Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 24 octobre.

FRANÇOIS LIMERAT : « Papiers », Galerie Blaise, 30-32, rue de Lappe (42-73-34-81). Jusqu'au 31 octobre.

BONNAGE À MARFAING : Grande fresque, Galerie Arlet, 140, bd Haussmann (43-62-13-09). Jusqu'au 23 octobre. Gravures : Galerie Bire, 31, rue Jacob (42-60-25-30). Jusqu'au 31 octobre. Peintures : Galerie Bire, 46, rue de Valenciennes (42-96-96-57). Jusqu'au 31 octobre. Lavis : Galerie Erval, 16, rue de Solferino, 1, rue des Beaux-Arts (43-54-73-49). Jusqu'au 24 octobre.

MERO : « Grande œuvre 1938-1981 », Musée d'Art Moderne, 36, avenue Matisse (45-42-28-18). Jusqu'au 10 octobre.

OLIVIER O. OLIVIER (Pastels), Galerie Jean-Bruno, 23-25, rue Godefroid (43-26-85-51). Du 18 septembre au 31 octobre.

LOULOU PICASSO, Galerie du Jour - Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 17 octobre.

ROTELLA 1968-1987, Galerie Lavinia-Bastille, 27, rue de Clugny (47-00-85-18). Jusqu'au 31 octobre.

GEORGES BOURG, Galerie Paridol-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 17 octobre.

SOTO, Galerie Gilbert-Brownstone & Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21).

ROBERT STANLEY, Galerie Georges Laver, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 31 octobre.

RICHARD TUTTLE, Galerie Yves Lambert, 3, rue du Grand-Saint-Lazare (42-71-04-25). Jusqu'au 24 octobre.

BETTY WEISS FEEZEL, Galerie L'œil Sable, Cour Delapine, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 17 octobre.

LEON ZACK : « Œuvres de 1925-1979 », Galerie Prodis, 38, rue de Solferino (43-25-31-95). Jusqu'au 21 octobre.

En région parisienne
JOUVY-EN-JOSAS : Ian Hamilton Finlay, « Pour une révolution silencieuse », Éditions Péron, « Péronas 1983-1987 », Daniel Bodinet, « Un paysage », Fondation Carrière pour l'art contemporain, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Jusqu'au 12 décembre.

MONTEIRO, Dominique Labarre (Sculptures), Magist-Montreuil, 11, place Jules-Ferry (45-48-45-13). Jusqu'au 10 octobre.

NEUILLY-SUR-MARNE, Les Méduses, Musée de l'Ancre, château de la Ferté, 39, avenue du général-de-Gaulle (43-09-67-73). Du 26 septembre 1987 au 14 février 1988.

FONTAINE, Georges Manzana-Pissarro, Musée Pissarro, 17, rue du Château (30-32-06-75). Jusqu'au 22 novembre.

Émile Gilli (sculptures & dessins), Musée Thot Delacour, 4, rue Lemoine (30-34-02-40). Jusqu'au 22 novembre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE : « La Grande œuvre », Village de potiers gallo-romains. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Jusqu'au 14 décembre.

En province
ANGERS, Vieira de Silva, Arpad Szenes, Théâtre d'Angers, 12, place Imbach. Jusqu'au 31 octobre.

ARRAS : « Du construit à la lecture », Galerie 30 (1975-1987) : Centre culturel Nord, 3, rue des Capucins (21-71-30-12). Jusqu'au 8 novembre.

BEAUVILLE, Hommage de l'Œuvre à Carot. Musée départemental de l'Œuvre, ancienne palais épiscopal (44-84-37-37). Jusqu'au 30 novembre.

BEAUMONT, La pièce populaire dans le Poitou, de sainte Apolline à saint Sébastien. Musée départemental des arts et médi-

BOURG-EN-BRESSE, Collections égyptiennes du musée de Rouen, Musée de Brest, salle capitulaire, 63, bd de Brest (74-22-22-31). Jusqu'au 31 octobre.

BRIVE, Salons d'automne. Théâtre municipal. Jusqu'au 3 novembre.

CAEN, Symbolisme et botanique : la rose cachée des tableaux de fleurs en dix-septième siècle. Musée des beaux-arts, rue des Fossés-du-Château (31-83-24-43). Jusqu'au 26 octobre. Georg Baselitz « collage » : Abbaye aux Dames de Caen. Jusqu'au 23 octobre.

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LYNDIADE, Carroussel du Soleil (43-74-24-08), 18 h 30 (30).

MAILLOT Moderne (48-74-16-82), 21 h (30).

LA BATAILLE DE CHAILLOT, Confluences (43-37-71-05), 20 h 30 (30).

CANDALEIRA, Cité, Grande salle (45-89-38-69), 20 h 30 (1).

SYLVIE JULY, Tristan Bernard (45-72-47-17), 20 h 30 (1).

LINE CHAMBERE SUR LA DORDOGNE, Hébertot (43-87-23-23), 20 h 30 (2).

BAROUF A CHIOGGIA, Cité, Galerie (45-89-38-69), 20 h 30 (2).

BERENICE, Cité, Ressort (45-89-38-69), 20 h 30 (2).

BAAL, Théâtre de la Ville (43-74-22-77), 20 h 45 (2) en alternance avec **LA JUNGLE DES VILLES** (3).

POULES AU JARDIN, Jardin des Abbesses (42-62-40-93), 20 h (3).

QANI, Saint-Quentin-en-Yvelines, Palais (30-62-82-82), 21 h (3).

KEENE MEDE, Poche (45-48-93-97), 20 h 45 (3).

LA CONJECTURE DE BABEL, Saint-Denis, TGP (42-43-00-59), 20 h 30 (5).

EN FAMILLE, Théâtre de Marais (42-78-03-53), 20 h 30 (7).

BAMERINO, Café de la Danse (43-57-03-27), 20 h (6).

LA PETITE CHATTE EST MORTÉ, Gaveau (43-53-20-30), 19 h (6).

LARRY SEAGRAM, Arles (45-58-17-20), 20 h 15 (6).

DON JUAN, Rond-Point (42-56-60-70), 20 h 30 (6).

LA LOCANDIERA, Aubervilliers, Communauté (48-34-67-67), 20 h 30 (6).

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

Les autres salles

AMANDIERS (43-66-42-17), le 30 20 h 30 : Je ne demande qu'un chose... (D. de L.).

ANTOINE (42-08-77-71), (D. de L.), 20 h 45, S. 21 h, D. 15 h 30, Sam. 18 h et 20 h 45 : La Troupe.

ARCANE (43-36-19-70), (J.), 20 h 30 : L'Amant (dern. le 7).

ARTS-HÉBERTOT (48-73-23-23), 21 h, Sam. 17 h et 21 h, Dim. 15 h : Une éducation sur la Dordogne (à partir du 2).

ATELIER (46-06-49-34), (D. de L.), 21 h, mat. D. 15 h : Le Rêve de la servante Zerkine.

BASTILLE (43-57-42-14), (D. de L.), 20 h, dim. 15 h 30 : Hypocrite (D. de L.), 21 h, D. 17 h : Myriam (D. de L.).

BOUFFES DU WOOD (48-04-74-77), (D. de L.), 20 h 30, mat. D. 16 h : Don Juan.

BOUFFES-PARISIENS (43-96-40-34), (D. de L.), 20 h 45, S. 18 h et 21 h 30, mat. D. 15 h 30 : L'Étoile contrainte.

CARTE DE LA DANSE (43-57-03-35), 22 h : La Petite Reine des parcs de bois ; 20 h : Bouillabaisse (à partir du 6).

CARTE DE LA GARE (43-78-52-51), (D. de L.), 20 h 15 : Bien déguisé autour des orilles ; 22 h : Durec.

CARTOUCHE DE VINCENTINES, Tempête (43-36-36-36), (J., V., S.), 20 h 30, D. 16 h : Aller-retour, Théâtre de la Gare (43-74-24-08) (mat. J., V., S.), 18 h 30 : D. 15 h 30 : L'Indiano ou l'Inde de la nuit.

CHATEAU ROUGE (39-54-10-68), 20 h 30 : Maman les petits batons (dern. le 3).

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Grand Théâtre (D. de L., mat.), 20 h 30 : Il Claudio ou le Philopote fest. Galerie (D. de L.), 20 h 30 : Baroni à Chingita (à partir du 2). La Remorque (D. de L.), 20 h 30 : Révérence (à partir du 2).

COMÉDIE-CALMARTIN (47-42-43-41), (D. de L.), 21 h, D. 15 h 30 : Revue pour dormir à l'Élysée.

COMÉDIE DE PARIS (42-41-00-11), (S. D. de L.), 21 h, S. 19 h 30 et 21 h 30, D. 15 h 30 : Pail de carotte.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-06-24), (D. de L.), 20 h 30, D. 15 h 30 : Fleur de cactus.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (47-00-19-31), (D. de L.), 20 h 30, D. 17 h 30 : Le Misanthrope.

DAUNOU (43-61-49-14), (mat. D. de L.), 21 h, D. 15 h 30 : Monsieur Mouton.

DIX HEURES (42-64-35-90), (D. de L.), 20 h 15, D. 16 h : Col son ; 22 h 15 : Maman.

EDGAR (43-20-85-11), (D.), 20 h 15 : les Babes d'été, 22 h : S. 21 h 30 : Neuf ou dix ou onze ou douze ou treize.

ÉDOUARD VII/SACHA GUITRY (47-42-57-49), (S. D. de L.), 20 h 30, S. 18 h 30 et 21 h 30, D. 15 h 30 : les Jeux de l'Amour et du hasard.

ESPACE CARDIN (42-66-17-81), (D. de L.), 20 h 30 : Normal Heart.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19), (D. de L.), 22 h : D. 15 h 45 : la Douceur (dern. le 4) ; 21 h, D. 14 h : Finis la marelle, (dern. le 4).

FOUNDATION DEUTSCH DE LA MEUKRIE (47-78-70-88), 21 h : les Premiers mots.

FONTAINE (43-74-44-40), (S. de L.), 21 h, S. 20 h, 22 h : An secours, tout va bien ; les Inconnus.

GAITE-MONTMARTRE (43-22-16-18), (D. de L.), 21 h, S. 18 h 30 et 21 h 15 : l'Éloignement.

GALERIE 23 (43-26-63-51), (D. de L.), 21 h : Brezgal (en anglais).

GAREAU (43-62-20-30), (D. de L.), 19 h, Sam. 15 h 30 : La petite chatte est morte (à partir du 6).

GRAND EDGAR (43-20-80-09), L. : (D.) 20 h 15 : Pail de carottes ; II. (D.) 22 h : Cimetière.

GRÉVIN (42-46-84-47), (D. de L.), 21 h : les Trois Jeanne/Arthur.

GUICHET-MONTMARTRE (43-27-88-61), (D. de L.), 19 h 30, D. 15 h : la Lutte aux rebais ; 21 h : Fragments ; 22 h 15 : Égarement.

GYMNASE (42-46-79-79), (D. de L.), 20 h 30, D. 15 h : Madame Sans-Gêne.

HUCHETTE (43-26-38-99), (D.), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 :

la Légende ; 22 h 30 : Lettre d'une inconnue.

JARDIN DES ARBRESSES (42-62-40-93), 20 h, Dim. 16 h : Folies au jardin 1890 (à partir du 3).

KIRON (43-73-50-25), 19 h, Dim. 18 h 30 : Les motifs des ravins sont douces à se dépailler ; 21 h : l'Homme Job (dern. le 3).

LA BRUYÈRE (48-74-76-99), (D. de L.), 21 h, Dim. 15 h : Première jeunesse.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), (D. de L.), 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : le Miroir féminin ; II. 20 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : l'Architecte.

MADRIENNE (42-65-07-09), (D. de L.), 21 h, S. 18 h et 21 h, D. 15 h 30 : les Pieds dans l'eau (à partir du 22).

MAISON DES CULTURES DU MONDE (44-44-72-30), 20 h 30 : la Grande Faim (dern. le 4).

MARIGNY (42-56-04-41), (D. de L.), 20 h, mat. D. 15 h : Kean. Petite salle (42-25-20-74), (D. de L.), 21 h, S. 18 h et 21 h, D. 15 h : la Menteuse.

MATEFURIE (42-56-04-41), (D. de L.), 20 h 30, D. 15 h 30 : l'Idiot (à partir du 29).

MICHEL (42-45-35-02), (D. de L.), 21 h 45, S. 18 h 45 et 21 h 40, D. 15 h 30 : Proust pour six.

MICHOUDÈRE (47-42-95-22), (D. de L.), 20 h 30, S. 18 h 30, 21 h 30 : Double mixte.

MODERNE (48-74-16-82), (D. de L.), 18 h 30, L. 20 h 30 : Hamlet ; (D. de L.), 21 h, Dim. 16 h : J. Mailhot.

MOGADOR (42-45-45-30), (D. de L.), 20 h 30, D. 15 h 30 : Cabaret.

MONTMARTRE (43-22-77-74), Grande salle, (D. de L.), 21 h, mat. 18 h 30 et 21 h 15, mat. D. 15 h 30 : Autres horizons. Petite salle (D. de L.), 21 h, D. 15 h 30 : C'était hier.

NOUVEAUTES (47-70-52-76), (D. de L.), 20 h 30, S. 18 h 30 et 21 h 30 : Mais qui est qui ?

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99), (D. de L.), 20 h 45, Dim. 18 h 30 : Héro et gendarme.

ŒUVRE (48-74-47-36), (D. de L.), 21 h, D. 15 h : L'opéra de la biennale.

PALAS DES GLACES (46-07-49-93), (mat. D. de L.), 20 h 30, D. 15 h : Maman ; 18 h 30 : Kéol.

PALAS ROYAL (43-07-59-81), (D. de L.), 20 h 30, S. 17 h 30 et 21 h, D. 15 h : l'Hurtuberia.

PALAS DES SPORTS (48-28-40-10), mat. D. de L., 20 h 30, mat. 14 h ; D. 14 h et 17 h 30 ; S. 15 h : l'Affaire du coureur de Lyon.

PLAINE (43-30-15-65), (D. de L.), mat., 20 h 30, D. 17 h : la Chasse aux courtoises.

POCHE MONTMARTRE (45-48-92-97), (D. de L.), 19 h 30 : Variations sur un canard ; (D. de L.), 20 h 45, Dim. 15 h : Raison mère (à partir du 5).

POTINIERE (42-61-44-16), (D. de L.), 19 h, D. 17 h 30 : Madame de la carillonne ; 20 h 30 : D. 15 h : le Journal d'un curé de campagne.

RANGLAGE (42-68-64-44), (D. de L.), 20 h 30, D. 17 h : Bulle ; (D. de L.), 21 h, D. 20 h 30 : l'Indice cherché le Bronx.

RENAISSANCE (42-08-18-30), (D. de L.), 20 h 45, S. 18 h 45 et 21 h 30, D. 15 h 30 : Un jardin en désordre.

ROSEAU THÉÂTRE (42-71-30-20), (D. de L.), 20 h 30, Dim. 17 h : J. Williams.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), (D. de L.), 20 h 45, D. 15 h : les Sots de Laila.

SENTIER DES HALLES (43-36-57-27), (D. de L.), 20 h 30 : J'ai tout mon temps, où êtes-vous ?

THÉÂTRE DES CINQUANTE (43-35-38-81), (D.), 20 h 30 : Salen.

THÉÂTRE DE PARIS (48-74-16-82), (D. de L.), 20 h 30, D. 15 h 30 : Capitaine Procès.

THÉÂTRE DE PARIS-CENTRE (42-60-20-34), J., V., S., 21 h 15 : l'Amour trime.

THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS (43-36-00-02), (D. de L.), 21 h, Dim. 16 h 30 : l'Étonnante Famille Bronte.

THÉÂTRE DU BOND-POINT BARBAULT-RENAUD (43-56-70-80), (D. de L.), 21 h, D. 15 h : J.-J. Rousseau, (D. de L.), 18 h 30 : Voix de S. Beckett.

THÉÂTRE 14 (45-45-49-77), (D. de L.), 20 h 45, D. 17 h : l'Homme qui avait.

T. L. P. DEJAZET (43-74-20-30), (mat. D.), 21 h + S. 17 h, D. 15 h : la Méditerranée Prout à Paris.

TRISTAN-BERNARD (43-22-08-40), (D.) 19 h : Visions diaphanes.

TOURTOUR (46-57-82-48), (D. de L.), 19 h : Un cœur sous une soutane ; 20 h 30 : La soule-sol.

VARIÉTÉS (42-33-09-92), (D. de L.), 20 h 30, S. 17 h 30 et 21 h : C'est encore mieux l'après-midi.

En région parisienne

ANTONY, Théâtre Fémia-Général (46-66-02-74), le 6, 21 h : Mon pantalon est décoloré.

AUBERVILLIERS, Théâtre de la Communauté (48-34-67-67), (Dim. de L.), 20 h 30, Dim. 15 h : Le Locandier (à partir du 6).

AULNAY-SOUS-BOIS, Espace J.-Prévert (48-68-00-22), les 30, 1^{er}, 21 h : Modeste Canabilla.

BAGNEUX, Théâtre Victor-Hugo (46-63-10-54), les 2, 3, 20 h 30 ; le 4, 15 h : Rêve d'été ; les 5, 20 h 30 : l'Idiot.

BAGNOLET, ATEM (43-64-77-18), (Dim. de L.), 21 h, Dim. 17 h : Mobilier urbain (à partir du 7).

BEZONS, Théâtre (39-82-20-88), le 2, 21 h : l'Éducation comique.

CHARENTAY-MALAIREY, Maison de Charentay (46-60-82-28), les 1^{er}, 2 et 3, 20 h 30 ; le 4, 14 h 30 : Comme si j'étais mort, Parc de la Mairie, le 4, 15 h : Quotidien Simon (Black, Hamel, Gaud).

CHARENTAY, église (30-52-42-15), le 4, 20 h 45 : Océanographie (Vivard, Béli, Rosati, Harel).

CHICHY-VALENTIN, Théâtre de la République (48-24-44-16), J., 14 h ; V., S., 20 h 45 ; D. 15 h : Vierge.

COLOMBES, MIC-Théâtre (47-83-42-70), le 3, 20 h 30 : Le Feu.

ENGHIEN, Théâtre (34-12-90-00), le 2, 20 h 45 : Mauvaise conduite.

EVRY, Hézogone (64-97-30-31), le 3, 20 h 30 : Gidde.

FONTENAY-AUX-ROSES, Théâtre (46-61-30-03), le 3, 20 h 30 : F. Lemaire.

ISSY-LES-MOULINEAUX, Fabre (45-54-67-28), le 2, 21 h : Mano Negra et Chichine ; Théâtre (46-63-70-91), le 20 h 30 : F. Proust.

IVRY, Théâtre (46-70-21-35), (D. de L.), 21 h, Dim. 17 h : Les Libertins (dern. le 11). Chapeau près gare (46-86-3613), les 3, 4 à partir de 15 h : le Festival de la chanson française (G. Bernier, F. Furet, F. Lai, D. Lavoie).

LE VESINET, CAL (38-76-32-75), le 6, 21 h : Gidde.

LIAMOURS, église, le 3, 20 h 30 : Orchestre d'harmonie de la Garde républicaine.

LONGJumeau, théâtre (69-09-40-77), le 4, 17 h : Mon pantalon est décoloré.

MALAKOFF, théâtre 71 (46-55-43-45), le 3, 20 h 30 : Paris-Palermes ; le 3, 20 h 30 : F. Proust.

MANTES-LE-JAÏE, CC Brezons (39-20-43), le 3, 20 h 45 : Compagnie du Temps présent.

MELUN-SÉNART, Compagnie (64-88-69-11), le 3, 20 h 45 : Ensemble de Jean M. Proust.

NANTERRE, Théâtre des Amateurs (47-21-18-81), les 30, 2, 3, 6, 7, 20 h 30 ; Catherine de Hallbrun : le 5, 20 h 30 ; le 4, 17 h 30 : M. Nardone.

SAINT-DENIS, Théâtre G.-Philippe (43-00-59), les 5, 6, 20 h 30 : la Conquête de Babel (jusqu'au 27 oct.) - Basilique, le 6, 20 h 30 : Ensemble Ventes Fortunat (Célébration du millénaire catholique).

SARCELLES, Forum (34-19-54-30), le 6, 21 h : Orchestre national d'Île-de-France, dir. J. Mortier (Mouton, Haydn, Gounod).

SCEAUX, Gémmeux (46-60-05-44), le 3, 20 h 30 : Déesse parée ; le 2, 22 h 30 : E. Teller quartet - Orangerie (47-84-15-53), le 4, 11 h : Quotidien Woodstock - Théâtre Moutonier (39-50-71-18), les 2, 3, 21 h : les Brunes de Mouchette.

VILLEJUIF, Théâtre R.-Roland (47-26-15-02), le 2, 20 h 30 : Amélie ou Comte d'un déshonneur.

VILLEPREUX, CAT (30-56-22-12), le 3, 20 h 30 : Mauvaise conduite.

VILLENEUVE-LE-COMTE, église (64-25-77-90), le 3, 20 h 45 : Ensemble Francis Gaudin (Schumann, Berg, Liszt).

VINCENNES, Théâtre d'animation (43-65-44-41), J., V., 20 h 30 : l'Échelle.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h : La crémée des fous (du 1^{er} au 5) ; 22 h : l'Aspète de San Clemente et la Vierge Marie (1^{er} au 7).

PARIS EN VISITES

JEUDI 1^{er} OCTOBRE

« Deux heures dans le Marais, voie Royale (côté sud). De la place des Voies au quartier Saint-Paul et son « village » rénové », 13 h 45, sortie métro Saint-Paul (Prestige du Marais).

« L'île de la Cité. De la rue de la Barillerie à la rue de la Juiverie, évocation de François Villon et des vingt églises autour de Notre-Dame, via quai-d'Orléans et processions au Moyen Âge », 14 h 30, sortie métro Cité (Isabelle Haullier).

« Les hôtels et l'église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Pont-Marie (Présence du passé).

« Métiers et traditions au Musée des Compagnons Charpentiers à Saint-Germain-des-Près », 15 heures, sortie métro Mabillon (Paris et son histoire).

« L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du XIX^e siècle », 15 heures, devant l'entrée (Marion Raguenau).

« La bibliothèque de l'Assemblée », 14 h 30, métro Sully-Morland, sortie boulevard Henri-IV (ARS).

« Le symbolisme au musée d'Orsay », 13 heures (M^{me} Canet).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, entrée rue Lobau (Monuments historiques).

« Deux ans d'orfèvrerie chez Christofle », 15 heures, 8, rue Royale (Tourisme culturel).

« Les primitifs du cardinal Fesch de Giotto à Bellini », 12 heures et 15 heures, Louvre, pavillon de Flore, quai des Tuileries (M^{me} Adde).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Voies », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Cité d'artistes autour de Pigalle », 14 h 30, métro Blanche (Paris pittoresque et insolite).

CONFÉRENCES

Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, 18 h 30 : « Habitat et santé », avec Gilbert Altenbach (Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou).

8, rue de Valenciennes, 75007 Paris : « Situation et avenir de notre protection sociale : position du problème » avec Jacques Merand, inspecteur général de l'INSEE (Centre Varenne).

Cinéma-théâtre, 11, rue Jacques-Blinet : « La pierre et les arts de la couleur. La peinture murale de l'étrange Cappadocia », 15 heures, métro Malesherbes (Conférences de Simone Saint-Giron).

3, rue Rousselle, 75007 Paris : « Tunisie antique : le monde de Carthage », 14 h 30 : « Histoire du Mexique ancien », 19 heures (Arcos).

ACTUELLEMENT

“Un tel panache, une telle jubilation, qu'on se laisse ensorceler.”

PREMIÈRE

“Le père de Mad Max a réalisé un chef-d'œuvre.”

LE MONDE

LES SORCIÈRES D'EASTWICK

UN FILM DE GEORGE MILLER

“La jubilatoire performance de Jack Nicholson.”

LE MATIN

“Tout est beau dans ce conte tumultueux, violent, drôle et sexy!”

STARFIX

“Une fantasmagorie sensuelle, colorée, débridée et surtout comique!”

LE FIGARO

Collège - George V - Française - Rex - St-Leurs Pasquier - Montparnasse Pathé - Gaumont Parnasse - Hautes-Seines - Forum Halles - Gaumont Alésia - Gaumont Concorde - 14 Juillet Beaugrenelle - Faveux - Nations - Mayfair - UGC Gare de Lyon - Cloté Pathé - 14 Juillet Bastille - 3 Secrètes - Publicis St-Germain - Maillet - Galaxie - Impérial et périphérie.



JEAN-HUGUES ANGLADE NASTASSIA KINSKI MICHEL PICCOLI

Maladie d'Amour

JACQUES DERAY

DANIELE THOMPSON JEAN-CLAUDE BRILLY SOUAD AMIDOU ROMANO MUSUMARRA

هكذا من الأصل

CINEMA

LES SORCIERS D'EWING (A. v.o.) : Forum Horizon, 1^{er} (43-59-57-57) ; 14-Juillet-Odeon, 6 (43-23-59-83) ; Bretagne, 6 (43-22-57-97) ; Hautefeuille, 6 (43-33-79-38) ; Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; 14-Juillet-Beaugrande, 12 (43-75-79-79) ; Kinopanorama, 12 (43-06-50-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; Gaumont-Opéra, 2 (43-42-60-33) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont-Alésia, 13 (43-27-84-50) ; Gaumont-Convention, 13 (43-28-42-77) ; Palais-Wapler, 18 (43-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (43-36-10-96).

SOUL MAN (A. v.o.) : Gaumont-Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; V.I. : Miramar, 16 (43-20-89-51).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Gaumont-Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14-Juillet-Odeon, 6 (43-23-59-83) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Publicis-Champs-Élysées, 9 (43-20-76-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont-Alésia, 13 (43-27-84-50) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; 14-Juillet-Beaugrande, 12 (43-75-79-79) ; Palais-Chy, 18 (43-22-46-01).

SPINALE : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; UGC, 14 (43-39-52-43) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Images, 18 (43-22-46-01).

STAND BY ME (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-34-72-11) ; h.p.

LA STORIA (It. v.o.) : Temples, 3 (43-10-10-10) ; Utopia, 3 (43-26-94-55).

STRANGLER THAN PARADISE (A. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

TANDEM (Fr.) : Temples, 3 (43-10-10-10) ; Ermitage, 9 (43-53-16-16).

THE ASSAULT (Hol. v.o.) : Ermitage, 9 (43-53-16-16) ; Cinéma, 6 (43-33-10-30).

THE BIG EASY (A. v.o.) : Cinéma, 6 (43-33-10-30).

TRAVELLING AHEAD (Fr.) : St-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55).

372 LE MATIN (Fr.) : 14-Juillet-Paradis, 6 (43-23-59-83).

TUER N'EST PAS JOUER (Br. v.o.) : Forum Horizon, 1^{er} (43-59-57-57) ; UGC Odeon, 6 (43-23-59-83) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Normandie, 9 (43-63-16-16) ; George-V, 9 (43-59-19-08) ; Gaumont-Paradis, 14 (43-33-30-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; Montparnasse-Palé, 14 (43-20-76-23) ; Parantom-Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Galaxie, 13 (43-40-18-18) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; Convention-Saint-Charles, 15 (43-74-94-94) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Palais-Wapler, 18 (43-22-46-01) ; Secrétan, 19 (42-06-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20 (43-36-10-96).

LA VALLEE FANTOME (Sole.) : 14-Juillet-Paradis, 6 (43-23-59-83) ; UGC Odeon, 6 (43-23-59-83) ; UGC Champs-Élysées, 9 (43-20-76-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrande, 12 (43-75-79-79) ; V.I. : UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

WERTHER (Esp. v.o.) : Ladin, 6 (43-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-94-55) ; Danton, 6 (43-23-59-83) ; UGC Rondel, 6 (43-74-94-94) ; Marignan, 9 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 9 (43-23-20-40) ; V.I. Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-37-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (43-45-62-40) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 16 (43-20-89-51) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; Images, 18 (43-22-46-01).

WELCOME IN VIENNA (Autr. v.o.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

LE GUÉPARD (A. v.o.) : Rancagh, 16 (43-88-64-44).

REITLER, UNE CARRIÈRE (Aut. v.o.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

RIESENBERG (Aut. v.o.) : 14-Juillet-Odeon, 6 (43-23-59-83).

HUIT ET DEMI (It. v.o.) : Dancourt, 14 (43-21-41-01).

HIGHLANDER (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (43-54-46-83).

HORIZONS FÉDÉUS (A. v.o.) : 3 Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

JOUR DE FÊTE (Fr.) : Saint-Michel, 9 (43-26-79-17).

LETTRE D'UNE INCONNUE (Fr.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

LE LOCATAIRE (Fr.) : Utopia, 3 (43-26-94-55).

LUDWIG-VISCONTI (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; h.p.

MARY POPPINS (A. v.o.) : Napoléon, 17 (42-67-63-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.o.) : Cinéma-Saint-Germain, 6 (43-66-10-82).

MON ONCLE (Fr.) : Saint-Michel, 9 (43-26-79-17).

MR. SMITH AU SÉNAT (A. v.o.) : Reflet Logos, 3 (43-54-42-34).

LA NUIT DE L'IGUANE (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

LA POISSON (Fr.) : Gaumont-Halles, 1^{er} (43-26-94-55) ; UGC Convention, 13 (43-27-84-50) ; Reflet Médias, 9 (43-54-42-34) ; Ambassade, 9 (43-59-19-08).

PROVIDENCE (Br. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; h.p. Studio des Urulines, 5 (43-26-19-09).

QUINZE JOURS AILLEURS (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

RECHERCHE SUSAN, DÉSÉSPÉRÉMENT (A. v.o.) : Parantom-Opéra, 2 (47-42-60-33) ; h.p.

LA SÉPULCHRE DES AMBASSADEURS (A. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (43-71-71-71) ; h.p. Action Christine, 6 (43-29-11-30).

STORY WEATHER (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 3 (46-34-25-32).

THE SERVANT (A. v.o.) : Studio des Urulines, 5 (43-26-19-09).

UN ÉTÉ 42 (A. v.o.) : Champ, 5 (43-54-51-40).

UN HOMME DANS LA FOULE (A. v.o.) : Reflet Logos, 3 (43-54-42-34).

UN TRAMWAY NOMMÉ DESIR (A. v.o.) : Action Rive gauche, 5 (43-29-44-40).

LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : St-Michel, 9 (43-26-79-17).

LA VASSEAU FANTOME (A. v.o.) : Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Trois Bains, 6 (45-61-10-60).

VOI AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A. v.o.) : Studio des Urulines, 5 (43-26-19-09).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (43-54-46-83).

LES festivals

CHERS D'EXIL (A. v.o.) : Action Exiles, 9 (43-25-72-07) ; h.p. : Noblesse oblige ; jeu : De l'or au bar ; ven : L'homme au complet blanc ; sam : Tuer des dames ; lun : Whisky à Gogo ; mar : Trois dames et un œuf.

CINÉMA AMÉRICAIN (A. v.o.) : Action Rive gauche, 5 (43-29-44-40) ; mer, ven, dim, mar : Blanches colombes et Titine meurtrière ; jeu, sam, lun : Gaby le magnifique.

M. MONROE (A. v.o.) : Champ, 5 (43-54-51-40) ; mer, dim : Les Hommes préfèrent les blondes ; ven : Chérie je ne sens rien ; jeu, sam, mar : Sept ans de

Dimanche 11 octobre, 21 h - SALLE PLEYEL

PRESTIGE DE LA MUSIQUE - CONCERT EXCEPTIONNEL

RÉCITAL DIETRICH FISCHER-DIESKAU

HARTMUT HOLL, piano

SCHUMANN

En co-production avec le Nouveau Théâtre Moutier

SAMEDI 10 OCTOBRE, à 20 h 30

Eglise Saint-Eustache

Mstislav ROSTROPOVITCH

J.-S. BACH : trois suites pour violoncelle solo

180 F (places numérotées), 100 F, réd. 75 F

Renseignements : 42-77-19-90

Le Monde

sur minitel

CINEMA

PARIS-PROVINCE

Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires.

36.15 TAPEZ LEMONDE

réflexion : lun. Comment épouser un milliardaire.

Le projet sur les juges d'instruction

Course d'obstacles pour une réforme contestée

Le garde des sceaux, M. Alain Chalon, a présenté à la presse, mardi 29 septembre, son projet de budget pour l'année 1988 : avec une enveloppe de 14 milliards de francs, les crédits de la justice augmentent de 10,27 % (le Monde du 17 septembre). La priorité porte, bien entendu, sur la construction de nouvelles prisons. Les entreprises lauréates devraient être connues à la mi-décembre, et les travaux pourraient commencer en février.

Le ministre de la justice a surtout longuement évoqué ce qu'il appelle « l'alignement de la justice » et les orientations de son projet de

réforme de l'instruction, dont il avait, la veille, ébauché les grandes lignes sur TF 1 (le Monde du 29 septembre). Ainsi, dit-il, par le souci de réduire le nombre de détentions provisoires, le ministre veut aménager considérablement le pouvoir des juges d'instruction. Le projet, qui doit être présenté à la session d'automne du Parlement, n'est pas encore prêt, assure-t-on à la chancellerie. Il provoque pourtant, déjà, une vive polémique au sein du monde judiciaire où l'on craint, notamment, qu'il n'ait pour véritable objectif de mieux contrôler des juges à l'indépendance parfois gênante.

Comme le prévoit la loi « sécurité et liberté », cette chambre dispose d'un pouvoir dit d'« évocation ». Contrôle régulièrement les actes de l'instruction, la chambre, si elle devait constater la « carence » d'un juge d'instruction, pourrait, six mois après l'ouverture d'une information, désigner le juge d'instruction, se substituer à lui ou désigner un autre magistrat instructeur. M. Chalon n'a pas précisé les critères de cette « carence ».

« 3. - Les magistrats de fin de carrière ne pourraient accéder à l'instruction. Ils devraient en effet attendre sept ans et l'inscription sur la liste d'aptitude pour pouvoir prétendre aux fonctions de magistrat instructeur. « On ne confie pas une greffe du cœur à quelqu'un qui débute en chirurgie », se plaît à dire M. Chalon.

Quand cette réforme, une fois en point, entrera-t-elle en vigueur ? La question reste ouverte. Le ministre estime à 60 ou 65 postes de magistrat et 30 postes de greffier le coût en effectif de ce projet. Or le budget de 1988 ne prévoit, pour le moment, que 35 créations de postes de magistrat, et 282 emplois sont, d'autre part, supprimés dans les greffes. Il faudrait donc que le ministre de l'économie et des finances approuve le dossier du garde des sceaux. « C'est une affaire d'un très grand enjeu. On ira lentement s'il le faut, vite si on le peut », espère aujourd'hui le ministre de la justice. Du simple ajournement de l'application de la réforme Badinter - que M. Chalon ne souhaite pas mais qu'il ne peut exclure - à un texte « plus riche » dont l'entrée en vigueur reste imprécise, la marge, on le voit, est grande.

Après l'expérience des prisons privées, du code de la nationalité ou de son projet de loi sur la lutte contre la toxicomanie, le ministre de la justice a dû prendre l'habitude de la prudence, et malgré le retentissement de certaines annonces, s'efforce de se ménager des portes de sortie pour éviter d'être contredit par la réalité.

Ag. L.

Les enquêteurs sont convaincus mais ne disposent pas de preuves

Un Algérien expulsé de France en juin serait l'organisateur de l'assassinat de M^e Mecili

Plusieurs jours après leur mise en cause dans l'assassinat, le 7 avril 1987, à Paris, de M^e Ali Mecili, les autorités algériennes ont réagi, le 30 septembre, aux informations fournies par l'hebdomadaire le Point, selon lesquelles un agent de la sécurité militaire algérienne, Abdelmalek Amellou, aurait organisé l'assassinat à Paris de son compatriote. L'appartement fit l'objet d'une étroite surveillance tandis que le téléphone fut mis sur écoute. Début juin, Abdelmalek Amellou vient une nouvelle fois en France. C'est alors que les policiers l'entendent dire à son ami qu'il doit éviter de se rendre dans les grands magasins après le 15 juin, date à laquelle des attentats pourraient y avoir lieu. Le 10 juin au matin, sur ordres supérieurs, la brigade criminelle interpelle Abdelmalek Amellou.

La perquisition au domicile de Fatma Belali ne donne que de maigres résultats : rien qui puisse motiver une incrimination d'Amellou. Dans le garage on trouve une voiture Porsche, une BMW et une troisième voiture. Seul élément exploitable, un ordre de mission signé par un officier de la sécurité militaire algérienne, qui autorise Amellou à circuler en Algérie à bord d'une voiture officielle, dans les zones « sensibles ». Interrogé sur la signification du document, son bénéficiaire déclare qu'étant artisan électricien, il a dans sa clientèle quelques officiers, ce qui le conduit à voyager dans des zones interdites aux civils. D'ailleurs, ajoute-t-il, il est en France pour acheter quelques fournitures. Quant aux menaces d'attentats, il s'agit d'une rumeur qu'il a entendue dans le bar d'un hôtel d'Alger lors de récents voyages de l'OLP.

Fatma Belali en dira encore moins. Strip-teaseuse passant chaque soir, comme ses deux sœurs, dans une vingtaine de cabarets de Pigalle pour y pratiquer son art (parmi ces boîtes de nuit figure le Topless où une fusillade a fait, le 27 septembre, trois morts), elle travaille la nuit, dort le jour et n'a jamais entendu parler d'Ali Mecili. Gardés à vue quatre jours, Abdelmalek Amellou et Fatma Belali sont finalement relâchés, le 14 juin à l'aube, et expulsés le soir même.

Reste aux enquêteurs leur conviction, fondée essentiellement sur la qualité de leur informateur, qu'Amellou, recruté par une faction des services algériens et habitué du milieu, y a organisé l'assassinat d'Ali Mecili, vraisemblablement un Européen. De cet homme, les enquêteurs, contrairement à certaines rumeurs, ne semblent posséder rien d'autre que la sommaire description donnée par un témoin de l'assassinat.

« Que pouvions-nous faire d'autre que relâcher Amellou, alors que nous n'avions aucune preuve ? », plaide-t-on au Quai des Orfèvres. « Que pouvions-nous faire d'autre que l'expulser ? », ajoute en écho le ministre de l'Intérieur. Les arguments sont fondés, mais laissent une impression de malaise, comme si l'on ne souhaitait pas trop s'appesantir sur une affaire épineuse, en raison, sans doute, du contexte des relations entretenu avec les services algériens censés aider, de leurs renseignements, Paris aux prises avec le terrorisme. En échange, la France ne laisse pas sur ses informations concernant l'opposition algérienne, voire ne manque pas d'en intervenir les publications. Quelques mois avant sa mort, M^e Ali Mecili avait d'ailleurs empêché avec succès l'expulsion demandée par Alger de treize opposants benbellistes.

Le malaise est perceptible dans les services de police. « La décision d'expulser Amellou est une décision qui dépend de l'autorité politique, pas de la police », prend-on soin d'y préciser.

Rien dans le dossier ne permet d'affirmer une tentative compliquée, mais l'affaire Mecili, avec ses personnages, ses services secrets, ses « barbouzes » et ses opposants politiques impuissants à l'assassinat, rappelle trop l'affaire Ben Barka pour que des interrogations ne viennent pas à l'esprit.

GEORGES MARION.

Trois lignes directrices

De notes en contre-notes, d'ordres en contre-ordres, cabinets, services de la chancellerie qui ne travaillent pas toujours en bonne intelligence, « sont passés ces jours-ci par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel », remarque un observateur. La moindre des épreuves n'étant pas la nécessité, pour le ministre, d'avoir « quelque chose » à annoncer sur TF 1 au cours de l'émission Média-

« 2. Les pouvoirs de la chambre d'accusation, dont le président serait nommé par décret, doivent

Soupçons

QUELLE est au fond la philosophie du projet de réforme esquissé par M. Chalon ? Cette question, nombre de magistrats - et pas forcément ceux qui pourraient être bien à priori hostiles - se posent aujourd'hui. S'agit-il vraiment, au moment où la priorité est donnée aux prisons comme le montre le projet de budget 1988, de faire baisser le nombre des détentions provisoires ? Ne faut-il pas y déceler une intention de contrôler des juges trop indépendants ?

M. Robert Badinter, après quelques batailles, avait fini par obtenir, haut la main, l'aval du Parlement pour instituer une véritable collégialité de l'instruction. Aujourd'hui, on reporte bien de collégialité, mais on en exclut les juges d'instruction et on les met pratiquement sous surveillance. Ces nouveautés surmontées une incidence sur la surpopulation pénale quand on sait la promptitude des tribunaux correctionnels jugeant en comparutions immédiates à peine des peines de prison ? De même n'observe-t-on pas une régulière confirmation, par les chambres d'accusation, des maintiens en détention ordonnés par les juges d'instruction dans les affaires simples touchant des petites et moyennes délinquances, qui encombrent à la fois tribunaux et maisons d'arrêt.

Il semble bien qu'il faudrait chercher ailleurs les motivations du ministre de la justice, qui n'a jamais, en privé comme en public, caché son irritation face aux prérogatives des juges d'instruction. En réduisant aussi fortement leur pouvoir, on mettrait vite ces magistrats en porte-à-faux vis-à-vis de ceux-là mêmes qu'ils sont censés contrôler : policiers et gendarmes soumis à une hiérarchie pesante qui n'a jamais hésité à se manifester dans les affaires dites « sensibles ».

On prétend aussi, aujourd'hui, répondre aux vœux d'une opinion rendue méfiante par les dérapages mal contrôlés des « petits juges » dans des affaires spectaculaires dont elle suit pourtant avec avidité les rebondissements. On a parlé de réforme Lambert, du nom du juge qui avait instruit l'affaire Gregory. Certains magistrats se demandent aujourd'hui si on ne leur prépare pas plutôt une autre réforme. « Il faut en finir avec cette idée que le juge d'instruction est l'homme le plus puissant de France ; c'est vrai lorsqu'il s'agit de mettre un toxicomane en prison, parce que tout le monde s'en moque. C'est moins vrai lorsqu'il s'agit d'un voleur, d'un bourgeois ou des frères Chauré », dit un haut magistrat.

Reprocher, comme il le fait, leur immobilité, leur corporatisme aux magistrats méfiants devant sa réforme n'évitera pas au garde des sceaux d'affronter le soupçon de bon nombre d'entre eux.

AGATHE LOGEART.

« M. Gilbert Bonnemaison : une efficacité douteuse. » Député (PS) de Seine-Saint-Denis, maire d'Épinay, chargé des questions de justice au Parti socialiste, M. Gilbert Bonnemaison estime : « Une nouvelle fois, M. Chalon fait le contournement... Après avoir invité à incarcérer à tout va, il invite à « décarcérer » parce qu'il se rend compte des succès qu'il a provoqués lui-même. Il fait des annonces à grand fracas qui se termineront en « pft ». On a su trouver 4 milliards de francs pour les prisons, on aurait pu trouver de quoi recruter quelques juges pour appliquer la réforme Badinter. On peut douter de l'efficacité de ce qui est proposé pour faire baisser la détention provisoire. Il faudra que M. Chalon modifie beaucoup son discours pour provoquer la révolution qu'il annonce ».

La mort d'un malade d'origine maghrébine au CHR de Reims

Frapper n'est pas tuer

Le cour d'assises de la Marne a acquitté, mardi 29 septembre, deux surveillants du centre hospitalier régional de Reims, Jean-Michel Vauquois et Alain Chaintrier, accusés d'avoir porté des coups à un malade d'origine maghrébine qui devait décider peu après. Si la cour a considéré comme établi que les coups avaient bien été donnés, elle a jugé qu'ils n'étaient pas la cause de la mort de la victime.

REIMS. de notre envoyée spéciale

Cinq longues années de secret gardé au nom de la médecine et de l'instruction pour une mort gênante : celle de Mohamed Hachemi, trente-quatre ans, français d'origine algérienne, au centre hospitalier régional (CHR) de Reims le 8 juillet 1982 à 0 h 45.

Mardi 29 septembre, aux assises de la Marne, à Reims, le voile se lève enfin. Deux hommes comparurent, inculpés de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Jean-Michel Vauquois, trente et un ans, et Alain Chaintrier, trente-huit ans, sont deux jeunes pères de famille, ex-mécaniciens et ex-marin devenus vigiles du CHR, des hommes sans histoire, sans tort et sans reproche, si l'on en croit les témoignages de personnalité. Pourtant, en cette soirée de 1982, ils ont bien frappé Mohamed Hachemi, un patient hospitalisé en pneumologie qui venait de s'enfermer de l'établissement. L'homme en est-il mort ? On le sait au nom du devoir professionnel et de la légitime défense

pour maîtriser le fugitif, menaçant et très agité, et le ramener à l'hôpital comme il le soutiennent ?

Le frère de la victime, parti civil, et certains proches, de la police, Agé de trente et trois ans, de nationalité algérienne, il vit dans son pays, mais fait de fréquents séjours en France. Avant son expulsion, il avait multiplié les allées et venues entre Alger et Paris.

Une fugue dans la nuit

Dans la box, les deux accusés ont l'air sage et peiné de braves gens qui ne comprennent toujours pas comment un tel drame a pu se produire. Ils n'ont aucun remords apparent, comme si Mohamed Hachemi était mort faute de soins appropriés plutôt que de leur geste. D'ailleurs, le procès va se dérouler autour de cette hypothèse.

Mais d'abord il y a des faits. Dans la nuit du 6 au 7 juillet 1982, vers 2 heures du matin, M^e Ravassina, l'infirmière, alerte les vigiles du CHR. Un malade hospitalisé dans son service s'agitote, il veut sortir tout de suite un examen prévu à 5 heures du matin. Il veut fumer alors que cela est interdit. Et surtout, il vient de s'enfermer en pyjama, brandissant le couteau, la fourchette et la carafe de son dernier repas. L'infirmière prend peur, même si elle rappelle à l'audience que « le malade n'a eu aucun geste agressif ». Chaintrier et Vauquois, aussitôt, se lancent à sa poursuite. A 500 mètres de l'hôpital, ils rattrapent le fugitif. Que se passe-t-il à ce moment-là

entre les trois hommes ? Mohamed est-il « très agité », a-t-il encore son couteau en main ? Nul n'a jamais retrouvé ce couteau.

Les vigiles n'ont qu'un leitmotiv : « Mohamed refusait de nous suivre, il se débattait. » Ils ont vidé sur lui leur revolver à gaz lacrymogène. En vain. Alors Vauquois a lancé le revolver sur visage du fugitif qui est tombé, assommé. Coups de pied, coups de poing... l'homme est ramené à l'hôpital, frappé encore sur le parcours. Jackie Senepart, un troisième vigile, est venu prêter main-forte.

Mis hors de cause par une ordonnance de non-lieu du 18 décembre 1983, il dira seulement à la barre des témoins : « Je lui ai donné un coup de pied aux fesses ».

Titularisés

Le retour de Mohamed à l'hôpital se termine au service des urgences. On l'allonge par terre, « conscient », selon le docteur Bernier, interne de garde cette nuit-là. Vers 3 heures du matin, on lui fait avaler une pilule « de Valium 10 » et de « sérum glucosé ». L'infirmière, M^e Ravassina, inquiète, suggère des radios du thorax et du crâne, qui sont effectivement réalisées. « Pourquoi ces radios ? » demande le président. La réponse reste floue. Le docteur Bernier indique : « Comme les infirmières ne voulaient plus de ce patient dans leur service de pneumologie, j'ai envoyé M. Hachemi se calmer dans une cellule captivée du service psychiatrique ».

Mais vers midi, on appelle en urgence le SAMU, et Mohamed, sans avoir repris connaissance, meurt le 8 juillet à 0 h 45. Le docteur Rodolphe Berthault, du

SAMU, refusa la perruque d'infirmière. Les « réactions apparentes » sont trop accablantes : traumatismes crâniens et cérébraux, nombreuses ecchymoses sur les mains, les genoux, peau écorchée sur les oreilles écartées, etc.

Une information est ouverte. Vauquois et Chaintrier sont inculpés, écroués à la maison d'arrêt de Châlons-sur-Marne. Remis en liberté en mai 1983, ils reprennent leur poste au CHR. Mieux même : « D'auxiliaires, ils deviennent titulaires », confirme à l'audience leur supérieur direct d'alors, M. Muller. L'affaire traîne. Chaintrier préfère changer de métier, il devient brancardier. L'oubli s'installe. Jusqu'au jour où la chambre d'accusation de Reims, le 25 février 1987, ordonne le retour en détention des deux prévenus.

A l'audience de la cour d'assises, M. Henri Bisk, avocat général, a requis contre Vauquois cinq ans de prison dont quatre ans et cinq mois avec sursis, et contre Chaintrier trois ans dont deux années et trois mois avec sursis - ce qui aurait couvert la détention provisoire. Il n'en estimait pas moins que Vauquois était l'auteur d'un coup mortel et Chaintrier son complice.

Partie civile, M. Alain Fournier devait rappeler les vérités, les mensonges des accusés. Mais la défense, avec M^e Eric Cordier et Vincent Asselineau, devait invoquer les carences dans les soins donnés à la victime, seule cause de la mort selon elle. Vauquois et Chaintrier n'ayant fait que leur devoir. Et n'étant coupables que de voies de fait.

DANIEL ROUARD.

HORS SERIE

SCIENCE VIE MICRO

SVM

SPECIAL

MAC

LE GUIDE DU

MACINTOSH

هكذا من الأصل

Société

RELIGIONS

Réuni à Rome pour un mois

Le synode des évêques veut préciser le rôle des laïcs dans l'Eglise catholique

Le pape doit ouvrir, le jeudi 1^{er} octobre à Rome, un synode sur la vocation et la mission des laïcs dans l'Eglise. Trois cents évêques, experts et auditeurs prendront part aux travaux, jusqu'au 30 octobre.

Créé par Paul VI dans la foulée de Vatican II, le synode des évêques n'est pas un mini-concile. Il ne prend pas de décisions engageant l'avenir. Il n'a qu'un rôle de concertation et de collaboration entre le pape et les évêques du monde entier.

Ce synode ordinaire — le septième en vingt ans — va réunir deux cent trente évêques, avec droit de vote, élus par les conférences épiscopales, à raison d'un délégué pour vingt-cinq évêques, soit quatre pour la France. La moitié (cent quarante) participera pour la première fois à ce type d'assemblée, à laquelle sont nommés d'office les patriarches des Eglises orientales, les supérieurs généraux des grands ordres religieux et les chefs des dicastères de la curie romaine.

Le pape choisit enfin des délégués à titre personnel, qui sont cette année au nombre de trente, archevêques de grandes villes (Calcutta, Marseille, Sydney, Los Angeles, Madrid, Munich, etc.) et personnalités bien en vue au Vatican, comme Mgr del Porzio, préfet de l'Opus Dei, ou dom Giussani, fondateur du grand mouvement de laïcs italiens Communione e Liberazione.

Un synode sur les laïcs sans des laïcs ? On a frisé le paradoxe. Sur cinquante auditeurs, on compte cinquante-quatre laïcs, hommes et femmes. Mais leur influence sera très limitée : ils ne prennent pas part aux votes et n'ont pas le droit d'intervenir dans les assemblées plénières. Deux d'entre eux cependant pourront s'exprimer à l'ouverture des travaux.

Leur mode de désignation, sans consultation des évêquats locaux, et par le seul Conseil pontifical des laïcs appartenant à la curie romaine, a été en outre contesté. Celui-ci n'a retenu que des responsables de mouvements internationaux. Ces auditeurs laïcs seront-ils des « otages » ? Certains le murmuraient avant l'ouverture des travaux.

On s'attend généralement à un rappel de la responsabilité commune de tous les « baptisés » dans le monde. L'engagement des catholiques placés dans des situations exceptionnelles, en Iran, au Chili ou aux Philippines, ne doit pas faire illusion. Les mouvements missionnaires dans l'Eglise n'ont plus le vent en poupe, y compris dans le tiers-monde, et les forces militantes se « recentrent » sur les groupes de prières, l'animation liturgique, la catéchèse, la préparation des sacrements, etc.

« Beaucoup trop de laïcs sont encore passifs », lâchent aux évêques, les responsables de la mission de l'Eglise, note le document de travail préparatoire au

synode, qui énumère quelques champs d'action possibles « dans le monde du travail et l'économie, dans la culture, dans l'art, la science ou la politique ».

L'attention risque cependant d'être accaparée par la question des rapports entre le laïc et le clergé. « Il ne faut ni marginaliser ni dévaloriser l'état de vie du laïc », dit le guide de travail du synode. Mais, en pratique, comment encourager la participation plus grande des laïcs au service de leur Eglise, sans dévaloriser le rôle du clergé ? De nombreux groupes ont déjà exprimé le souhait d'une clarification des rapports entre le ministère laïc et le ministère ordonné et le besoin de véritables instances de « coresponsabilité ».

Est-il possible et souhaitable de créer un statut de laïc ? Devant cette question aussi, les évêques vont hésiter entre le désir de « reconnaissance » des laïcs, parfois livrés à la décision arbitraire d'un prêtre ou d'un évêque, et le risque d'une « professionnalisation » d'agents pastoraux, nommés à vie comme en Allemagne et aux Pays-Bas. Dans son livre *Entretien sur la foi*, le cardinal Ratzinger raconte sa surprise d'avoir trouvé, en gagnant l'archevêché de Munich où il venait d'être nommé, pas moins de quatre cents employés !

Les laïcs responsables sont majoritairement des femmes. La participation des femmes à l'apostolat de l'Eglise est évoquée dans les

documents préparatoires, mais rien ne permet de savoir si la question de l'ordination sera à nouveau débattue. On pressent au cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, l'intention de faire une intervention sur ce sujet. Selon un sondage SOFRES, publié par la Croix et par l'hebdomadaire *la Palatine-Magazine*, 55 % des Français se disent favorables à l'ordination des hommes mariés et 22 % à celles des femmes. Ces pourcentages tombent à 44 % et à 11 % pour les seuls catholiques pratiquants.

HENRI TINCQ.

Sur la question des femmes dans l'Eglise, on se reportera au numéro spécial publié à l'occasion du synode, par *l'Actualité religieuse dans le monde*, 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.

La délégation française

C'est le pape qui préside le synode, mais il nomme trois délégués, qui seront ceux du cardinal Ratzinger, président du Conseil pontifical des laïcs, Trinh Van Can, archevêque de Hanoi, et Lubachinski, archevêque des Ukrainiens. Un évêque français va jouer un rôle-clé : Mgr Pierre Eyt, archevêque coadjuteur de Bordeaux, ancien recteur de l'Institut catholique de Paris, nommé secrétaire spécial du synode par le pape.

La délégation française comprendra Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille et président de la conférence épiscopale, le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, Mgr Marika Mazzoni, archevêque de Bordeaux, Mgr Joseph Rabine, archevêque d'Albi, Mgr Robert Coffy, archevêque de Marseille, nommé personnellement par le pape, Mgr André Lacrampe, évêque auxiliaire de Reims.

Cinq laïcs — deux experts et trois auditeurs — ont été nommés par la délégation française. Il s'agit, pour les experts, de MM. Jean-Loup Dierckx, membre de la communauté charismatique de l'Emmanuel et président exécutif de la société Euramuel, et de Pierre Albert Vanhooye, journaliste et recteur de l'Institut biblique pontifical à Rome. Enfin, M. Georges Rivière, président des Organisations internationales catholiques (OIC), Jeanine et Jean-Claude Malroux, responsables internationaux des Equipes Notre-Dame, participeront à ce synode comme auditeurs.

Jean-Paul II affirme publiquement qu'il veut se rendre en Ukraine

En conclusion d'un synode extraordinaire qui a réuni, du 22 au 30 septembre au Vatican, dix-sept évêques ukrainiens en exil, Jean-Paul II a exprimé le souhait de « pouvoir faire un pèlerinage spirituel dans les lieux qui ont été le berceau de l'Eglise de la Rus' (Russie) de Kiev ».

C'est en juillet 1986 que sera célébré à Kiev, à Moscou et à Rome, le millième anniversaire de l'évangélisation des territoires appelés aujourd'hui l'Ukraine et la Russie. Il faut noter que c'est devant la hiérarchie catholique ukrainienne en exil (trois millions de catholiques, notamment aux Etats-Unis et au Canada) que Jean-Paul II a exprimé son désir d'aller pour la première fois, à l'occasion de ce millénaire, en URSS : la communauté ukrainienne émigrée est en effet très réservée à l'égard d'un tel voyage.

SOLIDARITÉ-SANTÉ ETUDES STATISTIQUES

6 numéros/an
Abonnement 200 F - La n° : 35 F

Dans chaque numéro un grand dossier :
• Les médecins en France
• La pauvreté
• Le système hospitalier
• L'approche locale de la protection sociale.

Et des enquêtes en profondeur : santé, action sociale, sécurité sociale, démographie...

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

Diffusion
MASSON / SPIFF
B.P. 22 - 41353 VINEUIL

ENVIRONNEMENT

La pollution du Rhin

Sandoz versera à la France 46 millions de francs à titre de dédommagement

La firme chimique suisse Sandoz va verser à la France 46 millions de francs en dédommagement des dégâts causés par l'incendie de l'un de ses entrepôts à Bâle, qui avait, en novembre 1986, pollué le Rhin.

Le ministre de l'environnement a annoncé, mardi 29 septembre, que 7 millions de francs seront affectés au remboursement des frais engagés par l'Etat et les établissements publics ; 11 millions de francs seront attribués à l'association Alsacienne qui regroupe les principales victimes de la pollution ; 11 millions iront aux fédérations de pêcheurs et de chasseurs ainsi qu'aux particuliers non adhérents à l'association. Enfin, 17 millions de francs seront consacrés à des programmes d'analyse du Rhin et de la restauration de ses écosystèmes.

Cet accord a été signé après plusieurs mois de négociation. Les experts français, qui avaient recueilli « à chaud » les premières plaintes et estimations des victimes, ont après le désastre dans le fleuve de plusieurs centaines de tonnes de pesticides, avaient d'abord évalué le montant des dédommagements envisageables à 257 millions

de francs. De nombreux plaignants n'ont pu, toutefois, justifier par la suite leur réclamation, et les estimations ont été revues à la baisse.

Pour le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, cette indemnisation rapide qui est intervenue « dans un cadre amiable, hors de tout contexte judiciaire, est exemplaire par rapport aux précédentes catastrophes de ce type ». La société Sandoz, qui s'est elle aussi félicitée de ce « résultat exemplaire », a, d'autre part, créé une fondation dotée de 40 millions de francs français qui financera des projets de protection du Rhin non liés à l'accident de Bâle.

Le règlement du dossier franco-suisse est le premier dédommagement bilatéral concernant la pollution du Rhin. M. Carignon espère que la voie ainsi ouverte aux autres pays riverains du Rhin leur permettra, d'obtenir les justes compensations auxquelles ils ont aussi droit. Sa définition, selon les experts français, l'incendie de ses entrepôts pourrait coûter au total à Sandoz quelque 150 millions de francs français.

ARCHÉOLOGIE

Découverte à Jérusalem de vestiges antérieurs à l'exil des Hébreux

Une découverte archéologique importante a été faite à Jérusalem par une université israélienne. M. Eliat Mazar, qui fut longtemps responsable des fouilles dans ce secteur, a toujours soutenu qu'une forteresse importante existait à cet endroit avant la destruction de Jérusalem et l'exil des Hébreux. Plusieurs vestiges anciens avaient été trouvés sur le chantier de l'Ophel, sans qu'on puisse les relier directement au temple de Salomon.

Les nouvelles découvertes sont-elles la première trace de temple lui-même ? M. Ernest-Marie Laperouse, professeur d'archéologie biblique et paléstinienne à l'Ecole pratique des hautes études, se pense pas.

actuel de Jérusalem, dans un secteur désigné sous le nom d'Ophel. Le professeur Benjamin Mazar, grand-père de M. Mazar, qui fut longtemps responsable des fouilles dans ce secteur, a toujours soutenu qu'une forteresse importante existait à cet endroit avant la destruction de Jérusalem et l'exil des Hébreux. Plusieurs vestiges anciens avaient été trouvés sur le chantier de l'Ophel, sans qu'on puisse les relier directement au temple de Salomon.

Les nouvelles découvertes sont-elles la première trace de temple lui-même ? M. Ernest-Marie Laperouse, professeur d'archéologie biblique et paléstinienne à l'Ecole pratique des hautes études, se pense pas.

REPÈRES

Défense

Des blindés français pour le Royaume-Uni ?

Londres. — La société britannique Alvis a annoncé, mardi 29 septembre, qu'elle avait signé avec la société française Panhard un accord de coopération en vue de développer un véhicule blindé léger (VBL), destiné à l'armée de terre britannique. Cette opération fait suite à l'annonce par l'armée britannique de son intention de renouveler sa gamme de véhicules à l'horizon 1990, avec, entre autres projets, l'achat à la France de six cents VBL Panhard pour une somme de 500 millions de francs.

Le véhicule blindé léger, développé par les deux sociétés, sera basé sur le concept des VBL Panhard, qui équipent l'armée française à quelque trois mille exemplaires dès le début des années 80. Ce véhicule fera l'objet de certaines modifications afin de répondre aux spécifications de l'armée britannique.

A Paris, un porte-parole de Panhard se déclare « surpris » que ce « marché éventuel » soit rendu public.

SIDA

L'Etat distribue sa manne

Les 100 millions de francs attribués par le premier ministre ont été répartis, a annoncé M. Jacques Valade, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement, entre cinq grandes disciplines concernant le SIDA : il s'agit de la biologie moléculaire et cellulaire, de la multiplication virale, des aspects immunologiques, des procédés de diagnostic, des aspects thérapeutiques, chimiques et biologiques et des vaccinations ; enfin, de l'épidémiologie et des recherches cliniques.

L'INSERM, le CNRS et les laboratoires hospitalo-universitaires recevront 80 millions de francs, l'industrie pharmaceutique aura 20 millions « pour développer une recherche à haut risque industriel car exigeant de gros moyens pour une réussite aléatoire ».

L'Assistance publique de Paris reçoit 2,5 millions de francs directement, et bénéficie indirectement de nombreux projets de recherches cliniques ou thérapeutiques.

Avortement

Une militante du Planning familial inculpée

Une militante du Mouvement français pour le planning familial (MFPF) de Lyon vient d'être inculpée de « participation aux établissements qui pratiquent des IVG ». Cette décision fait suite à une plainte de l'Union des associations féminales du Rhône.

Le MFPF souligne que c'est la deuxième fois cette année qu'il fait l'objet d'une telle poursuite, alors qu'il agit depuis des années sur les femmes décidées à avorter à travers un dépistage.

Dans le premier affaire, une militante du Planning de Metz, une assistante sociale et un médecin étaient poursuivis pour avoir « incité à l'avortement et donné des adresses » en Grande-Bretagne à une femme insoumise, qui a été condamnée à un an d'arrêt de prison.

« D'un million très modeste, elle s'est probablement adressée, comme cela a été fréquemment, à une association membre de l'UDAF, pour demander une aide financière, remarque-t-on au MFPF. Et aujourd'hui, l'UDAF se porte civile contre nous ».

De nombreuses associations, membres de l'Union, n'adressent-elles pas elles-mêmes des femmes au Planning ? Celui-ci précise, par ailleurs, que d'autres organisations (centres sociaux, dispensaires), et des médecins ou assistantes sociales restent ou même documentent à des personnes qui se présentent à eux.

En 1985, sur quatre mille trois cent dix-huit Françaises ayant avorté en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, moins de 80 % sont passées par le Planning.

Les paroissiens montent en chaire

Chiffre-cho : dans le département de l'Essonne, qui compte 1 100 000 habitants, le clergé se résume en tout et pour tout à... 188 prêtres, dont le tiers ont plus de soixante-dix ans. Dans dix ans, ils seront moins de cent.

Si, au tableau de la déchristianisation en France, la diocèse de Corbeil n'est pas lanterné rouge, il a subi tous les contrecoups des évolutions urbaines en région parisienne : doublement de la population en vingt ans ; mobilité due à l'extension de Paris, puis des villes nouvelles (Evry, Les Ulis, Chevilly) ; hétérogénéité d'un département qui compte encore de grandes zones rurales traditionnelles et des pôles scientifiques et industriels de tout premier plan (Orsay, Saclay).

La prise du pouvoir par les laïcs n'est pas un vein mot dans ce diocèse. Elle s'est faite en parfaite complicité avec le nouvel évêque, Mgr Guy Herbulot, arrivé dans les lieux en 1978. Il a commencé par démanteler son évêché, une grosse demeure bourgeoise à la campagne, pour la planter en pleine ville nouvelle à Evry. Il a surtout publié en 1983 une sorte de charte, intitulée le *Courage de l'avenir*, qui a révélé les énergies d'une Eglise qui se mouait à petite foux.

Dans l'Essonne, les diocèses ont poussé moins vite que les HLM. Mais qu'à multiplier les assemblées sans prêtre dans les petites paroisses, on s'est refusé à « la politique de la terreur », c'est-à-dire à regrouper tous les fidèles dans l'église du chef-lieu de canton. « Ce marche, dit Bruno Chauvin, à La Norville — 2 000 habitants — à deux condi-

tions : que les fidèles soient bien avertis sur la règle du jeu de ces célébrations sans prêtres, c'est-à-dire sans consécration eucharistique, et qu'aucun laïc animateur ne joue le rôle du curé ».

Chaque paroisse ou groupe de paroisses a une certaine dose de laïcisation. Le diocèse est dirigé non plus par un curé à l'ancienne, mais par une équipe animatrice de laïcs, juridiquement responsable avec des membres élus ou cooptés, comprenant ou non un prêtre. « Le prêtre n'est pas au-dessus, ni à côté, il est avec », dit le Père André Bagnol qui dessert Arpajon. Rude conversion pour lui et ses confrères qui avaient appris à travailler tout seuls et disposaient de pleins pouvoirs.

Des équipes itinérantes

A Verrières-le-Buisson, ce sont les laïcs qui ont pris en main l'organisation des funérailles religieuses. A Palaiseau, dans les trois églises du secteur, c'est également un laïc qui assure la prédication un dimanche sur quatre. Quand le prêtre de la ville a lancé un appel d'offres, il y a quatre ans, vingt candidats se sont présentés. Ils sont encore douze à suivre assiduellement l'école de prédication. Femmes au foyer, actifs ou retraités, ce ne sont pas des professionnels de la parole.

« Il me faut bien dix heures pour préparer mon homélie », dit Jean-Marie Méguenot, cinquantenaire, ingénieur chez Alstom-Atlantique, qui n'ignore pas le danger de la formule : que des laïcs se servent de la chaire

comme d'une tribune et qu'ils jargonent plus encore que le curé. Heureusement, personne n'est encore sorti à l'écoute de son sermon...

Une sérieuse formation biblique et théologique s'impose. Là encore, Corbeil innove : des équipes itinérantes circulent dans tout le diocèse pour répondre à des demandes ponctuelles ou organiser de véritables sessions spécialisées. Pour les catéchistes par exemple. A la maison diocésaine d'Evry, près de quatre cents personnes ont suivi en 1986-87 un parcours régulier de formation de dix séances de plusieurs heures chacune.

L'administration du diocèse elle-même a été confiée à des laïcs, jusqu'au poste-clé d'économe, et à la gestion des immeubles, prise en charge par des bénévoles. Le responsable de la catéchèse est une femme, permanentement appointée par le diocèse. Ceux de la formation, de l'aumônerie scolaire, de la communication sont aussi des laïcs rémunérés à plein temps.

Mais un certain effacement est déjà perceptible. Les équipes animatrices ont du mal à renouveler leurs effectifs. Les laïcs chargés de préparer des prières de l'accompagnement spirituel. De nouveaux diages se produisent, non plus entre le clergé, qui globalement joue le jeu, et les laïcs engagés, mais entre les fidèles actifs et ceux qui restent peu ou prou attachés à l'image traditionnelle du prêtre, premier et unique responsable. Une simple affaire de temps ?

H. T.

EDUCATION

Les éditeurs de logiciels protestent contre le piratage informatique à l'université

L'affaire de piratage informatique qui a éclaté à l'université Paul-Sabatier de Toulouse avec l'inculpation de deux étudiants et d'un enseignant accusés d'avoir copié illégalement des programmes (le Monde du 29 septembre), asscité la colère des éditeurs de logiciels éducatifs. Ceux-ci s'inquiètent de la solidarité manifestée par la communauté universitaire à l'égard des inculpés et des déclarations du ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur envisageant une modification de la loi du 3 juillet 1985 qui organise la protection des logiciels.

« Si la loi n'est pas respectée, si l'affaire de Toulouse fait tache d'huile, nous arrêterons du jour au lendemain notre production », ont déclaré MM. Marc Moineau, président du groupement des éditeurs scolaires et directeur des départements de la recherche et de l'enseignement supérieur envisageant une modification de la loi du 3 juillet 1985 qui organise la protection des logiciels.

Les éditeurs proposent de passer des accords spécifiques avec les universités, comme cela se fait avec l'éducation nationale pour l'enseignement secondaire avec la politique de « licences mixtes » : le ministère achète les droits d'usage des logiciels qu'il a choisis pour une somme forfaitaire, ce qui permet aux établissements d'acheter les programmes à des prix variés entre 100 et 200 F. Cette solution est envisagée par M. Jacques Valade qui se déclare partisan d'« une concertation étroite avec tous les intéressés ».

Le tribunal correctionnel de Paris a rendu, mardi 29 septembre, la première décision pénale prise en application de la loi de 1985, condamnant à deux ans de prison avec sursis, 30 000 F d'amende, 400 000 F de dommages et intérêts et confiscation de leurs ordinateurs deux informaticiens qui recopiaient et vendaient une version piratée de système de communication Apple Tci. Ce système permet de configurer un petit serveur télématique à partir d'un micro-ordinateur.

M. David Assouline au chômage

M. David Assouline, porte-parole des étudiants pendant les événements de novembre-décembre dernier, est-il victime, quelques mois après, d'une mesure de rétorsion ? Le refus du rectorat de Paris de lui attribuer un poste d'enseignement suscite en tout cas la surprise de l'intéressé.

Maître auxiliaire en histoire-géographie à Nogent-sur-Oise, à la rentrée 1986, M. Assouline avait obtenu un poste analogue, en cours d'année, au lycée professionnel Gauderon, dans le 18^e arrondissement de Paris.

Intéressé à nouveau pour enseigner dans la capitale cette année, il vient d'apprendre que le rectorat de Paris ne retenait pas sa candidature. Pour les services académiques, M. Assouline n'était que « provisoirement » à Paris, et son dossier relève toujours de l'académie d'Amiens.

L'intéressé s'élève, dans ce cas, que le rectorat de Paris lui ait demandé cet été s'il était toujours candidat à un poste.

Devenir in

INSCRIPTIONS IMMEDIATES
RENTREE OCTOBRECOMMUNICATION
PUBLICITE
MARKETING

IECP

Devenir institutrice à quarante ans

Le recrutement d'enseignantes moins jeunes, mais plus aguerries devrait modifier le climat de l'école primaire

ELLES n'ont plus vingt ans et ont déjà roulé leur bosse. Elles connaissent les enfants pour en avoir à la maison. Elles sont bardées de diplômes et retournent dans l'enseignement primaire. « Elles », ce sont les nouvelles institutrices, ces femmes de trente ans et plus auxquelles les concours de recrutement d'institutrices ont ouvert depuis cette année.

Pour tenter de compenser le peu d'attrait qu'exerce ce métier — plus de sept cents postes offerts en 1986 n'ont pas trouvé preneurs — le ministère de l'Éducation nationale a en effet décidé de ratifier plus large. La limite d'âge pour présenter le concours a été portée de trente à quarante ans et peut être encore reculée si le candidat a des enfants à charge. Quant à l'exigence d'un diplôme de niveau bac + 2 (DEUG, DUT, BTS ou l'un des cent trente diplômes admis en équivalence), elle disparaît pour les mères de trois enfants et les femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge. Cette opération de charme a, semble-t-il, été fructueuse, puisque près du quart des candidats au concours de recrutement qui s'achève ces jours-ci à Paris ont dépassé la trentaine.

Ce vieillissement accompagne la recomposition sociale et le changement de profil universitaire du corps des institutrices déjà engagées depuis plusieurs années, mais qui s'est accéléré en 1985, lorsqu'on a décidé de recruter les mères exclusivement au niveau du DEUG et non plus après le baccalauréat. Les candidats au concours parisien sont des femmes dans une écrasante majorité. Moins de la moitié sont des étudiants : la plupart sont salariées, chômeuses ou « mères de famille ». Nombre d'entre elles produisent un diplôme d'un niveau largement supérieur au DEUG exigé, et leur curriculum vitae, souvent à rallonge, atteste d'une expérience professionnelle ou de modes de vie variés.

Le phénomène a pris une ampleur telle que les examinateurs ne sursautent plus en interrogeant à l'oral une diplômée de l'École supérieure de commerce de Paris qui « ne supporte plus les boîtes privées », une infirmière que le spectacle de la souffrance des malades rebute, et même une journaliste déçue, à la recherche de « plus de

rigueur ». Cas d'espèce, certes, mais symboliques, même si les motivations officiellement avancées cachent le plus souvent des envies de mercredi libre, des espoirs de stabilité et de tranquillité. Même à 5 671 F par mois, la « vocation » n'est pas entièrement pure.

Le métier idéal

Celle qui a saisi Anne, le 31 juillet dernier, lorsqu'elle a été touchée par la campagne publicitaire engagée par M. Manory pour recruter des « instituts », n'est pourtant pas suspecte. Avec sa licence d'histoire de l'art, ses deux enfants et son mari ingénieur, elle est caractéristique d'une certaine catégorie de candidates : celles qui admettent fran-

chement qu'institutrice, « c'est le métier idéal quand on a des enfants ». Celles aussi qui affirment : « C'est en accompagnant ma fille en classe que j'ai trouvé l'école formidable » et parlent de « salaire formidable ». Ces futures institutrices avouent avoir découvert leur intérêt pour la pédagogie auprès de leurs propres enfants. « Je n'aurais jamais fait ce métier à vingt ans, confie une femme chef de famille de quarante-cinq ans au chômage. J'avais alors envie de vivre, de parcourir le monde, et j'aurais été bouffée par l'école. Aujourd'hui je trouve ça passionnant. »



Certaines évoquent la « maîtresse d'école » de leurs rêves d'enfance, cherchant qu'institutrice, « c'est le métier idéal quand on a des enfants ». Celles aussi qui affirment : « C'est en accompagnant ma fille en classe que j'ai trouvé l'école formidable » et parlent de « salaire formidable ». Ces futures institutrices avouent avoir découvert leur intérêt pour la pédagogie auprès de leurs propres enfants. « Je n'aurais jamais fait ce métier à vingt ans, confie une femme chef de famille de quarante-cinq ans au chômage. J'avais alors envie de vivre, de parcourir le monde, et j'aurais été bouffée par l'école. Aujourd'hui je trouve ça passionnant. »

institutrices. La disposition très contestable qui dispense de tout diplôme certaines mères de famille méritantes n'est d'ailleurs pratiquement pas utilisée. Reste que ces « nouvelles maîtresses d'école » mettent en lumière les nombreuses contradictions de la formule actuelle de recrutement et risquent de modifier sensiblement l'ambiance, aussi bien dans les écoles normales, où chaque recrutée est en principe formée pendant deux ans, que dans les classes où elles enseigneront.

Pénétrer dans l'école normale du boulevard des Batignolles, à Paris, ne peut, en effet, que provoquer un choc lorsqu'on est habitué à l'atmosphère d'une université, aux allées venues d'une entreprise privée, à la froideur d'une ANPE. « Ce sont l'école », résume une impatiente. La petite cour calme, fleurie d'orties, sortie tout droit d'un manuel d'instruction civique de la III^e République, tranche sur les rumeurs de la ville. Du bureau de M^{me} la directrice aux salles de classe en passant par le foyer des élèves, une atmosphère hors du temps baigne ces lieux. Chaque candidate est prise en main, dirigée, chouchoutée, comme si l'on craignait à chaque instant de voir s'évaporer sa précieuse vocation. « Ils se penchent sur nous comme sur des bibés », raille une future institutrice, docteur en droit international. Les enseignants de l'établissement s'ignorent pas cette crainte. Pas question de « raconter des salades » à ces diplômées, confirme l'un d'eux : « Ce sont des étudiants passionnés et très ex-

gents ; ils demandent de notre part une très grande rigueur. »

Mais la vie pédagogique de l'école normale semble paralysée par un mode de recrutement et des statuts inadaptés aux nouveaux profils des normales. Alors que les élèves ont, dans leur discipline, un niveau souvent bien supérieur au DEUG, ils sont recrutés par un concours qui s'apparente plutôt à un « superbac ». Son niveau ne dépasse guère celui des dernières classes des lycées, mais il est terriblement polyvalent. On exige des futures maîtresses qu'elles sachent répéter un manège au fond d'une piscine, résoudre une équation du second degré, exposer les règles de la combustion du butane, analyser un texte littéraire, disserter une œuvre musicale et peindre un paysage impressionniste.

Un paysage impressionniste

Les candidates les plus consciencieuses ont replongé dans leurs vieux manuels scolaires ou suivi une préparation spécifique dispensée à l'université ou à l'école normale ; d'autres misent sur le niveau relativement bas de la « barre » d'admissibilité (8 sur 20 de moyenne cette année, à Paris) et recommandent leur total dilatoire. Mais peu d'entre elles se font à l'idée de devoir suivre des enseignements théoriques pendant deux ans après avoir été sélectionnées, et attendent avec impatience les stages programmés par l'école normale.

Rémunérées, les élèves-institutrices sont astreintes à suivre vingt-sept heures de cours par semaine, alors qu'elles sont surtout demandées d'une formation professionnelle et de recettes pour réussir devant les élèves. « Certaines élèves estiment que la seule raison de leur présence à l'école est d'assurer leur emploi », constate non sans inquiétude un enseignant.

L'hétérogénéité considérable des normales s'accommode mal de cette scolarité figée. Certaines admettent qu'elles doivent fournir un effort important pour équilibrer les connaissances quasi universelles et les savoir-faire « tout terrain » exigibles d'une bonne institutrice. D'autres, fortes de leurs diplômes et de leur âge, préfèrent balayer ces difficultés et font peu de cas des cours dispensés par des professeurs statutairement rattachés à l'enseignement secondaire, mais qui se gardent bien de le proclamer.

L'arrivée d'institutrices plus âgées risque de bouleverser ce jeu souvent truqué, fait de frustrations réciproques et de complexes universitaires. Mères de famille, anciennes salariées ou chômeuses, diplômées de l'enseignement supérieur, vivant hors du sérail de l'éducation nationale, mais fibres tout de même d'entrer dans l'école dite « primaire », elles ne feront probablement pas d'ardentes militantes des mouvements pédagogiques, et peu d'entre elles veulent entendre parler de syndicat. L'entrée discrète dans les classes de ces femmes plus mûres ne dispensera pas l'État de l'effort d'une revalorisation matérielle considérable de la profession s'il veut recruter les cent cinquante mille instituteurs et institutrices dont les écoles ont besoin d'ici à l'an 2000. Mais les « nouvelles maîtresses » pourraient bien annoncer un profond remodelage du métier d'enseignant, moins isolé, moins compartimenté, auquel on peut accéder après une expérience professionnelle différente, et dont on peut sortir avant d'être usé par les élèves.

PHILIPPE BERNARD.

LIVRES

Maîtres d'autrefois

Deux livres en un, c'est beaucoup. Pierre Lescage, auteur d'une fort bonne thèse sur l'histoire de l'enseignement mutuel de 1815 à Jules Ferry, trace, dans les deux premières parties, des portraits stylisés sur un siècle, de 1820 à 1920, du sous-maître surveillé par le curé au petit notaire de la III^e République. Puis, des années 20 à 1945, Marc Villin, ancien instituteur sur le tas devenu inspecteur primaire « à la force du poignet », prend le relais en nous racontant sa vie, associée de rencontres touchant à des collègues aînés. On suit volontiers sa description de la trame d'Autel ou son récit des vécus et des résistances sous Vichy. Mais la coloration est vivement laïque, la référence trop bien-pensante à l'hommage peu distancié : où sont les maîtres du privé, l'histoire de l'innovation pédagogique ? Pour nuancer ces scènes de genre, on se reportera à la terrible et utile abécédaire des chiffres rassemblés par une équipe du Service d'histoire de l'éducation de l'INRP (1). Et pour prolonger la galerie après 1945, il faut signaler l'heureuse réédition en collection de poche de la très vivante enquête de Nicole Gauthier, Catherine Guignon et Maurice-Antoine Guillot publiée l'an passé (2).

JEAN-PIERRE HOUX.

(1) J.-P. Briand, J.-M. Chapoulet, F. Huguet, J.-N. Lenoir, A. Prost, *L'enseignement primaire et ses extensions, dix-neuvième-vingtième siècle*. Annuaire statistique, INRP ET Economica, 277 p., 140 F.
(2) Les *livres*. Enquête sur l'école primaire. Le Seuil, coll. « Points Actuels », 306 p., 35 F.
« La galerie des maîtres d'école et des instituteurs (1820-1945) », par Marc Villin et Pierre Lescage. Plon, collection « Terre de France », 385 p., 130 F.

I.U.T. de VILLE-D'AVRAY

Formation professionnelle continue
CYCLE PRÉPARATOIRE AU D.U.T.
(Génie électrique et génie mécanique)
Cours du soir niveau baccalauréat
Téléphoner au 47-08-05-70, p. 364 ou 370

INSTITUT D'ÉTUDE

DES RELATIONS INTERNATIONALES
(ILERI)

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LIBRE FONDÉ EN 1948
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél. 42-96-51-48

donne aux étudiants et aux jeunes cadres
désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Un enseignement de caractère juridique, diplomatique
économique, commercial et linguistique.
ainsi qu'une formation aux applications de l'informatique
Les cours sont assurés par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les études se répartissent sur 4 années. Le diplôme donne accès aux études de 3^e cycle des universités (DEA et DESS) et aux MBA des universités américaines.
Baccalauréat exigé — Recrutement sur dossier après entretien
Statut étudiant

SECRÉTARIAT OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI DE 9 H A 12 H ET DE 14 H A 18 H

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES RENTÉE OCTOBRE

COMMUNICATION PUBLICITÉ MARKETING

Création publicitaire, marketing, stratégie...
Les nouveaux médias appellent de nouveaux responsables
de la communication moderne de demain.

EN DEUX ANS
PRÉPARATION
AU DIPLÔME D'ÉTAT
BTS

communication et action publicitaire
IECP
INSTITUT EUROPÉEN DE
COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

3^e ANNÉE
Parcours Européen et International
Stages et séminaires pour la
préparation du

P.E.M.C.I.
Projet Européen de Management
en communication internationale
**DIPLÔME INTERNATIONAL
DE COMMUNICATION**
en association avec le centre de
management en communication de GENEVE
Admission : bac ou niveau bac.
Financement à 100 % du montant des
études.

IECP INSTITUT EUROPÉEN DE
COMMUNICATION ET PUBLICITÉ
71, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ - 75008 PARIS (1) 42 66 66 82

NOM	PRÉNOM	DATE
ADRESSE		
CODE POSTAL	LOCALITÉ	
TELEPHONE	DATE	
NIVEAU D'ÉTUDES		



Décollez
en
italien
allemand anglais
espagnol

Stages jeunes, adultes, F.P. et perfectionnement pour professionnels de langues.
EUROCENTRES
13 D. PASSAGE DAUPHINE 75008 PARIS
TELEPHONE 322.61.40

Aujourd'hui à Apple Expo:

Comment crée-t-on un ordinateur personnel :
la naissance de Macintosh II.

Un débat animé par Didier Adès.

Intervenants :
Jean-Louis Gassée (Senior Vice-Président de Apple
Computer Inc.), Didier Diaz et John Medina (recherche et
développement Apple Computer Inc.).

Le 1^{er} octobre à 15 h 30 :
Salle Boris Vian.



la grande halle

مكتبة من الأممي

Communication

Le Salon international des techniques du futur à Toulouse

M. Mitterrand a proposé une extension du programme Euréka à l'audiovisuel

M. François Mitterrand a inauguré, le mardi 29 septembre, le quatrième Salon international des techniques et énergies du futur (SITEF) à Toulouse. A cette occasion, il a rappelé l'attention qu'il porte aux progrès technologiques et indiqué son intention d'étendre le programme Euréka à un domaine sur lequel il est beaucoup intervenu ces dernières semaines : l'audiovisuel. M. Mitterrand a affirmé que si l'Europe ne réagit pas, l'immense majorité de ces programmes viendront d'Amérique ou du Japon et que ce serait « l'imaginaire des Européens qui serait alors conquis ». Ce serait aussi un échec économique grave. « Nous perdrons un pôle essentiel de notre indépendance culturelle »,

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Avant son allocution, le président de la République avait visité, au pas de charge, le salon, s'arrêtant rapidement dans quelques stands mais sans faire de com-

mentaires, même dans le stand de la *Dépêche du Midi*, où un panneau lumineux indiquait : « Selon le sondage du Monde, François Mitterrand se détache nettement parmi les présidentiables pour les seize-vingt-quatre ans ». Il avait vu au SITEF un échantillon de ce qui modèlera notre vie de demain. De très gros projets multinationaux et des initiatives heureuses de PME locales. Du déjà vu, parfois, du neuf souvent.

Il est naturel que le hall central ait été occupé par la maquette de l'avion spatial Hermès, qui sera construit à Toulouse et les pays membres de l'Agence spatiale européenne décident de le financer en novembre prochain. Mais, à côté de cette maquette, on pouvait voir un autre simili avion, Eurofar. Ce projet Euréka, adopté début septembre à la conférence de Madrid, vise à construire un engin qui décollera comme un hélicoptère et volera comme un avion. Commun à cinq constructeurs européens (SNIA, MBB, CASA, WESTLAND, AGUSTA-ABRITALIA), il devrait déboucher sur la mise au point d'un engin pouvant trans-

porter vingt à trente personnes sur quelques centaines de kilomètres ; bien adapté, donc, à la desserte de petites villes, qui n'ont pas d'infrastructures aéroportuaires.

Autre projet Euréka, dans un tout autre domaine mais non moins ambitieux : celui qui associe la Lyonnaise des eaux et le fabricant danois de sucre DDS. Ce projet vise à créer, en 1989, des membranes filtrantes adaptées au traitement des eaux usées. Il est typique des synergies que permettent les associations entre industriels : DDS a une bonne connaissance de l'utilisation des membranes en agro-alimentaire mais n'a pas d'expérience en traitement des eaux, domaine d'activité de la Lyonnaise.

Un système qui pourrait révolutionner la confection

La plupart des stands montrent des études ou des réalisations plus modestes, qui peuvent cependant avoir demain un impact important. Ainsi en est-il du système mis au point par la SPENA, une société d'équipements aéronautiques, qui étend actuellement son activité à d'autres domaines et

présente un système qui pourrait révolutionner la confection. Une nappe de lumière laser permet de prendre les mesures d'une cliente. Les indications sont transmises à un ordinateur, qui crée une image de synthèse de la personne porteuse d'une robe de la collection. Si l'aspect obtenu satisfait la cliente, le patron du modèle taillé à ses mesures est automatiquement calculé.

Autre application informatique, notable parce qu'elle émane d'une minuscule société, VERI-LOG, constituée par des chercheurs toulousains. Il s'agit d'un système informatique, qui analyse un programme, dévoile ses structures, montre qu'il est bien ou mal construit. A une époque où les coûts de programmation et de maintenance logicielle prennent une importance croissante et constituent de véritables goulets d'étranglement pour la réalisation de grands systèmes, un tel outil d'analyse, unique en France sinon en Europe, peut rendre de très sérieux services.

MAURICE ARVONNY.

Après la nomination de M. Santini

M. Léotard n'entend pas se désengager du dossier communication

C'est au moment même où il célèbre l'anniversaire de sa loi sur l'audiovisuel du 30 septembre 1986 que M. François Léotard reçoit le renfort d'un ministre délégué chargé de la communication en la personne de M. André Santini (le *Monde* du 30 septembre). Entre les deux hommes, la collaboration ne devrait pas poser de problèmes politiques. Rue de Valois, le secrétaire général du Parti social-démocrate est considéré comme un « ami » capable de « secondar loyalelement » M. Léotard.

Un dossier pratiquement bouclé

Pour éviter les conflits de territoire qui avaient parfois opposé le cabinet de M. Léotard et l'ancien secrétaire d'Etat, M. Philippe de Villiers, le partage des rôles est, cette fois, plus précis : M. Santini se touchera pas à la culture et se cantonnera dans la communication. Pourtant, M. Léotard n'a pas l'intention d'abandonner une partie de ses responsabilités et de se désengager du dossier audiovisuel. M. Santini sera surtout appelé, dans les sept mois qui séparent encore de l'élection présidentielle, à désengorger l'emploi du temps chargé du secrétaire général du Parti républicain. M. Léotard, qui se souvient encore des interminables débats qui l'avaient cloué au Sénat l'an dernier, accueille avec soulagement l'aide de M. Santini pour l'examen des budgets de la culture et de la communication, des lois sur le patrimoine et l'enseignement artistique à la session d'automne du Parlement.

On s'empresse d'ajouter, rue de Valois, que le dossier communication est aujourd'hui pratiquement bouclé. Vingt-six des trente

décrets d'application prévus par la loi de 1986 sont déjà sortis ; le ministre a transféré la plus grande partie de ses prérogatives à la Commission nationale de la communication et des libertés et le paysage audiovisuel poursuit ses tumultueuses mutations.

Certes, la polémique soulevée par les déclarations du président de la République, la crise interne de la CNCL, perturbent quelque peu ce brevet d'autosatisfaction. Si l'on ajoute que les chaînes de télévision publiques ou privées prennent quelques libertés avec les grands principes du « mieux disant culturel », que les critiques pleuvent sur la médiocrité des programmes et que le cinéma est secoué par une forte baisse de la fréquentation, le bilan de M. Léotard paraît moins glorieux que ce que l'on affirme rue de Valois.

A ces critiques, le ministre de la culture et de la communication oppose comme à son habitude, ses convictions libérales. Il affirme qu'après le grand bouleversement qu'il vient de subir, le secteur de la communication met tout naturellement un certain temps à trouver ses équilibres. Il assure que les efforts financiers engagés en faveur du secteur public apportent dans quelques mois leurs moissons d'images nouvelles et que la concurrence entre les chaînes finira par sauver le cinéma français grâce à la hausse du prix d'achat des films. Quant à la CNCL, le ministre estime qu'elle a désormais tous les moyens de son indépendance et que seul le temps lui permettra de l'établir pleinement. Un pari global sur l'avenir qui reste bien risqué en plein cœur de la tourmente et à sept mois d'échéances électorales.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

A Nantes

L'imprimerie de l'Atlantique en sursis

L'imprimerie de l'Atlantique (Nantes), en dépôt de bilan depuis mars dernier, devrait être fixée sur son sort le vendredi 2 octobre. Un nouveau reprenneur pourrait être désigné à l'issue d'une prolongation d'activité d'un mois, indique le Livre CGT. Le nouveau propriétaire de l'imprimerie, M. Alexandre Marcel Gracia, désigné le 7 septembre par le tribunal, prévoyait un plan de redressement conservant quinze des trente-sept salariés, dont six à temps partiel.

Ce plan avait déclenché une grève avec occupation des locaux

de la part de militants de la CGT. M. Gracia avait alors assigné en référé douze ouvriers du Livre CGT et avait demandé le paiement de 5000 francs par jour d'occupation. La tension montait. M. Gracia a décidé, le lundi 28 septembre, d'abandonner son plan de reprise de l'imprimerie et a retiré son assignation. Le Livre CGT a indiqué, cependant, que l'occupation de cette imprimerie nantaise, spécialisée dans la confection de journaux gratuits, se poursuivait jusqu'à la décision du tribunal de commerce.

M. Jacques Glain

président de l'Union des annonceurs

M. Jacques Glain, directeur général de la communication et des relations extérieures du groupe L'Oréal, a été élu à l'unanimité président de l'Union des annonceurs (UDA) par son conseil d'administration du mercredi 23 septembre.

Il succède à M. Edme Nérot, directeur général de la FNAC de novembre 1985 à juin 1987, qui vient de démissionner de la présidence de l'UDA qu'il assumait depuis 1982. L'UDA, représentée au sein de nombreux organismes comme le Centre d'étude des supports de publicité (CESP), regroupe environ un millier d'entreprises, qui totalisent plus

de 75 % des investissements publicitaires et promotionnels.

[Né le 1^{er} octobre 1924 à Nantes (Loire-Atlantique), M. Jacques Glain a débuté à la chambre de commerce de la Guinée française en 1946, après avoir étudié à l'Ecole supérieure de commerce de Nantes. Entré au groupe L'Oréal en 1962 au poste d'attaché à la direction internationale, il est nommé PDG de la filiale britannique du groupe en 1967. Huit ans plus tard, il devient vice-président de L'Oréal et directeur général de la division « parfums et beauté ». Il occupe le poste de directeur général de la communication et des relations extérieures de ce groupe depuis 1983. Vice-président de l'Union des chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger, M. Glain était aussi vice-président de l'UDA.]

Un succès incontestable

Le programme Euréka est né en avril 1985 à l'initiative de M. Mitterrand pour développer la recherche communautaire dans les technologies de pointe et la formation d'un consortium d'industries du Vieux Continent à l'image d'Albus ou d'Arjane. Il portait du principe que les Américains — grâce aux fonds de l'initiative de défense stratégique (le « guerre des étoiles ») de M. Reagan — et les Japonais allaient doubler la mise dans de multiples secteurs et que l'Europe, écartée de la recherche, devait compléter les programmes de la recherche dite pré-compétitive par la Commission européenne (ESPRIT, RACE...) en privilégiant l'aval, c'est-à-dire le débouché sur des produits commercialisables.

Après quelques hésitations des partenaires de la France, Euréka, ouvert à l'ensemble des pays européens de l'Ouest (vingt pays au total), est un succès incontestable. Réunie à Madrid, le 15 septembre dernier, les ministres concernés ont décidé d'approuver vingt et un nouveaux projets pour 1,8 milliard de francs, portant le total à cinquante-huit projets financés pour 4,9 milliards de francs. Le financement est partagé entre les Etats et les entreprises. Ces projets concernent un nombre élevé de disciplines allant des télécommunications à la biotechnologie ou aux nouveaux matériaux. Le ministère français de la défense songe (le *Monde* du 27 septembre) à définir un Euréka militaire pour renforcer la coopération dans l'industrie européenne d'armement.

L'Europe: une proie de choix

Américanisée, les télévisions européennes ? De plus en plus. Un simple coup d'œil sur notre petit écran ou ceux de nos voisins suffit à le prouver. Mais, qu'on le déplore ou qu'on s'en moque, ce constat simple n'a pas fait jusqu'ici l'objet de nombreuses statistiques. Une étude récente du BIPE, le Bureau d'Informations et de Prévisions économiques, évaluée à 3,1 milliards de dollars le marché international des programmes. Un chiffre apparemment modeste — c'est moins que les seules exportations françaises de viande et de lait, par exemple — mais dont l'impact culturel ne doit pas être sous-estimé : c'est essentiellement la fiction qui s'échange dans les grands salons internationaux que sont le MIP et le MIPCOM.

Et ce marché international est fortement déséquilibré. D'un côté, Etats-Unis et Canada réalisent 79 % des exportations mondiales. De l'autre, l'Europe de l'Ouest affectue la moitié des achats mondiaux. Bref, remarque l'étude du BIPE, « plus de 40 % du commerce mondial est constitué par des achats européens de programmes américains ». Et, loin de se rétablir, ce déséquilibre va s'accroissant. D'abord parce que la hausse mondiale des coûts de production de la fiction oblige les producteurs américains à amortir leurs produits sur le marché international : les réseaux nationaux américains — ABC, CBS et

NBC, — en difficulté, rechignent à payer des prix sans cesse plus élevés.

Mais où exporter ? « Il n'existe, remarque le BIPE, pas plus d'une dizaine de pays où un épisode d'une série à succès peut se négocier plus de 50 000 dollars ». Et la plupart des télévisions solvables sont européennes.

Notre continent, fractionné en une quinzaine de langues, constitue donc une proie de choix. La plupart des pays de la Communauté européenne achètent « plus de programmes aux Américains qu'ils n'en produisent eux-mêmes ». L'étude du BIPE, l'explication est simple : une heure de fiction produite en France revient à 3 ou 4 millions de francs ; une heure achetée aux Etats-Unis à 800 000 F. Comment résister à la tentation, si une réglementation efficace n'y contraint pas ? Or l'Europe, qui s'ouvre aujourd'hui à la télévision, est en pleine désorganisation.

« En attendant la constitution d'un véritable marché intérieur européen des programmes, le gros des affaires restera donc aux mains des intermédiaires américains ou d'origine américaine », conclut le document du BIPE, les seuls à même d'avoir une stratégie efficacement continentale en Europe. « L'Euréka audiovisuel peut-il être la réponse à cette dérive ? »

P.-A. G.

HORS SERIE
SCIENCE VIE MICRO
SVM

SPECIAL MAC
LE GUIDE DU MACINTOSH

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

POUR DEVENIR ACTIONNAIRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
ÉCHANGEZ AVANT LE 1^{er} OCTOBRE 1987

Porteurs de Certificats d'Investissement Priviliégiés

Vous devez demander l'échange de vos C.I.P. contre des actions Société Générale, auprès de l'établissement financier dépositaire de vos C.I.P., impérativement **AVANT LE 1^{er} OCTOBRE PROCHAIN.**

Porteurs de Bons d'Acquisition de Certificats d'Investissement Priviliégiés

Vous devez exercer vos B.A.C.I.P. et échanger les C.I.P. obtenus impérativement **AVANT LE 1^{er} OCTOBRE PROCHAIN.**

À partir de cette date et jusqu'au 31 décembre inclus, vous pourrez toujours exercer vos B.A.C.I.P. mais sans pouvoir échanger les C.I.P. obtenus contre des actions.

À partir du 1^{er} octobre 1987, le prix d'acquisition des C.I.P. provenant de l'exercice des bons sera majoré d'un intérêt de 9,39 % décompté au jour le jour du 28 juillet 1987 jusqu'à la date de la demande d'acquisition.

Après le 31 décembre 1987, vos B.A.C.I.P. non exercés perdront toute valeur.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Trois notes d'information visées par la COB (n°s 87-227, 87-228, 87-229) sont disponibles auprès de tous les intermédiaires financiers.

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

DOSSIER MACINTOSH
• LE POINT COMPLET SUR LES PRODUITS MACINTOSH
• LES DERNIÈRES NOUVEAUTÉS DE MAC WORLD

octobre 87
ENTRÉE GRATUITE À APPLE EXPO AVEC CE NUMÉRO

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : REMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Un très important EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE nous a confié la recherche de son FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

Pour un premier contact votre carte de visite
professionnelle et votre adresse personnelle
seront suffisantes.

La discrétion la plus totale est garantie.

chp - 11111 - 11111



leader français
de l'Industrie Optique.
l'un des trois premiers
au plan mondial.
Monte filiales en France
et à l'étranger.
et 79 sous-filiales.
plus de 16.000 personnes.
87 % des ventes réalisées
hors de France.

Directeur filiales

Basé à la filiale de Hong-Kong, vous assurerez la responsabilité du Développement
du Groupe dans le Sud-Est Asiatique et dirigerez 7 filiales implantées en :

THAILANDE, INDONESIE, SINGAPOUR, MALAISIE et CORÉE,

dont vous superviserez l'ensemble des fonctions Marketing, Vente, Production,
Gestion.

Une expérience d'une dizaine d'années en Commerce International a développé
votre sens des affaires et votre personnalité de leader.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous pratiquez l'anglais, ainsi qu'une
ou plusieurs langues asiatiques.

Nous vous remercions de nous adresser un dossier complet de candidature, transmis
confidentiellement sous réf. 3612 à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd. Bonne Nouvelle
75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Sud-Est Asiatique



Groupes Pharmaceutiques Français
recherche pour sa filiale spécialisée dans la fabrication et
la commercialisation de produits médico-chirurgicaux un

DIRECTEUR D'USINE

200 personnes (Sarreguemines - 27)

En liaison avec la Direction de la Société, il prendra la responsabilité
de l'unité et devra notamment :

- assurer la gestion et l'animation des équipes en place,
- améliorer les outils de gestion industrielle et l'organisation de la
production,
- instaurer une véritable politique de qualité et de communication,
- prendre en charge les rapports avec les autorités locales et régionales.

C'est un ingénieur ayant une expérience industrielle de 5 à 10 ans, si
possible dans un secteur identique.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae,
photo et prétentions sous la référence 942 MO à
l'attention de Monsieur VOLTZ
SYNTHELABO
21, avenue Gallée
92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Grand éditeur parisien, nous créons la fonction de

Responsable de la Gestion Editoriale

Rattaché au Président, vous aurez pour objectif premier
l'harmonisation du fonctionnement et l'optimisation de la ren-
tabilité de la chaîne éditoriale. Après avoir réalisé avec succès
cette mission d'organisation, vous vous verrez confier la res-
ponsabilité opérationnelle de l'ensemble.

Pour réussir, vous avez une double formation : grande école
complétée par un MBA ou équivalent. Votre solide culture
générale vous permet de rejoindre l'univers de l'édition si vous
possédez une pratique de l'audit acquis de préférence au sein
d'un grand cabinet et/ou en entreprise.

Vous êtes déterminé à saisir l'opportunité de contribuer, par
votre savoir-faire, au développement stratégique de notre
groupe.

Merci de nous adresser votre dossier pour une première
rencontre sous référence 640/M à

CURSUS CONSEIL
26, rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris.

BANQUE PRIVEE PARIS

150 personnes - clientèle de particuliers et de PME
recherche

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

pour remplacer le
DIRECTEUR GENERAL
à son départ en retraite.

Le candidat âgé de moins de 45 ans pourra
justifier d'une expérience bancaire réussie de
plusieurs années dans un poste de DIRECTEUR
de GROUPE ou de REGION.

Adresser CV, photo et prétentions ss réf. 80274 à
HAYAS CONTACT
1, place du Palais Royal, 75001 PARIS

Le Monde INTERNATIONAL

LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

organiza dos oposiciones generales para la constitución de listas
de reserva de

TRADUCTORES (m/f*) Y TRADUCTORES ADJUNTOS (m/f*) (COM/LA/595 y COM/LA/597)

¿QUIERE USTED SER TRADUCTOR EN LA COMISION DE LAS
COMUNIDADES EUROPEAS?

- Si es Usted de nacionalidad española;
- si ha realizado estudios universitarios completos;
- si tiene como lengua activa principal el español y un conocimiento
profundo de al menos dos de las lenguas siguientes: alemán, inglés,
danés, francés, griego, italiano y neerlandés, de las cuales una debe ser
el francés o el inglés.

Pida el anuncio detallado de las oposiciones publicadas en el Diario
Oficial de las Comunidades n° C 252 del 22 de septiembre de 1987, diri-
giéndose a:

- Commission des Communautés européennes, Division Recrutement,
rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Tel: 02/235.11.11;
- Oficina de Prensa e Información, C/ Serrano 41, 5a planta,
E-28001 MADRID. Tel: 275.04.60 (9-15 h).

Condiciones particulares

- TRADUCTORES -
COM/LA/595 - LA 7/8
- poseer una experiencia profe-
sional post-universitaria de
dos años por lo menos;
- haber nacido después del
30 de octubre de 1948.

- TRADUCTORES ADJUNTOS - COM/
LA/597 - LA 8
- no se exige experiencia profe-
sional;
- haber nacido después del
30 de octubre de 1954.

Fecha límite para la recepción de las candidaturas: 30 de octubre de 1987.

* La Comisión desarrolla una política que tiene por objeto garantizar la
igualdad de oportunidades entre mujeres y hombres en todas las
profesiones.

A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

organiza dois concursos gerais para a constituição de listas
de reserva de

TRADUTORES (m/f*) e TRADUTORES ADJUNTOS (m/f*) (COM/LA/596 e COM/LA/598)

QUER SER TRADUTOR NA COMISSÃO DAS COMUNIDADES
EUROPEIAS?

- Se tem nacionalidade portuguesa;
- se efectuou estudos universitários completos;
- se tem como língua principal o português e possui um conhecimento
profundo de pelo menos duas das seguintes línguas: alemão, dinamar-
quês, francês, grego, inglês, italiano e neerlandês; das quais uma deve
ser o francês ou o inglês.

Pode obter o aviso pormenorizado dos concursos publicados no Jornal
Oficial das Comunidades n° C 252 de 22 de Setembro de 1987 dirigindo-se a:

- Commission des Communautés européennes, Division Recrutement,
rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Tel: 02/235.11.11;
- Bureau de Presse et d'Information, Rua do Salitre 56-10°,
P-1200 LISBOA. Tel: 54.11.44.

Condições particulares

- TRADUTORES -
COM/LA/596 - LA 7/6
- possuir experiência profissio-
nal pós-escolar de pelo menos
dois anos;
- ter nascido depois de
30 de Outubro de 1948.

- TRADUTORES ADJUNTOS -
COM/LA/598 - LA 8
- não é exigida experiência
profissional;
- ter nascido depois de
30 de Outubro de 1954.

Data limite para recepção das candidaturas: 30 de Outubro de 1987.

* A Comissão desenvolve uma política que tem por objectivo assegurar a
igualdade de oportunidades entre homens e mulheres em todas as
profissões.

هكذا من الاله

Le Monde INTERNATIONAL

ETAT DU QATAR - FORCES ARMEES

SPECIALISTES

pour Mirage F1 et Alpha Jet

- CELLULES
- MOTEURS
- INSTRUMENTS ELECTRIQUES DE BORD
- RADAR (SYRANO IV)
- Centrale Inertie (I.N.U.), POD de reconnaissance (RECCE POD), système de dépannage de l'avion en piste (S.D.A.P.), viseur tête haute (H.U.D.), (SIMULATEUR).
- TECHNICIENS D'ELECTRICITE

Adresser lettre manuscrite + CV au Bureau Militaire - Ambassade du Qatar à Paris
57, quai d'Orsay
75007 PARIS- Tél 45.51.90.71 de 9h00 à 15h00.

- CONDITIONS ET AVANTAGES :
- expérience de 3 ans min. (dans les spécialités ci-dessus)
 - âge limite 45 ans
 - contrat de 3 ans
 - logement gratuit
 - salaire en fonction de la qualification et de l'expérience
 - congés annuels de 45 jours payés ainsi qu'un billet aller-retour gratuit pour le candidat, son épouse et 3 enfants.

BANQUE IMPORTANTE EN GUYANE

Recherche pour remplacer à terme

URGENT RECH. INSTITUTEUR

Logé - nourri
Français et Guyanais
Tél. : (118) 86-78-17-87.

Jeune titulaire du DECE (ou niveau équivalent) avec 2 à 3 ans d'expérience en entreprise.

Sans des responsabilités et esprit d'initiative indépendantes, ainsi qu'une aptitude à motiver et diriger une équipe.

Envoyer sous le n° 8899M
LE MONDE PUBLICITE
8, rue de Montessuy, Paris-7.

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES, GENÈVE

ouvre une inscription pour un poste à temps plein de :

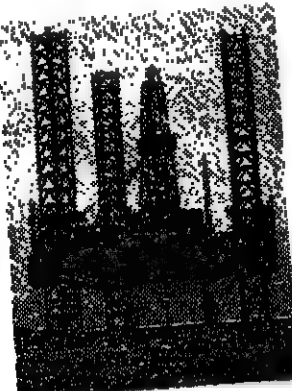
Professeur/Professeur adjoint de politique internationale

Les candidats doivent posséder une formation universitaire solide dans le domaine de la politique internationale. Ils doivent faire preuve d'un intérêt particulier pour les questions d'analyse politique des relations économiques internationales et pour les problèmes de coopération et de conflit entre Etats qui se rattachent à ce domaine et à des domaines voisins. Ils doivent également être en mesure d'organiser des séminaires spécialisés à un niveau avancé et de donner des enseignements de caractère général dans le domaine de la politique internationale.

Les candidats, titulaires d'un doctorat, doivent avoir une bonne expérience de l'enseignement universitaire et justifier de publications substantielles. Selon l'expérience des candidats, la nomination pourra intervenir au niveau de professeur ou de professeur adjoint. L'enseignement pourra être donné en anglais ou en français mais une connaissance suffisante de l'autre langue est désirable. Entrée en fonctions : 1^{er} octobre 1988.

L'Institut se réserve le droit de recourir à une procédure par appel. Les dossiers de candidature complets doivent parvenir, au plus tard le 15 décembre 1987, au directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, 132, rue de Lausanne, 1211 Genève 21, Suisse. Ils doivent comprendre un curriculum vitae détaillé et une liste de publications. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la même adresse. Aucun dossier de candidature reçu après le 15 décembre 1987 ne pourra être pris en considération.

DRILLING FLUID ENGINEERS



An offshore drilling contractor starting a new service in drilling fluid management wishes to recruit Drilling Fluid Engineers with practical experience in the areas of mud engineering and/or solids control optimisation in offshore drilling.

Depending on experience, successful applicants will work as rig-based operations organisation/supervisory positions. World-wide opportunities are available. While the company is strongly committed to innovation in downhole technology, its level of involvement in drilling fluid engineering will vary depending on local conditions. A high degree of initiative and flexibility is therefore expected on the part of applicants for these positions. The required personnel will have a minimum of 5 years' experience. Preferably obtained in field and/or laboratory situations. A keen interest in and ability to apply themselves to new and evolving technology in the drilling fluid field are essential. Applicants must have a first degree in a physical science discipline or a chemical or petroleum engineering background. Age indication: 25-40. English essential. Salary and additional benefits are fully competitive for the industry. Salary in the first instance, quoting ref. 17296 to Media System. Please write in the first instance, quoting ref. 17296 to Media System, 2, rue de la Tour des Dames, 75009 Paris.

UNIVERSITÉ DE BRUXELLES L'ÉCOLE DE COMMERCE SOLVAY

annonce la vacance d'un poste de professeur de

MARKETING

Charge complète de cours et de séminaires : direction de recherche.

Le titre exigé est celui de docteur (thèse d'Etat) à moins que le candidat ne puisse faire la preuve d'une notoriété exceptionnelle.

Entrée en fonctions : février 1988. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de M. C. Adam, directeur de l'Université de Bruxelles, 50, av. Franklin-Roosevelt, 1050 Bruxelles, pour le 15 OCTOBRE 1987.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSEIL

recherche pour Secteur International

Experts confirmés Consultants en

- économie et développement,
- finances publiques et banque,
- organisation et gestion,
- formation.

Minimum 5 ans d'expérience, totalité ou partie à l'étranger.

Formation supérieure : ENSAE, HEC, Sciences Po, X, Mines, Ponts, Doot, ou équivalent. Anglais, espagnol souhaités.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à M. 5778 à AXIAL, 27 rue Talbot, 75008 Paris, qui trans.

Le Monde CADRES

Cabinet d'audit de dimension nationale

recherche pour ses bureaux de PARIS, LILLE et METZ

- EXPERTS COMPTABLES ou MÉMORIALISTES
- COLLABORATEURS CONFIRMÉS (3 à 5 ans d'expérience) ET DÉBUTANTS (NTSCF, écoles de commerce, DECS, etc.).

Pour missions de Commissariat et de Conseil, notamment dans le secteur de l'économie sociale et des Comités d'Entreprise.

Envoyer c.v. + prétentions sous le n° 8 058 M
LE MONDE PUBLICITE, 5, r. Montessuy, Paris-7.

SANOFI SANTÉ ANIMALE

Région BORDEAUX

recherche

Jeune ingénieur Responsable logistique distribution

Compétence systèmes informatisés
Nous adresser dossier de candidature. Service du personnel - Z.I. La Ballastière 33 501 LIBOURNE Cedex.

SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ COMMERCIAUX POUR VENTE D'ESPACES

recherche

ANIMATEUR ÉDUCATEUR Diplômé école Sup. Evry, candidatures et c.v. M.J. Maison Blanche, B.P. 2032, 91070 REIMS CEDEX.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL en Informatique Pétrolière

recherche

UN INGÉNIEUR ayant une formation en INFORMATIQUE et ANALYSE NUMÉRIQUE avec plus particulièrement des compétences en matière d'INFORMATIQUE GRAPHIQUE. Ecrire sous le n° 8032 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

H. 38 ans, 15 ans exp. en commerce international. Bonne connaissance de l'Afrique.

RECHERCHE poste commercial export ou responsable service administration ventes export. Basé Paris-R.P. Anglais courant. (BCO/CR 1076.)

CAMBISTE SPÉCIALISÉ marché monétaire international Eurodollar, 40 ans. Antidiscrétion, anglais, espagnol, notions allemand, 14 ans exp. euro-dépôt swiss spot court et moyen terme, trésorerie, devise. Fr. Disponibilité.

PROPOSE sa collaboration à compagnie assurances PME-PMI, grande entreprise en vue de développer ou créer service trésorerie devise, Euro-Fr. France ou étranger. Déplacements acceptés. (BCO/ICB 1077.)

CADRE CONFIRMÉ MARKETING - Communication. 46 ans. Anglais, allemand courants. Exp. industrie biens d'équipement, chimie, textile, mode, conception et mise en œuvre de la stratégie interne et externe. Créatif : de la conception à la réalisation (annonces, brochures, audiovisuels, stands. Gestionnaire du budget. Choix partenaires sous-traitants.

RECHERCHE poste France ou étranger. (BCO/MS 1078.)

INFORMATICIEN - Ingénieur diplômé BTP et géographe (IGN). - DESS Systèmes d'information (IAE). Anglais, arabe courants. ETP coordination et maîtrise d'œuvre projets ETP France et étranger. Connaissances organisation, gestion, méthodes de conception de SI orientées objet. SGDB réseau et relationnel. Approche systèmes experts.

RECHERCHE poste de responsable projet, intégrateur analyse et conception SI. France, étranger. (BCO/MS 1079.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

L'AGENDA

Particuliers (offres)

Cible coll. compl. e le Monde + 10 dernières années. S'adr. à M. Apsire. Tél. : 42-50-55-04.

Bateaux

AVENIRE 500 000 F
beau voilier hollandais
15 m x 4,50 m 1925.
Vieille Paris/Concorde.
Carène 05-87, acc. ét. 14.
Tél. : 45-23-05-14.

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix.
« Que des bijoux exceptionnels » écrit le guide « Paris pas cher » en référence, brillants, saphirs, etc., bagues, colliers, etc. Tous les bijoux or.

PERRON OPERA
angle bd des Capucines, 4. Chausse d'Antin.
Acheté les bijoux ou échanges.
Autre magasin autre qd choix.
Ecole 37, av. Victor-Hugo.

TOUS LES BIJOUX ANCIENS et récents. Bijoux romantiques et 20^{es} ESCOFFIERE
AQUA OR
GILLET - 19, rue d'Arcole, 75004 PARIS, 43-54-00-33.
Châ guide GAULT et MILLAU.

POUR VOS PROBLÈMES PONTUELS
MARKETING PUBLICITÉ CONCEPTION FILMS
JE SUIS publicitaire indépendante. Je vous aide à faire LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7.

J.P. 32 ans, secrétaire confirmée, sans des responsabilités, cherche poste administratif dans entreprise 9 heures ou 3 nuits par semaine.
Tél. : 43-68-77-73.

Cours

PARIS. Artiste professionnel cours de peinture et croquis. Tél. : 43-58-08-71.

Accessoires

AUTO-RADIO

toutes grandes marques. Pensez à acheter par c.p. à partir de 135 F.
AUTO-RADIO ALARME
41, av. P.-V.-Coururier, en sortant du parc.
PTE-DE-GENILLY, 45-46-23-24.

Expositions

Toujours en excellent état, exposition ambulante : LES GRANDS COMTEUX DU NIVERNAIS ET LEURS IMAGES. De Paris à Andernos. Circuler encore en 1987. Disponible en novembre 1987. Pour la location téléphoner au : 35-73-11-22.

Maisons

de retraite

CHATEAU DE BRION

Prix Nigérette

Résidence pour personnes âgées. Ouv. le 1^{er} oct. 1987. Tél. : (16) 86-91-92-56.

Relations humaines

Centre ABAC

VAINCRA LA SOLITUDE moins de 35 ans s'abstient PARIS, téléph. : 46-70-80-84.

Meubles

Beaux meubles de style chène, mersier

à des prix de cession d'acquéreur : 28, rue Pouchet, 75017 PARIS, le Brochant du lundi au samedi de 14 h à 18 h. Tél. : 46-27-82-57.

Fourrures

FOURRURES en tous genres CRÉATION RÉPARATION TRANSFORMATION Travail soigné.

M. Pierre LE BAUD, 15 bis, rue Jules-Ferry, 45400 Fleury-les-Aubrais. Tél. : (16) 38-73-85-47.

Spécialités régionales (vins)

MONTLOUIS A.O.C.

POUR CONNAISSEURS vin blanc sec, 1/2 sec, rosé, blanc et méthode champenoise. Tâtes sur demande A. CHAPEAU vigneron, 15, rue des Atrés, HUSSEY.

37270 MONTLOUIS-S/LOIRE.

Vacances

Tourisme

Loisirs

Séjour enfants dans le JURA et 500 m. 3 h de Paris TGV. Toulonnais 97/108 97/108 98 Yves et Liliane, 38 ans, accueillent vos enfants dans une ancienne ferme du XVII^e siècle confortablement rénovée et des sapins. Nombre et des enfants. Nombre d'enfants limité à 14 pour offrir un accueil familial personnalisé. Activités selon saison et conditions. Tennis, ski de fond, jeux collectifs, pony, découverte du milieu rural, des fleurs, fabrication du pain. Tél. : 81-38-12-51.

LOUIS GUADALUPE Studios climatisés, bord plage. La mola 5.000 F. 15 jours 5.000 F. T. : (16) 48-48-02-52, h. rap.

Vêtements

Nouvelle boutique Levi's STOCK MARIE 77400 St-Thibault-de-Vigny. Tél. : 54-30-55-47.

automobiles

ventes

plus de 16 C.V.

Vente ALPINE 310 V8 Pack ST, blanc nacré, tôleuse, radio, alarme, 49 000 kilomètres. Prix 115 000 F. Tél. : 40-70-00-01, samedi 48-42-11-13 après 20 h.

Lean & Mommy



First et Clipper Class Pan Am.
Si vous en voulez plus.

Si vous en voulez plus.

هكذا من الاصل

Economie

ÉTRANGER

Affirmant qu'il veut « stimuler l'activité en partant de la base » Le président Reagan défend sa politique économique devant l'Assemblée générale du FMI

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Dans son discours inaugural de la quarante-deuxième assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, ouverte à Washington mardi 29 septembre, le président Ronald Reagan n'a pas résisté au plaisir de rappeler le premier discours qu'il avait prononcé devant cette assemblée, il y a six ans. Le thème qu'il avait alors développé était qu'une « révolution économique » était en marche. Il faut convenir que les propos qu'il a tenus mardi — les mêmes quant à leur substance — ont rencontré beaucoup plus de compréhension et même d'approbation qu'en 1981.

« Une bonne gestion ne doit pas être confondue avec l'extension des pouvoirs de l'Etat sur l'économie », a-t-il dit, ajoutant : « Notre but est de stimuler l'activité en partant de la base. » Très en forme, le président a ravi son auditoire en disant : « Fourni tous les hommes un métier, l'économiste est le seul, quand il voit qu'une chose fonctionne bien, à se préoccuper sérieusement de savoir si elle marche en théorie. »

Soucieux de répondre aux critiques de ceux qui, aux Etats-Unis, l'accusent d'avoir désindustrialisé l'économie américaine, le président affirma que le nombre des emplois dans le secteur manufacturier avait augmenté d'un million depuis 1982. Les salaires réels, a-t-il ajouté, qui avaient baissé dans ce secteur de 7 % entre 1977 et 1981, ont augmenté ensuite de 2,5 % par an. Le président a été chaleureusement applaudi par la salle, composée des membres des cent cinquante délégations venues au grand complet pour l'occasion, quand il a dit que toutes les propositions de loi de nature protectionniste qui lui seraient présentées par le Congrès seraient renvoyées revêtues de la mention « veto » écrite de sa main.

Confirmant les divergences de vues qui se sont exprimées ces derniers jours entre, d'une part, les

Etats-Unis et, d'autre part, les pays occidentaux (Allemagne fédérale et Japon), le président a invité « les pays accumulant des surplus » (il ne les a pas nommés) à remplir leurs obligations internationales, comme l'ont fait les Etats-Unis en réduisant déjà fortement leur déficit budgétaire. « Il y a de bonnes raisons pour espérer que le bon tournant a été pris en Afrique », a dit le président Reagan, qui a cité en exemples les efforts entrepris par le Sénégal, le Ghana, le Cameroun, le Malawi, pour libérer leur économie. En revanche, le président Reagan a stigmatisé l'Éthiopie, affirmant que « l'étatisme avait été la sécheresse » et qu'il était « de la tragédie » de la famine dans ce pays.

Le gouvernement éthiopien, a encore dit le président, soutenu par l'Union soviétique a engagé ce pays dans un chemin sans espoir.

Le président s'est, au contraire, lancé dans un éloge appuyé de la réforme économique en Chine populaire. Dans ce pays, a-t-il dit, la production agricole a doublé par rapport à ce qu'elle était il y a quinze ans.

Les banques doivent jouer leur rôle

Les délégués ont entendu ensuite successivement le président de la Banque mondiale, M. Barber B. Conable et le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, qui prenait pour la première fois la parole devant cette assemblée.

L'un et l'autre réclament une augmentation des ressources de leurs institutions respectives. Pour la Banque mondiale, la décision de principe d'un accroissement substantiel est déjà prise. A ce propos, M. Conable a rappelé que la Banque mondiale est devenue, depuis quelques années, le principal pourvoyeur de nouveaux prêts aux pays les plus endettés, à concurrence de 4/5^e du total.

Au contraire, le Fonds monétaire, comme l'a rappelé M. Edoard Balladur pour le déplorer, a vu sa contribution devenir négative, les remboursements qu'il obtient, dépassant le montant des nouveaux crédits qu'il accorde. En outre, le Fonds dispose actuellement d'abondantes liquidités (le Monde du 30 septembre). Cependant, pour préparer les années 1990, le directeur général Michel Camdessus demande, lui aussi, que soit envisagée une « augmentation substantielle » des quotas. La décision doit être prise avant le 31 mars 1988.

Pour le reste, c'est-à-dire pour l'essentiel, le directeur général du Fonds monétaire s'est attaché à ramener de l'ordre dans les rangs. La stratégie, mise en œuvre par son prédécesseur, M. Jacques de Larosière, et par les principaux gouvernements intéressés pour traiter le problème de l'endettement international, doit être préservée. Les gouvernements des pays endettés sont instamment invités à persévérer dans leur politique d'austérité. Allusion aux relations brèves, M. Camdessus a déclaré : « Quels que soient les débordements de démagogie, qui ne cessent de les assaillir, il est essentiel que ces pays ne laissent personne, par des commentaires ambigus ou des menaces d'actions unilatérales, jeter la doute sur la sincérité de leur engagement, dans cet effort commun de rétablissement d'une croissance durable et de reconstruction de leur crédit extérieur. » A bon entendeur salut.

Tandis que les gouvernements des pays créanciers sont appelés, eux, à renforcer la situation financière du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, on demande aux banques commerciales de « jouer un rôle plus actif ». C'est-à-dire de recommencer à prêter. Pour M. Camdessus, les accords récemment signés, notamment avec l'Argentine, montrent que les banques sont

désormais en mesure de choisir entre plusieurs options (ce que le jargon du Fonds monétaire appelle maintenant le menu). Elles devraient notamment, dans l'avenir, se voir offrir des possibilités élargies pour échanger leurs créances contre des obligations ou des actions.

Les déclarations de M. Balladur

Avant de quitter Washington, M. Edoard Balladur a prononcé son discours devant l'assemblée générale. Appuyant M. Michel Camdessus, le ministre d'Etat a notamment déclaré, à propos des pays en développement, qu'ils devaient poursuivre leurs efforts « pour favoriser l'assainissement en profondeur de leur économie ». En contrepartie, le ministre français a plaidé de nouveau en faveur de l'accroissement des ressources « concessionnelles » (c'est-à-dire assorties de taux d'intérêt plus bas que le marché) mises à la disposition des pays les plus pauvres.

Par ailleurs, M. Balladur a insisté « sur la nécessité d'éviter une nouvelle montée des taux d'intérêt qui créerait un frein à nos ambitions en matière de croissance et pèserait lourdement sur les pays endettés ». Se félicitant de la stabilisation des taux de change obtenus par les accords du Livre, M. Balladur a déclaré : « Cette réussite confirme à mes yeux notre capacité à organiser et à gérer un système monétaire ordonné. »

PAUL FABRA.

Un projet édulcoré

Le Parlement devrait approuver la nationalisation du système bancaire

LIMA
de notre correspondant

Après deux mois de débats houleux, le projet de loi sur la nationalisation du système financier a finalement été approuvé par le Parlement, le mardi 29 septembre au matin. Malgré les modifications aux stades antérieurs, apportées par les sénateurs au projet nettement plus radical envoyé par la Chambre basse, les députés de la majorité l'ont ratifié. La loi devrait donc être promulguée par le président Alan García avant la fin de la semaine. Son exécution risque de provoquer une nouvelle tempête politique puisque les banques ont annoncé qu'elles résisteraient « physiquement à cette intervention ».

Les banques visées ont commencé une « bataille juridique contre cette loi inconstitutionnelle qui viole le pluralisme économique, évoque une utilité sociale inexistante, déclare les banques service public et l'activité financière en état d'urgence pour éviter de payer le juste prix de l'expropriation ». Cet état d'urgence permet à l'Etat d'asseoir immédiatement le contrôle des banques sans payer au préalable un « juste prix », évalué officiellement 200 millions de dollars.

Pourtant, ce projet de loi est bien édulcoré si on le compare à celui proposé par les députés. Il prévoit l'expropriation de dix banques, six entreprises financières et dix-sept compagnies d'assurances, mais les filiales des banques étrangères et les banques régionales échappent à cette mesure.

L'Etat mettra en vente 30 % des actions des grandes banques et se réservera 30 % des actions de la Banque régionale (le pays sera prochainement divisé en douze régions). 51 % seulement des actions des compagnies d'assurances seront expropriées. De plus, l'Etat ne s'attaquera pas aux filiales des banques, comme le stipulait le projet approuvé par les députés.

Que le gouvernement ait fait marche arrière peut s'expliquer par le fait que la campagne menée par la droite contre l'instauration des banques a été d'une violence imprévisible.

La coalition de la gauche unie, la IU, deuxième force politique du pays, qui avait défendu le projet initial de l'APRA, a finalement dénoncé « la capitulation de l'APRA face au grand capital (...) Cette éviscération est loin d'avoir cassé les reins de l'oligarchie. Elle n'est guère plus redoutable qu'un requin édenté ».

NICOLE BONNET.

Remontée du dollar

La Banque du Japon invite les instituts de crédit à l'« automodération »

Le dollar poursuivait mercredi 30 septembre le mouvement de hausse engagé la veille sur les marchés asiatiques avant de se propager en Europe et aux Etats-Unis. La monnaie américaine retrouve ainsi son cours du mois d'août et clôture à Tokyo à 146,33 yens. Au-delà de l'explication purement technique de ce mouvement — l'année fiscale se termine le 30 septembre au Japon, — les marchés financiers semblent réagir au renouveau de tension sur les taux d'intérêt américains mais aussi japonais. Peu impressionnés par la réaffirmation, le week-end dernier, de la politique de stabilisation du dollar par les sept principales nations industrielles, les cambistes restent perplexes, tant les déclarations des responsables de la politique monétaire japonaise leur paraissent ambiguës.

Le gouverneur de la Banque centrale, M. Satoshi Sumita, avait, la semaine dernière, déclaré vouloir relever le taux d'escompte, actuellement de 2,5 %. Quelques jours plus tard, son bras droit déclarait tout engagement à ne pas toucher au loyer de l'argent, même si une remontée des taux au Japon risquait de détourner les investisseurs du marché américain, actuellement le plus attractif en ce domaine. En fait, la Banque du Japon ne cache pas son inquiétude face au dérapage de la masse monétaire et semble prête à abandonner la politique de laisser-faire total qu'elle suivait jusqu'à présent.

Condamné à utiliser une marge de manœuvre particulièrement étroite, M. Sumita a réaffirmé à Washington, le 29 septembre, qu'il ne toucherait pas au taux

d'escompte « pour le moment », mais tenterait de mieux contrôler les liquidités, dont la croissance dépasse 10 % en rythme annuel depuis le printemps dernier, atteignant même 11 % en août. Il est donc demandé aux banques commerciales d'adopter une « automodération » sur la hausse des crédits qu'elles allouent durant le quatrième trimestre. Un petit pas vers une meilleure surveillance, selon le gouverneur de l'institut d'émission, qui a rappelé que « jusqu'à présent la Banque du Japon mettait simplement un tampon sur les programmes de prêts présentés par les banques ».

Cet « avis de modération » suffira-t-il à limiter le gonflement de liquidités excessives et, surtout, les poussées de fièvre spéculative auxquelles on assiste sur la place de Tokyo ? Les avis divergent, et les experts attendent de mieux évaluer les mouvements des semaines à venir pour se prononcer sur le fond. Mais chacun souligne désormais que les taux d'intérêt constitueront encore longtemps le talon d'Achille des accords du Livre de stabilisation des parités des grandes monnaies, et certains cambistes se demandent si la tentation à la banque du billet vert n'est pas appelée à s'inverser avant longtemps. Au-delà de ces réactions, une interrogation demeure : les propos très orthodoxes de M. Sumita, sur la lutte antinflationniste par la limitation de la croissance de la masse monétaire sont-ils vraiment justifiés ? La baisse des prix de détail et des prix de gros a fait place à une remontée encore très marginale et jugée peu inquiétante par les partenaires de Tokyo.

Alors que des négociations commerciales vont s'ouvrir

Les critiques s'accroissent aux Etats-Unis contre les subventions européennes à Airbus

BRUXELLES
(Communiqué européen)
de notre correspondant

Le conflit entre les Etats-Unis et la CEE, né à propos des Airbus et des aides publiques qui lui sont fournies, rebondit. Les ministres compétents des quatre pays participants au consortium européen — la France, la RFA, le Royaume-Uni et l'Espagne —, ainsi que M. Willy De Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, se réuniront, le 27 octobre, M. Clayton Yeutter, le représentant spécial de la Maison Blanche pour les négociations commerciales, afin d'examiner de manière approfondie les points de vue en présence et peut-être d'essayer de prévenir un désastre diplomatique.

La pression monte actuellement aux Etats-Unis, alimentée notamment par un rapport du ministère du Commerce, qui démontre au long et en large que la production d'Airbus est subventionnée très au-dessus de la normale. Les deux principaux fabricants d'avions américains, Boeing et Douglas, qui redoutent d'autant plus la concurrence d'Airbus que leurs derniers résultats ne sont que moyennement brillants, s'impétient et se sentent plus qu'attirés, les bras croisés, que se déroulent au rythme lent des institutions genevoises les consultations engagées dans le cadre du GATT (l'accord qui réglemente le commerce international) sur la comptabilité des aides fournies à Airbus avec le code du GATT, qui traite de la commercialisation des avions civils, ou encore sur la manière de revoir ce code.

AFFAIRES

Les perspectives énergétiques de la France

M. Madelin répond aux critiques du Conseil économique et social

« Prévoir trop haut peut coûter aussi cher que prévoir trop bas. Dès qu'il s'agit d'énergie, on parle de dizaines de milliards : une prévision trop haute, c'est une mauvaise utilisation du capital », a déclaré M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, mardi 29 septembre, devant le Conseil économique et social. Il répondait aux observations formulées, dans un avis, par le Conseil, à propos du rapport réalisé par la direction de l'énergie de son ministère sur les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2000 (le Monde du 8 mai).

Dans cet avis, le CES estime que l'horizon examiné par le ministère est trop proche, compte tenu des délais d'investissement dans le domaine énergétique. Il juge aussi que la fourchette retenue pour les consommations d'énergie en l'an 2000, qui va de 195 à 235 millions de tonnes équivalent pétrole

(contre 197 en 1986) est trop large. Le Conseil propose donc de ne retenir que la partie haute (215-235 millions de TEP) de cette fourchette, estimant, selon le rapporteur, M. Gérard Rameau, que « entre deux erreurs, il faut choisir la moindre », et qu'une sous-estimation des besoins est plus grave qu'une surestimation.

Dans sa réponse, M. Madelin résume sa politique, fondée d'une part sur la nécessité de préparer le long terme en développant une très grande flexibilité des consommations d'énergie et en réduisant la dépendance énergétique, et, d'autre part, sur le besoin d'une « énergie performante », capable de contribuer à la compétitivité de l'économie, ce qui passe notamment par une concurrence aussi forte que possible entre les différentes énergies et par le « libre jeu des forces du marché » dans tous les domaines.

Préfecture du Var

Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

AVIS AU PUBLIC - REGROUPEMENT D'ENQUÊTES

(loi n° 83-630 du 12 juillet 1983)

- Ligne à deux circuits 400 kV Cadarache-Boutre et Boutre-Paravis avec étude d'impact.
- Plan d'occupation des sols de Ginasservis.

Deux enquêtes publiques regroupées sont ouvertes pendant quarante-cinq jours consécutifs, du 17 octobre 1987 au 30 novembre 1987 inclus, relatives à la réalisation par le Centre d'équipement du réseau de transport d'EDF, des travaux d'établissement des lignes à deux circuits 400 kV (Cadarache-Boutre et Boutre-Paravis, tronçons de Tavel-Carros) et d'aménagement des lignes à 225 et 150 kV aux abords du poste de Boutre, sur le territoire des communes de Valensole, Riez, Gréoux-les-Bains, Saint-Martin-de-Bromes, Esparron-de-Verdon, dans le département des Alpes-de-Haute-Provence, Riez, Saint-Julien, Vinon-sur-Verdon et Ginasservis dans le département du Var :

- la première préalable à la DUP des travaux vaudra enquête publique au sens de la loi du 12 juillet 1983, avec étude d'impact ;
- la seconde portera sur la modification du POS de Ginasservis, en vue de l'inscription d'un emplacement réservé pour cette opération.

Le siège des enquêtes est fixé en préfecture du Var à Toulon (1^{re} direction, 1^{er} bureau) où toute correspondance relative aux enquêtes pourra être adressée :

Un exemplaire du dossier relatif à la demande de déclaration d'utilité publique sera déposé :

- à la préfecture du Var à Toulon ;
- à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence à Digne ;
- à la sous-préfecture de Brignoles ;
- en mairies de Valensole, Riez et Riez (chefs-lieux de canton) ;
- en mairies de Gréoux-les-Bains, Saint-Martin-de-Bromes, Saint-Julien, Esparron-de-Verdon, Vinon-sur-Verdon et Ginasservis.

Un exemplaire du dossier relatif à la modification du POS de Ginasservis sera déposé à la préfecture du Var à Toulon, à la sous-préfecture de Brignoles et en mairie de Ginasservis.

Les observations adressées par correspondance à la préfecture du Var ainsi que celles qui seraient présentées par la chambre d'agriculture, la chambre de commerce et d'industrie et la chambre des métiers seront tenues à la disposition du public.

Le commissaire-enquêteur nommé pour conduire les enquêtes est M. Dubost Claude, général (e.r.). Il se tiendra à la disposition du public pour y recevoir ses observations, aux lieux et heures suivants :

- Mairie de Valensole et mairie d'Esparron-de-Verdon : le mardi 17 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h ;
- Mairie de Saint-Martin-de-Bromes et mairie de Riez : le mercredi 18 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h ;
- Mairie de Gréoux-les-Bains et mairie de Vinon-sur-Verdon : le jeudi 19 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h ;
- Mairie de Riez et mairie de Saint-Julien : le vendredi 20 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h ;
- Mairie de Ginasservis : les lundi 23, mardi 24 et mercredi 25 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h.

Par ailleurs, M. le Commissaire-Enquêteur se tiendra à la disposition du public en préfecture du Var, bureau des expropriations, avenue du 112^e Régiment d'Infanterie à Toulon, les jeudi 26, vendredi 27 et lundi 30 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h.

A chacun des dossiers d'enquête sera annexé un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, destiné à recevoir les observations du public.

Copie du rapport et des conclusions sera adressée aux mairies de Valensole, Riez, Gréoux-les-Bains, Saint-Martin-de-Bromes, Esparron-de-Verdon, Riez, Saint-Julien, Vinon-sur-Verdon, Ginasservis ainsi qu'à la sous-préfecture de Brignoles et conservée en préfectures du Var et des Alpes-de-Haute-Provence pour y être, sans délai, tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant aux commissaires de la République, dans les conditions prévues par la loi du 17 juillet 1978.

AVIS FIN

Mettre

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

REPRESENTATION

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Merlin

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION DU PREMIER SEMESTRE : + 30 %

Par sa constante politique d'adaptation des produits, la société, dans une conjoncture marquée, a pu maintenir son activité à un niveau satisfaisant.

La gestion rigoureuse des dépenses d'exploitation lui a permis de réaliser un résultat courant d'exploitation en progression de 30 % par rapport au premier semestre 1987. Compte tenu de la commercialisation actuelle, une progression du même ordre est prévue pour l'ensemble de l'exercice.

Conformément aux déclarations du président Bernard Merlin, en janvier 1987, la société a choisi de se libérer du régime ECL par le versement d'une taxe rétroactive de 6,50 % sur les réserves constituées depuis 1975. A ce titre, elle vient d'effectuer, en septembre 1987, un versement de 5,5 millions de francs. L'option choisie est importante pour

l'avenir de la société puisqu'elle permet d'élargir considérablement le champ de ses activités et lui donne une complète liberté d'utilisation de 85 millions de francs de réserves.

Les perspectives de résultats malgré la charge exceptionnelle qui vient d'être mentionnée permettent d'envisager pour 1987 la reprise du dividende. En conséquence, M. Bernard Merlin, président-directeur général, proposera à l'assemblée générale, qui statuera sur les comptes de l'exercice 1987, le paiement d'un coupon net de 15 F par action. Compte tenu de l'impôt fiscal, le revenu par action s'élèvera à 27 F, assurant sur la base des cours actuels un rendement voisin de 9 %.

La situation nette de Merlin Immobilier ressort à 150 millions de francs.

LA BPGF CHANGE DE NOM

Le conseil d'administration de la Banque privée de gestion financière (BPGF) s'est réuni le 23 septembre 1987 sous la présidence de M. Gilles Brac de La Perrière.

Il a décidé qu'à compter du 1^{er} octobre 1987, la Banque privée de gestion financière changerait de dénomination sociale. Elle prendra désormais le nom de Banque Pallas France.

Cette nouvelle raison sociale traduit le réajustement des liens de la banque avec son actionnaire principal, Pallas Group - et à travers celui-ci, avec le prestigieux actionnariat international de Pallas - ainsi qu'avec Cresvale Partners à Londres et la Compagnie financière Tradition à Lausanne, maisons internationales affiliées à Pallas Group et hautement réputées, l'une en matière de séquestration de valeurs mobilières et l'autre en matière de courtage interbancaire et de produits financiers nouveaux.

Rece française d'un groupe international, la Banque Pallas France sera ainsi en mesure de mieux servir encore ses clients, sur les marchés intérieurs comme sur les marchés extérieurs.

ELECTRO BANQUE

RÉSULTAT SEMESTRIEL EN HAUSSE DE 11 %

Le conseil d'administration, réuni le 23 septembre 1987 sous la présidence de M. Philippe d'Argenton, a pris connaissance des résultats du premier semestre 1987 qui s'élevaient, avant impôt, à 42 945 000 F, en hausse de 11 % par rapport à ceux du premier semestre 1986 qui s'élevaient à 38 675 000 F.

La banque a poursuivi le développement de ses activités de marchés et de ses opérations financières, accroissant le part des commissions dans ses résultats et assurant la progression de ceux-ci malgré la contraction des activités bancaires traditionnelles.

Pour l'ensemble de l'exercice 1987 et sous réserve d'événements exceptionnels, les résultats devraient marquer, par rapport à ceux de 1986, une progression au moins égale à celle observée à la fin du premier semestre.

Ces perspectives justifient la confiance que les actionnaires ont manifestée en optant, cette année encore, très largement pour le paiement de leur dividende en actions. Les fonds propres ont ainsi été augmentés de 25 385 850 F représentant 88,7 % du dividende distribué.

Enfin, le conseil a coopté M. André Wertstein comme administrateur en remplacement de M. Maurice Daubresse qui représentait la Compagnie des lampes.



RÉSULTAT DU PREMIER SEMESTRE 1987

COMPAGNIE LA HÉNIN



Le conseil d'administration s'est réuni le 23 septembre 1987. Il a pris connaissance de l'évolution des activités du groupe pendant le premier semestre 1987, notamment dans le domaine de l'immobilier pour lequel, compte tenu de l'amélioration de la rentabilité et du lancement de nouvelles opérations, les perspectives sont satisfaisantes. Les opérations des filiales pendant cette période et les résultats pour l'année 1987 restent, dans leur ensemble, conformes aux prévisions faites en début d'exercice.

Le conseil a approuvé le principe de la rationalisation des structures du groupe Cordier, au moyen de l'apport à la société Domaines Cordier des autres participations que la Compagnie possède dans ce groupe.

Ce projet est la suite logique de l'acquisition de la totalité du capital des Domaines Cordier, et permettra de donner toute son efficacité à la nouvelle organisation en vue de son développement.

Le conseil a examiné les prévisions de résultats pour 1987.

Le résultat courant de la Compagnie devrait se situer à 41 MF au 31 décembre 1987. Cette baisse, par rapport à 1986 où il était de 67,3 MF, résulte de la croissance des frais financiers relatifs à des investissements importants réalisés fin 1986 et début 1987 dont la rentabilité est différée. Le résultat net de la Compagnie, compte tenu des éléments exceptionnels réalisés au titre des opérations d'apport à la société Domaines Cordier sus-visés, devrait se situer à environ 190 MF contre 70 MF pour l'exercice précédent.

Sur la base des prévisions actuelles, le résultat courant consolidé après impôt, de l'exercice 1987, devrait être de l'ordre de 180 MF et le résultat net après prise en compte des éléments exceptionnels, de l'ordre de 260 MF. La part de la Compagnie La Hénin dans le résultat net devrait être de l'ordre de 115 MF contre 42 MF en 1986.

Compte tenu de récentes estimations, la valeur intrinsèque de la Compagnie La Hénin peut être évaluée à 940 francs.

GROUPE HERVET

SOPIMURS, nouvelle filiale du Groupe HERVET, vient d'être agréée par les autorités monétaires en qualité de société financière de crédit-bail immobilier.

SOPIMURS, qui a opté pour un statut classique, est maintenant en mesure d'apporter son concours aux personnes physiques ou morales, y compris les membres des professions libérales et les associations, qui souhaitent, sans support en fonds propres, créer, développer ou restaurer un patrimoine constitué d'immobilier à usage professionnel.

Dotée d'un capital initial de 10 millions de francs, SOPIMURS est présidée par Claude Hervet PLAUD, Directeur Général de la Banque Hervet en charge des affaires immobilières. Jean-Louis LEMAIRE en est le Directeur Général.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

CERUS : RESULTAT CONSOLIDE DE 194 MILLIONS DE FRANCS AU PREMIER SEMESTRE 1987

Paris, le 25 septembre 1987

Le Conseil d'Administration de CERUS (Compagnie Européennes Réunies) s'est réuni le 25 septembre 1987, sous la présidence de M. Carlo De Benedetti.

CERUS dans lequel le Groupe De Benedetti détient une participation de 40 % a réalisé un résultat consolidé de 194 millions de francs au premier semestre 1987 et un résultat social de 125 millions de francs, à comparer à un résultat social de 54,3 millions de francs pour l'exercice 1986. Le résultat consolidé de l'ensemble de l'exercice devrait être en ligne avec le résultat enregistré au premier semestre.

En un an d'exercice CERUS est devenu un holding diversifié et actif à travers des participations dont les plus importantes sont Valeo, Yves Saint Laurent et Pearson.

Les résultats de Valeo, dont CERUS est l'opérateur industriel, se sont redressés conformément à la stratégie fixée en décembre 1986. Valeo a atteint durant le premier semestre 1987

un résultat net consolidé de 203 millions de francs représentant 2,8 % du chiffre d'affaires.

Yves Saint Laurent, société dans laquelle CERUS est l'associé de MM. Yves Saint Laurent et Pierre Bergé, a conclu en juin un accord pour la cession des activités grande diffusion de Charles of the Ritz. Yves Saint Laurent S.A. sera introduite au Second Marché de la Bourse de Paris le 4 décembre prochain avec deux ans d'avance sur les prévisions. Au premier semestre 1987 le résultat consolidé du Groupe Yves Saint Laurent a atteint 63 millions de francs (soit 6,3 % du chiffre d'affaires), pour un chiffre d'affaires consolidé de 1 milliard de francs avant même que les frais financiers relatifs à l'acquisition des Parfums Yves Saint Laurent n'aient commencé à se réduire.

L'actionariat de CERUS vient d'être renforcé par l'entrée dans son capital, à hauteur de 3 %, de Shearson Lehman (Groupe American Express) qui est déjà actionnaire de la COFIDE en Italie et de COFIR en Espagne. Le Conseil d'Administration de CERUS sera très heureux d'accueillir M. Peter A. Cohen, Chairman de Shearson Lehman, dont la nomination comme Administrateur sera proposée à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

CERUS sur Minitel, composez le 36.15
LE MONDE puis CERUS

CERUS

Le Monde
sur minitel
VOTRE
PORTEFEUILLE
PERSONNEL
Bourse : suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.
3615 TAPÉZ LEMONDE

PREPA Sc.PO.

Préparation annuelle pour jeunes bacheliers
Début des cours : 20 octobre 1987.

11 ans d'expérience
dans la préparation des grandes écoles.

PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

PCS

48, rue de la Fédération
75015 Paris
Tel. : (1) 45 66 59 98

BIENVENUE DANS UN MONDE QUI CONSTRUIT SON AVENIR

Les activités de Rhône-Poulenc, premier groupe chimique et pharmaceutique français, s'articulent autour de trois pôles :

- les sciences de la vie appliquées à l'homme et au monde animal et végétal,
- les nouveaux matériaux et les spécialités chimiques,
- les grands intermédiaires organiques et minéraux.

Sur le plan opérationnel, ces activités sont organisées en cinq secteurs : Chimie, Santé, Fibres, Agrochimie, Média.

Rhône-Poulenc a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires consolidé de 52,7 milliards de francs et un résultat net supérieur à 2 milliards.

Présent dans 140 pays, le Groupe réalise près de 70 % de son chiffre d'affaires à l'international et apporte plus de 15 milliards de francs à la balance commerciale française.

3/ INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

L'industrie chimique mondiale consacre en moyenne 6,2 % de son chiffre d'affaires aux investissements industriels.

Rhône-Poulenc a investi 5,075 milliards de francs, en 1986, soit 9,6 % de son chiffre d'affaires sur ses sites français et étrangers.

Une part importante a été destinée à améliorer la productivité et à augmenter les capacités de production dans les activités où le Groupe a acquis des positions de premier plan.

Par ailleurs, de nouvelles unités ont été créées pour accompagner le développement des marchés. Pour chaque investissement, le Groupe prend en compte la sécurité des personnes et la protection de l'environnement.

RP RHÔNE-POULENC

هكذا من الاجل

Marchés financiers

BOURSE DU 30 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 57

Règlement mensuel																			
VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%
1982	1900	1900	0	0,00	1982	1900	1900	0	0,00	1982	1900	1900	0	0,00	1982	1900	1900	0	0,00
1983	1900	1900	0	0,00	1983	1900	1900	0	0,00	1983	1900	1900	0	0,00	1983	1900	1900	0	0,00
1984	1900	1900	0	0,00	1984	1900	1900	0	0,00	1984	1900	1900	0	0,00	1984	1900	1900	0	0,00
1985	1900	1900	0	0,00	1985	1900	1900	0	0,00	1985	1900	1900	0	0,00	1985	1900	1900	0	0,00
1986	1900	1900	0	0,00	1986	1900	1900	0	0,00	1986	1900	1900	0	0,00	1986	1900	1900	0	0,00
1987	1900	1900	0	0,00	1987	1900	1900	0	0,00	1987	1900	1900	0	0,00	1987	1900	1900	0	0,00

Comptant (résumé)										SICAV (résumé)									
VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%
1982	1900	1900	0	0,00	1982	1900	1900	0	0,00	1982	1900	1900	0	0,00	1982	1900	1900	0	0,00
1983	1900	1900	0	0,00	1983	1900	1900	0	0,00	1983	1900	1900	0	0,00	1983	1900	1900	0	0,00
1984	1900	1900	0	0,00	1984	1900	1900	0	0,00	1984	1900	1900	0	0,00	1984	1900	1900	0	0,00
1985	1900	1900	0	0,00	1985	1900	1900	0	0,00	1985	1900	1900	0	0,00	1985	1900	1900	0	0,00
1986	1900	1900	0	0,00	1986	1900	1900	0	0,00	1986	1900	1900	0	0,00	1986	1900	1900	0	0,00
1987	1900	1900	0	0,00	1987	1900	1900	0	0,00	1987	1900	1900	0	0,00	1987	1900	1900	0	0,00

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le numéro de charme de M. Mikhail Gorbatchev aux Français. 4 M. George Bush à Paris. 6 Le rapport annuel d'Amnesty International. 7 Les ONG devront quitter le Soudan.	8 La préparation de la rentrée parlementaire. 14 M. Mitterrand à Toulouse : Saint Louis sous son autre. DÉBATS 2 Audiovisuel : la CNCL en question.	23 Le projet de réforme sur les juges d'instruction. — L'enquête sur l'assassinat de M. Médici. — Le jugement sur la mort d'un malade d'origine maghrébine au CHR de Reims. 24 Le synode des évêques.	15 Irak : le premier Festival de Babylone : l'Italie : Vicence à l'heure des grands projets. 16 URSS : Chagall au musée Pouchkine. 17 Europe : l'Autriche et la Belgique face à face. 28 Communication.	30 Le rapport Arthuis sur la fonction publique. 32 Le président Reagan défend sa politique devant le FMI. — Le Parlement péruvien approuve la nationalisation du système bancaire. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Météorologie 22 Mots croisés 22 Carnet 28 Radio-télévision 21 Annonces classées 27 à 29 Spectacles 18 à 21	• Chronique : tous les films. CINE • Abonnement : Le Monde. ABO • Front national : le torchon brûle. Actualité Sports International. Abonnements : Bureau Culture. 3815 Tapes LEMONDE

Au conseil des ministres

M. Léotard a présenté sa loi-programme sur le patrimoine

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a présenté au conseil des ministres, le mercredi 30 septembre, son projet de loi relatif au patrimoine monumental. M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, a indiqué, en rendant compte de la réunion du conseil des ministres, que ce projet de loi de programme, portant sur cinq ans, « va permettre de rassembler un retard accumulé au fil des ans dans l'inventaire du patrimoine architectural », notamment d'édifices qui « avaient été pratiquement abandonnés dans la période récente ».

M. Juppé a rappelé que les crédits inscrits au projet de budget pour 1988 sont en augmentation de 27 %, soit 200 millions de francs, par rapport à ceux de 1987, et que l'augmentation annuelle prévue ultérieurement sera de 5 %.

Ce projet de loi et celui qui concerne les enseignements artistiques devraient venir en discussion ensemble devant le Parlement. M. Jacques Chirac a souligné, au cours du conseil des ministres, qu'il s'agit là des « deux axes principaux » de la politique culturelle du gouvernement.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du 30 septembre a adopté le mouvement préfectoral suivant :

ARDÈCHE : M. Christian Pellerin, préfet de l'Aude, est nommé préfet de l'Ardeche en remplacement de M. André Ternazani, nommé préfet hors cadres.

AUBE : M. Jean-Charles Astruc, sous-préfet, secrétaire général de la Somme, est nommé préfet de l'Aube en remplacement de M. Roger Gros, nommé préfet des Pyrénées-Orientales.

AUDE : M. Pierre North, préfet de la Creuse, est nommé préfet de l'Aude en remplacement de M. Pellerin.

CANTAL : M. Michel Morin, sous-préfet de Dunkerque, est nommé préfet du Cantal en remplacement de M. Daniel Constantin, nommé préfet de la Drôme.

M. Pierre Magnin
nommé recteur de Versailles

Le conseil des ministres du mercredi 30 septembre a nommé M. Pierre Magnin, recteur de l'académie de Versailles, en remplacement de M. Paul Rollin.

Dans les Pyrénées-Atlantiques

Arrestation d'un important dirigeant de l'ETA-militaire

Santiago Arriepide Sarasola, dit « Santi Podras », considéré comme l'un des principaux dirigeants de l'organisation séparatiste basque ETA-militaire a été arrêté, mercredi 30 septembre en début de matinée, par la gendarmerie, à Anglet (Pyrénées-Atlantiques).

Les gendarmes, qui agissaient sur commission rogatoire de M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, surveillaient depuis plusieurs semaines le domicile d'un militant nationaliste français, M. Joseph-Xavier Guimont.

Mardi soir, les gendarmes ont vu M. Joseph-Xavier Guimont faire entrer, dans la maison du quartier Arizaga, à Anglet, un homme dont le visage était connu depuis des années par les enquêteurs, « Santi Podras ».

(Publié)

Votre micro compatible PC Amstrad ou Sanyo ? c'est chez Duriez

C'est le moment !
NON SEULEMENT pour le même prix vous avez chez Duriez 3 logiciels de base : « Traitement de Texte » (pour vos messages « imposés ») « Fichier » (pour trier et relancer vos clients) « Tableur » (pour voir clair, savoir « quoi, si... » et décider).
Mais Duriez vous offre en plus gratuitement 1/2 journée de mise au courant des conseils de poids et une aide au choix. Parmi les seules meilleures marques.
• De 5900 à 17900 F TTC.
Duriez n'est pas un marchand de gadgets. Il tient à vous rendre service, pour longtemps.
• 11 Modèles d'imprimantes de 1890 à 19800 F TTC et 108 logiciels pour tout faire au bureau d'un coup de bouton « Catalogue gratuit sur place ou 3 timbres à 220 F ».
3, R. La Botte (8°)
et toujours 112-132 Bd St-Germain, 6° (Odéon)

A B C D E F G

Dans les services publics

La journée d'action de la CGT devrait entraîner peu de perturbations

La journée interprofessionnelle organisée par la CGT le jeudi 1^{er} octobre devrait entraîner assez peu de perturbations, dans les services publics. Les mots d'ordre de grève varient de la journée (notamment dans la fonction publique, en raison de la retenue d'une journée minimum de salaire en cas de grève) à quelques heures — pour la durée des manifestations. A Paris, le défilé aux lieux de la place Denfert-Rochereau à la gare de l'Est en début d'après-midi.

— A la SNCF, un préavis de grève a été lancé du mercredi 30 septembre à 20 heures au 2 octobre à 8 heures du matin. Mais les mots d'ordre changent selon les gares et les dépôts. La SNCF prévoit un service normal sur les TGV, sur les grandes lignes rapides et express, et trois trains sur quatre en moyenne sur la banlieue parisienne. En revanche, certaines lignes locales pourraient être davantage perturbées, la SNCF donnant la priorité aux grandes lignes.

— A la RATP, la direction prévoit une baisse de la circulation de 10 %

à 15 % sur le réseau routier, et moins encore sur le métro (la CGT est minoritaire parmi les conducteurs), mais les mots d'ordre varient aussi selon les dépôts.

— A EDF, la CGT a lancé un appel à la grève de vingt-quatre heures, avec baisse de production, mais celle-ci ne devrait pas entraîner de coupures de courant.

Des grèves de vingt-quatre heures sont prévues dans la fonction publique, en particulier aux PTT, dans les impôts et les douanes. Mais les perturbations (notamment pour le courrier) varient selon les lieux : la précédente grève des PTT organisée par la CGT a connu un succès limité.

Parmi les 1 857 entreprises où la CGT a lancé un mot d'ordre de grève, figurent d'autres services publics, comme des services municipaux, des hôpitaux, des sociétés de transports urbains, des caisses de Sécurité sociale. Les dockers ont appelé à une grève de vingt-quatre heures. Parmi les entreprises industrielles figurent Thomson, Alcatel, Alsthom-Belfort, RVI-Limoges.

CHINE : la tension au Tibet

Pékin fait état d'une manifestation d'indépendantistes à Lhassa

PÉKIN
de notre correspondant

Des Tibétains ont défilé, dimanche 27 septembre, au cœur de Lhassa pour réclamer l'indépendance du territoire. Cette manifestation, qui est intervenue au moment où le dala-lama, en visite aux Etats-Unis, revendiquait le droit à l'autodétermination pour le peuple tibétain (Le Monde du 30 septembre), a été mentionnée par l'agence officielle tibétaine et citant « Le Tibet vers son indépendance », se sont réunis devant le temple du Jokhang avant de se disperser sans incident.

Comme on pouvait s'y attendre, Pékin a condamné cet incident par la voix de responsables tibétains. En même temps, Chine nouvelle a publié des dépêches fournissant l'explication historique des droits de la Chine sur le Tibet, une description

tion parfois macabre des pratiques du sergale sur le Toit du monde avant 1959, et affirmant qu'il n'y avait au Tibet que soixante-quinze mille Hans (Chinois de souche), soit 3,5 % de la population. Ce chiffre ne comprend pas les militaires et leurs familles. Il semble largement inférieur au nombre de Hans visus au Tibet. Derrière l'écran de l'« autonomie », ce sont en fait eux qui dirigent les affaires.

Le Tibet est certainement le point le plus sensible de la politique chinoise envers les minorités, mais la situation dans les régions musulmanes, en particulier au Xinjiang (Ouzbékistan), permet aux appels d'un fondamentalisme islamique : ceux des pays voisins, dont l'Iran, est sans doute aussi inquiétante à long terme pour Pékin. Des voyageurs disent avoir vu récemment au Xinjiang de petits groupes de partisans de l'imam Khomeiny. Mais de cela, la presse chinoise ne souffle mot.

PATRICE DE BEER.

Les exportations technologiques vers l'Est

Le Pentagone accuse le ministère américain du commerce

Le Pentagone a accusé, le mardi 29 septembre, le département américain du commerce d'avoir fait preuve d'un « manque de responsabilité insigne » en permettant la vente d'ordinateurs ultra-performants à des firmes contrôlées par l'URSS ou d'autres pays du bloc de l'Est.

Le département de la défense a affirmé dans un communiqué que le département du commerce avait donné à tort son feu vert en juin dernier à la fourniture d'ordinateurs IBM à la société ouest-allemande Transmatic, qui contrôle notamment le trafic du port de Hambourg et qui appartient à 51 % à l'URSS.

Selon le Pentagone, cinquante ventes de ce genre, portant sur une valeur totale de 4,3 millions de dollars, ont été autorisées depuis 1986.

Le département du commerce a reconnu qu'il avait approuvé quarante-neuf ventes à des compagnies soviétiques opérant à l'Ouest, mais seulement après s'être assuré que les matériels exportés « ne contribueraient pas de façon significative à développer les capacités militaires d'un pays du bloc de l'Est ».

[L'accusation de Pentagone met sur la place publique une divergence profonde au sein de l'administration américaine entre ceux qui voient en l'URSS le danger principal et ceux — soutenus par les industriels — qui estiment que le déficit commercial désigne plutôt Tokyo. Ces derniers expliquent que les exportations sont indispensables pour assurer la puissance de l'industrie américaine à long terme, c'est-à-dire, au bout du compte, la supériorité face à l'URSS.]

Sur le vif

A la vôtre !

A l'apéro, qu'en est-ce que vous prenez, vous ? Whisky ou Martini ? Et du dessert ? Tarte Tatin ou gâteau au chocolat ? Je vous demande ça histoire de deviner où vont vos sympathies. Au PS, au FN, au PC, au RPR ou à l'UDF ? Dis-moi ce que tu manges, je te dirai qui tu sèmes. Si, si, c'est sérieux, c'est un sondage de TFOF commandé avec beaucoup de sérieux, dans le Magazine Gauche-Milieu.

Ceux qui fréquentent à Dédé (Lajoinie) ou à Jean-Marie (La Pen), ils savent quoi ? Un verre de pastis, ou tasses ou mouillés. Idem, ça, ça va vous épater, pour ceux qui boivent à la santé de mon Mimi. Côté Ricard, Baze, Chirac et Léotard, on carbure au champagne.

Et comme entrée, ce sera quoi ? Fruits de mer pour tout le monde. Ah non, pardon ! Les amis du petit Léo font bande à part : caviar, sole meunière, champignons sautés et guérys. Régime jogging. Les jupes loupes se veulent effrayantes. Ils ont les

dents qui traquent sur la moquette, pas dans l'assiette où s'étale le gigot dominical dans tous les coins-tyres de France et de Navarre. Gars ! Regardez à gauche, haricots verts à droite.

Passez à la carte des vins. Victoire écrasante du vieux bordeaux. Moi qui adore le bordeaux, je suis très embêté, j'y a que les pots à Jean-Marie pour le mettre en deuxième position. Vous voulez du fromage ? Il reste plein de brie, personnellement, je préfère le brie. Le fromage fait un meilleur dîner que les coces et les sautés. De l'autre côté de la barrière, il n'y a que pour le comestible.

Vous me direz : Et toi, tu prends quoi ? Parle moi mon Bébé, mon Josselin et mon Mimi : rosé de Lyon, s'il te vaux vinaigrette et légumes de Solenn. Le tout arrosé au jus de pomme pour pas faire de peine à mon Léo.

CLAUDE SARRANTE.

EN BREF

• **AFGHANISTAN :** nouveau chef de l'Etat. — M. Najib, secrétaire général du Parti populaire démocratique d'Afghanistan, a été élu le mercredi 30 septembre président du conseil révolutionnaire qui gouverne le pays. Agé de quarante ans, M. Najib succède à Hâj Mohammad Tasmâni, qui assurait l'intérim de la présidence depuis novembre. (Reuters.)

• **URSS :** un article d'André Salchero dans une revue soviétique. — André Salchero, dans le premier article publié dans une revue soviétique depuis son retour d'exil, écrit à Gorki, évoque « l'espoir » suscité par les changements prisés en URSS par M. Mikhail Gorbatchev : « La critique des phénomènes négatifs du passé, la volonté d'unir toutes les forces de notre société autour du programme de renouvellement, donnent de la paix dans la revue mensuelle Théâtre, pour laquelle il livre ses très favorables impressions sur une pièce de Boulgakov, *Cœur de chien*, à


l'effici à Moscou. André Salchero souligne l'importance du rôle de l'intelligentsia, selon lui encore mal comprise en Union soviétique, et relate que « les vieux stéréotypes de réflexion, le démagogie pseudo-démocratique, le mensonge et la paresse gênent » la concrétisation des réformes. (AFP.)

• Une épreuve de comptabilité annulée. — En raison d'une erreur matérielle de l'imprimerie nationale, l'épreuve d'économie n° 3 de la première série du diplôme d'étude en comptabilité supérieur (DECS) a été annulée, le lundi 28 septembre, sur décision du ministre de l'éducation nationale. Ces annulations, qui concernent environ dix mille étudiants répartis dans toutes les académies françaises, a été reportée au lundi 12 octobre.

Le numéro de « Le Monde » daté 30 septembre 1987 a été tiré à 491 616 exemplaires.

HORSERIE
SCIENCE VIE MICRO
SVM
SPECIAL MAC
LE GUIDE DU MACINTOSH

BAUME & MERCIER
GENEVE



Aldebert
A Paris : 16, place Vendôme — 1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré — Palais des Congrès, Porte Maillot
A Cannes : 19, La Croisette

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR
CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.
LES AUTRES PÉDALENT DANS LE



Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o. compatible 17990 F HT

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières

25, rue du Renard Paris 4° • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6° • 91.37.25.03